

MUNICIPAL BULLETIN MUNICIPAL

Of the CITY of MONTREAL

PUBLISHED EVERY SATURDAY
MORNING

All communications relative to the Municipal
Bulletin should be addressed as follows:

THE MUNICIPAL BULLETIN
CITY HALL
MONTREAL



TELEPHONE MAIN 4240

De la CITÉ de MONTRÉAL

PARAISANT LE SAMEDI MATIN

Toute communication concernant le Bulletin
Municipal devra être adressée comme suit:

BULLETIN MUNICIPAL
HOTEL DE VILLE
MONTREAL

DELIBERATIONS

BUREAU DES COMMISSAIRES

Compte rendu de l'assemblée du 5 mai 1914, a.m.

Son Honneur le Maire Martin, Président. Tous présents.

1.—Une délégation des sans-travail se présente devant le Bureau, conduite par M. Albert Saint-Martin, et demande que le Bureau prenne les mesures voulues pour obtenir l'autorisation de faire cultiver les terrains vagues de la Ville et des alentours, par les sans-travail.

Après pourparlers, M. le Commissaire Ainey suggère, avec l'appui de M. le Commissaire McDonald, que M. Saint-Martin fasse sa demande par écrit, ce à quoi M. Saint-Martin s'engage.

Et la délégation se retire.

2.—M. de Gaspé Beaubien, représentant la Ville dans la Commission des Services Electriques, se présente devant le Bureau, au sujet de la demande de l'Echevin Larivière, de faire procéder à la construction des conduits souterrains sur la rue Notre-Dame, quartier Longue-Pointe, et informe les Commissaires que la Commission regrette de ne pouvoir se rendre à cette demande.

3.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Qu'instructions soient données à l'Ingénieur en Chef de faire enlever immédiatement les poteaux qui se trouvent dans le milieu de la rue Notre-Dame, quartier Longue-Pointe, et de soumettre un estimé de ce que coûterait l'enlèvement des troncs d'arbres qui se trouvent sur ladite rue.

4.—M. l'échevin Larivière se présente devant le Bureau, et soumet des requêtes:

- 1° A l'effet de faire macadamiser la rue Souigny, à partir de la rue Désormeaux jusqu'à l'avenue Lebrun;
- 2° A l'effet de faire faire les connections au canal d'égout principal et les connections au tuyau à l'eau sur la rue Omer (Carillon);
- 3° A l'effet de faire macadamiser la rue Baldwin dans toute sa longueur.

BOARD OF COMMISSIONERS

Report of meeting held on the 5th May 1914, a.m.

Present: His Worship Mayor Martin, in the chair, and all the members of the Board.

1.—A delegation of unemployed appeared before the Board, lead by Mr. Albert St. Martin, and asked the Board to take the necessary measures in order to obtain the authorization to have the vacant lots in the City and in the vicinity cultivated by the unemployed.

After discussion, Commissioner Ainey suggested, seconded by Commissioner McDonald, that Mr. St. Martin make his request in writing, which Mr. St. Martin agreed to do.

And the delegation withdrew.

2.—Mr. de Gaspé Beaubien, representing the City on the Electrical Commission, appeared before the Board, and presented the petition from Ald. Larivière, asking that underground conduits be laid in Notre Dame street, Longue Pointe Ward, and informed the Commissioners that the Commission regretted not to be able to grant said petition.

3.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That instructions be given to the Chief Engineer to have the poles erected in the middle of Notre Dame street, Longue Pointe Ward, immediately removed, and to submit an estimate of the cost of removing the stumps from said street.

4.—Ald. Larivière appeared before the Board and submitted petitions asking:

- 1° That Souigny street be macadamized, from Desormeaux street to Lebrun avenue;
- 2° That connections be made with the main sewer and with the water main in St. Omer street (Carillon);
- 3° That Baldwin street be macadamized throughout.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer lesdites requêtes à l'Ingénieur en Chef pour rapport immédiat.

5.—M. Emile Dépocas, avocat, se présente devant le Bureau, avec une délégation de propriétaires intéressés dans l'expropriation du Boulevard Saint-Joseph.

Après pourparlers, et vu le consentement par écrit des propriétaires expropriés pour le prolongement dudit boulevard, déposé devant le Bureau ce jour, et malgré que quelques-uns d'entre eux n'aient pas encore signé, mais vu qu'il y a lieu de croire qu'ils signeront.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que sans préjudice au recours que la Cité peut avoir contre les arbitres et leur secrétaire, la Cité paie le montant des sentences arbitrales en cette affaire, en déposant ce montant entre les mains du Protonotaire de la Cour Supérieure, suivant les dispositions des articles 7581 et suivants des statuts refondus de Québec (1900), avec en plus l'intérêt pour six mois, tel que prévu par lesdits statuts, et vu qu'il y a encore quelques propriétaires qui n'ont pas signé, que le montant des indemnités de ces propriétaires soit aussi déposé entre les mains du Protonotaire de la Cour Supérieure.

6.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que \$500 d'indemnité soient payés à M. Kennedy, locataire de la propriété de la rue des Seigneurs, sujet à l'approbation du Département en Loi, concernant l'annulation de la résolution ordonnant la passation du bail et qu'ins-tructions soient données à l'entrepreneur de procéder à la construction de l'édifice de bain, et de faire rapport au Conseil en conséquence.

7.—Et advenant midi, le Bureau procède à l'ouverture de soumissions pour la fourniture de charbon pour le Département de l'Aqueduc.

Les soumissions suivantes sont ouvertes en présence des parties intéressées, savoir:

1. J. O. Labrecque & Cie, chèque de dépôt, \$3,000 et \$4,500;
2. Geo. Hall Coal Co., chèque de dépôt, \$4,500, \$9,000 et \$3,000;
3. L. Cohen & Sons, chèque de dépôt, \$3,000;
4. Hart & Adair Coal Co., chèque de dépôt \$9,000;
5. R. A. Webster, chèques "The Canadian Import Company", \$7,500 et \$9,000;
6. Andrew Baile, chèque de dépôt, \$9,000, \$4,500 et \$3,000.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer lesdites soumissions à l'Agent des Achats et des Ventes et à l'Ingénieur en Chef, pour tabulation et rapport conjoint, et de déposer les chèques de dépôt au Bureau du Trésorier de la Cité.

8.—(18504) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant le règlement de la réclamation Clément Beaudoin vs La Cité de Montréal, pour accident de travail, sur paiement d'une somme de \$350 au demandeur, et d'une somme de \$119.95 de frais à Mre Jos. Archambault, avocat du demandeur.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le règlement de ladite réclamation comme ci-dessus, à même le fonds de réserve, et de donner instructions au Trésorier de la Cité de discontinuer de payer au demandeur une pension provisoire de \$5.75 par semaine, comme elle l'a fait depuis le 13 février dernier, en vertu d'un jugement du 23 du même mois.

9.—Le Révérend M. Picotte se présente devant le Bureau, et demande de faire certain changement dans l'établissement de lignes homologuées du Boulevard Saint-Joseph.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said petitions be referred to the Chief Engineer for an immediate report.

5.—Mr. Emile Depocas, Attorney, appeared before the Board with a delegation of proprietors interested in the St. Joseph Boulevard expropriation.

After discussion, and in view of the written consent of proprietors for the extension of said boulevard, laid before the Board this day, and notwithstanding the fact that some of them have not yet signed, but as they will most likely sign.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That without prejudice to the recourse the City may have against the arbitrators and the secretary, the City pay the amount of the awards in this case, by depositing said amount with the Prothonotary of the Superior Court, in accordance with the provisions of articles 7581 and following of the Revised Statutes of Quebec (1900), together with the interest for six months, as provided by said statutes, and as there are still some proprietors who have not signed that the amount of the indemnities of said proprietors be also deposited with the Prothonotary of the Superior Court.

6.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That \$500 indemnity be paid to Mr. Kennedy, tenant of the Seigneurs street property, subject to the approval of the Law Department as to the repeal of the resolution ordering the passing of the lease, and that instructions be given to the contractor to proceed with the erection of said bath building, and that a report be made to Council accordingly.

7.—And at twelve o'clock, noon, the Board proceeded to open the tenders for the supply of coal for the Water Department.

The following tenders were opened in presence of the interested parties, to wit:

1. J. O. Labrecque & Cie., deposit cheque \$3,000 and \$4,500;
2. Geo. Hall Coal Co., deposit cheque \$4,500, \$9,000 and \$3,000;
3. L. Cohen & Sons, deposit cheque \$3,000;
4. Hart & Adair Coal Co., deposit cheque \$9,000;
5. R. A. Webster, cheques by the Canadian Import Co., \$7,500 and \$9,000;
6. Andrew Baile, deposit cheques \$9,000, \$4,500 and \$3,000.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said tenders be referred to the Purchasing and Sales Agent and to the Chief Engineer for a tabulated statement and a joint report, and that the cheques be deposited with the City Treasurer.

8.—(18504) Submitted a report from the Law Department, recommending the settlement of the claim from Clément Beaudoin vs. the City of Montreal, for injuries received while working, by paying a sum of \$350 to the plaintiff and a sum of \$119.95 for costs to Mr. Jos. Archambault, Attorney for the plaintiff.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the settlement of said claim as above mentioned, ex-reserve fund, and to give instructions to the City Treasurer to stop the payment to the plaintiff of a provisional pension of \$5.75 per week, which has been paid since the 13th February last, in virtue of a judgment rendered on the 23rd of the same month.

9.—Rev. Mr. Picotte appeared before the Board and asked for a certain change in the establishment of the homologated lines of St. Joseph Boulevard.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Résolu: De donner instructions au Département en Loi de prendre les mesures nécessaires pour que l'homologation des lignes du Boulevard Saint-Joseph, à l'Est de l'avenue Papineau, soit suspendue jusqu'à nouvel ordre.

10.—Soumises des séries de mandats vérifiées par le Contrôleur de la Cité, aux montants respectifs de \$71,248.76, \$57,752.06, \$2,348.95 et \$15,257.45, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

11.—Soumise une communication de M. A. Martel, demandant l'autorisation de transférer son bail pour l'étal No 18, Marché Saint-Laurent, à M. Jacob Mendhelson.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Marchés pour rapport.

12.—Soumise une requête appuyant la nomination de M. Raoul Duquette à la position de gardien de l'édifice de bain dans les quartiers Saint-Paul et Emard.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Edifices Municipaux.

13.—Soumise une communication de M. J. A. Lamarre, au sujet de l'allocation par la Commission du Port de l'espace nécessaire pour faire atterrir les traversiers de l'Île Sainte-Hélène.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour rapport immédiat.

Ajournement.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 5 mai 1914, p.m.

Son Honneur le Maire Martin, Président. Tous présents.

1.—Soumis un rapport du Secrétaire du Bureau, approuvé par Son Honneur le Maire, recommandant la nomination de M. J. Lafleur à la position de commis et messenger dans le Bureau, au salaire de \$500 par année.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que M. Lafleur soit nommé à ladite position, au salaire de \$500 par année, à compter du 1er mai 1914, le crédit nécessaire devant être imputé sur le montant de \$15,000 voté par le Conseil pour engagement de secrétaires pour les Commissaires et autres officiers pour les services de la Ville.

2.—(19309) Soumis un rapport du Surintendant de l'Éclairage, recommandant l'installation de six lampes à arc et neuf lampes incandescentes de 80 bougies pour l'éclairage du chemin de la Côte Saint-Michel, à partir de la rue Saint-Hubert aux limites Est de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que ledit rapport soit approuvé.

3.—(19618) Soumis un rapport du Surintendant de l'Éclairage, recommandant l'installation d'une lampe à arc au centre de la cour du Département de l'Aqueduc.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que ledit rapport soit approuvé.

Resolved: That instructions be given to the Law Department to take the necessary measures in order that the homologation of the lines of St. Joseph Boulevard, east of Papineau avenue, be suspended until further orders.

10.—Submitted series of warrants verified by the City Comptroller, amounting respectively to \$71,248.76, \$57,752.06, \$2,348.95 and \$15,257.45, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

11.—Submitted a communication from Mr. A. Martel, asking for authorization to transfer his lease for stall No. 18, St. Lawrence Market, to Mr. Jacob Mendhelson.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Markets for a report.

12.—Submitted a petition in support of the appointment of Mr. Raoul Duquette to the position of caretaker for the bath building of St. Paul and Emard Wards.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said petition be referred to the Superintendent of Municipal Buildings.

13.—Submitted a communication from Mr. J. A. Lamarre, anent the granting by the Harbour Commissioners of the space required for the landing of the St. Helen's Island ferry boats.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the matter be referred to the Superintendent of Parks for an immediate report.

Adjourned.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 5th May 1914, p.m.

Present: His Worship Mayor Martin, in the chair, and all the members of the Board.

1.—Submitted a report from the Secretary of the Board, approved by His Worship the Mayor, recommending the appointment of Mr. J. Lafleur to the position of clerk and messenger in the office, at a salary of \$500 per annum.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That Mr. Lafleur be appointed to said position at a salary of \$500 per annum, from the 1st May 1914, the appropriation required to be charged against the amount of \$15,000 voted by the Council for the appointment of secretaries for the Commissioners and other officials for the City's service.

2.—(19309) Submitted a report from the Superintendent of the Light Department, recommending the installation of six arc lamps and nine 80 c. p. incandescent lamps in order to light Côte St. Michel Road, from St. Hubert to the eastern City limits.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report.

3.—(19618) Submitted a report from the Superintendent of the Light Department, recommending the installation of an arc lamp in the middle of the yard of the Water Department.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report.

4.—(19618) Soumis un rapport du Surintendant de l'Éclairage, recommandant l'installation de trois lampes à arc pour l'éclairage de la cour de la division Nord, Département de la Voirie.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

5.—(19171) Soumis le dossier, au sujet des contrats pour la fourniture de trucks d'automobiles.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Vu le rapport du Département en Loi, qu'il n'y a pas lieu de revenir sur la décision prise par le Bureau des Commissaires le 31 mars 1914, et que ladite décision est ratifiée, et que Son Honneur le Maire soit prié de signer les contrats.

6.—Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Qu'instructions soient données à l'Ingénieur en Chef de voir à ce que le Règlement No 270, concernant le clôturage des lots vacants, soit observé, en ce qui concerne la partie peuplée de la Ville.

7.—(18633) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'homologation des lignes de l'avenue Arago.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'aviser l'échevin Dubois de cette demande d'homologation.

8.—(19097) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'établissement d'un fonds d'assurance sur les biens-meubles de la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que la question soit référée au Trésorier et au Contrôleur et Auditeur de la Cité, pour rapport sur ce que coûterait l'établissement de tels fonds d'assurance.

9.—(19148) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'enregistrement d'une partie de la rue Cypress, comprise entre les rues Windsor et Stanley, dans le registre des rues publiques de la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant que ladite partie de la rue Cypress soit inscrite et décrite comme rue publique dans le registre des rues publiques de la Cité.

10.—(19318) Soumis un rapport du Département en Loi, sur la demande faite par la compagnie "Park and Island" et "Canadian Northern", pour être autorisées à drainer certains terrains dans un égout appartenant à la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et de donner instructions à l'Avocat en Chef de la Cité de préparer un projet de contrat, contenant les conditions qu'il recommande, et celles qui pourront être recommandées par l'Ingénieur en Chef, et de soumettre ledit projet au Bureau sans délai.

11.—(18712) Soumis un rapport de l'Archiviste de la Ville, recommandant l'achat d'un petit truck pour le transport des volumes et des dossiers.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

12.—(18230) Soumis un rapport du Département en Loi, déclarant qu'aux termes de l'article 462 de la Charte, la Ville a le pouvoir de fournir l'eau à la municipalité de Saint-Michel de Laval, aux conditions qui pourront être arrêtées entre la Cité et ladite municipalité.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que l'Avocat en Chef de la Cité soit prié de préparer un contrat entre la Ville et la municipalité de Saint-Mi-

4.—(19618) Submitted a report from the Superintendent of the Light Department, recommending that three arc lamps be installed for the lighting of the Northern Division Yard, Road Department.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report.

5.—(19171) Submitted the documents anent the contracts for the supply of motor trucks.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey,

In view of the report from the Law Department, it was

Resolved: That there is no reason for reconsidering the decision reached by the Board of Commissioners on the 31st March 1914, that the same be ratified and that His Worship the Mayor be requested to sign the contracts.

6.—On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That instructions be given to the Chief Engineer to see that By-law No. 270, concerning the fencing of vacant lots, is enforced as regards the inhabited part of the City.

7.—(18633) Submitted a report from the Law Department anent the homologation of lines of Arago avenue.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That Ald. Dubois be informed of the application for said homologation.

8.—(19097) Submitted a report from the Law Department anent the establishment of an insurance fund on the moveables belonging to the City.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the matter be referred to the City Treasurer and to the City Comptroller and Auditor for a report as to the cost of the establishment of such an insurance fund.

9.—(19148) Submitted a report from the Law Department anent the inscription of a part of Cypress street, between Windsor and Stanley streets, in the register for the public streets of the City.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that that part of Cypress street be inscribed and described in the register of the public streets of the City.

10.—(19318) Submitted a report from the Law Department on the application made by the Park & Island Co. and the Canadian Northern for authorization to drain certain lands into a sewer belonging to the City.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved and that the Chief City Attorney be instructed to prepare a draft of contract containing the conditions which he recommends and those which may be recommended by the Chief Engineer, and to submit the same to the Board without delay.

11.—(18712) Submitted a report from the City Archivist, recommending that a small truck be purchased for the conveyance of volumes and records.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in said report.

12.—(18230) Submitted a report from the Law Department, stating that, by the terms of article 462 of the Charter, the City has the power to supply water to the Municipality of St-Michel de Laval, on the conditions which may be agreed upon between the City and said municipality.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the Chief City Attorney be requested to prepare a contract between the City and the Municipal-

chef de Laval, et de soumettre ledit contrat au Bureau des Commissaires.

13.—(19729) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, transmettant, pour approbation, le profil de la rue Marchmont, dans le quartier Mont-Royal.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que le profil soit approuvé, et que le Secrétaire soit autorisé à le signer.

14.—(19710) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, déclarant que le crédit voté pour le pavage des rues ci-dessous, est insuffisant, savoir:

	Crédit nécessaire
Rue Youville, de McGill à Saint-Pierre	\$ 6,500
Rue Montmorency, de Centre à Saint-Patrick	2,841
Rue de la Montagne, de Adeline à Dorchester	12,300

et recommandant de faire les virements suivants:

Rue Youville, à être pris à même la balance disponible du pavage de l'avenue Union, de Belmont à Dorchester;	
Rue Montmorency, à être pris à même la balance disponible du pavage de la rue des Seigneurs, de Notre-Dame à Saint-Antoine;	
Rue de la Montagne, à être pris à même la balance des crédits votés pour le pavage des rues	
Saint-Mathieu, de Dorchester à Sherbrooke	\$ 6,500
Crescent, de Dorchester à Sherbrooke	5,400
Seigneurs, de Notre-Dame à Saint-Antoine	400
	\$12,300

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et d'autoriser le virement recommandé.

15.—(18606) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, transmettant un estimé du coût des modifications à faire au tuyau d'aqueduc et aux égouts, dans certaines rues, comprises entre la rue de Lorimier et la voie du C. P. R., et les rues Hochelaga et Rachel.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et de faire rapport au Conseil, recommandant le vote des dites sommes, pour les fins ci-dessus, et de référer au Département en Loi pour rapport sur la partie dudit rapport, concernant les rues qui n'appartiennent pas à la Ville.

16.—(19698) Soumis un rapport du Surintendant de l'Éclairage, recommandant l'installation de lampes additionnelles et certains changements aux endroits mentionnés dans ledit rapport.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

17.—(18441) Soumis un rapport de l'Avocat en Chef de la Cité, sur la demande faite par la Commission du Hâvre, au sujet de la pose de "quick acting gates".

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De demander au Secrétaire de la Commission du Port, qu'il donne un état de la hausse des eaux depuis 25 ans.

18.—Soumis un rapport du Surintendant des Impressions et de la Papeterie, recommandant l'achat de 5 plumes-fontaines, au coût de \$25.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'autoriser ladite dépense.

ity of St. Michel de Laval, and to submit the same to the Board of Commissioners.

13.—(19729) Submitted a report from the Chief Engineer, transmitting for approval the profile of Marchmont street, in Mount Royal Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said profile be approved and that the Secretary be authorized to sign the same.

14.—(19710) Submitted a report from the Chief Engineer, stating that the appropriation voted for the paving of the undermentioned streets, is insufficient, to wit:

	Appropriations required.
Youville street, from McGill to St. Peter	\$ 1,204
Montmorency street, from Centre to St. Patrick	2,841
Mountain street, from Adeline to Dorchester	12,300

and recommending that the following variations be made:

Youville street, to be charged against the available balance voted for the paving of Union avenue, from Belmont to Dorchester;	
Montmorency street, to be charged against the available balance voted for the paving of des Seigneurs street, from Notre Dame to St. Antoine;	
Mountain street, to be charged against the balance of appropriation voted for the paving of	
St. Matthew, from Dorchester to Sherbrooke	\$6,500
Crescent, from Dorchester to Sherbrooke	5,400
Seigneurs, from Notre Dame to St. Antoine	400
	\$12,300

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To concur in said report and to authorize the above variations.

15.—(18606) Submitted a report from the Chief Engineer, transmitting an estimate of the cost of alterations to be made to the water main and to the sewers in certain streets, between de Lorimier avenue and the C. P. R. tracks, and in Hochelaga and Rachel streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To concur in said report and to report to Council, recommending that said sums be voted for the above purposes, and to refer the same to the Law Department for their opinion on that part of said report concerning the streets which are not the City's property.

16.—(19698) Submitted a report from the Superintendent of the Light Department, recommending that additional lights be installed and certain changes be made at the places mentioned in said report.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To concur in said report.

17.—(18441) Submitted a report from the Chief City Attorney on the request made by the Harbour Commissioners, concerning the installation of quick-acting gates.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the Secretary of the Harbour Commissioners be requested to give a statement of the rise of water since 25 years.

18.—Submitted a report from the Superintendent of Printing and Stationery, recommending that 5 fountain pens be purchased at a cost of \$25.00.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To authorize said expenditure.

19.—(19708) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant la remise à la "Canada Foundry Company", (Allis Chalmers) d'une balance de dépôt de \$1,081.75, en rapport avec le contrat pour la fourniture de pompes à Notre-Dame de Grâce.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

20.—(17852) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, au sujet de la réclamation de MM. Glibert, Paye & Cie, pour travaux additionnels, en rapport avec la construction de l'égout de la rue Sherbrooke.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef, pour savoir combien coûteront les travaux pour lesquels l'entrepreneur réclame \$5,250 et pour vérifier la déclaration faite antérieurement par les entrepreneurs, au sujet de l'exécution des travaux au moyen de tunnels, et de référer au Département en Loi pour rapport sur toute la question.

21.—(19728) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant l'exécution de certains travaux au coût de \$4,497, nécessaires pour l'élévation du niveau du trottoir autour de l'Hôtel Ritz Carlton.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant de voter ladite somme, pour les fins ci-dessus, et de demander au Département en Loi si les propriétaires du Ritz-Carlton sont responsables du paiement de cette somme, vis-à-vis la Ville, et si cette somme peut leur être réclamée.

22.—Soumise une communication de l'Union des Municipalités Canadiennes, informant la Ville que l'acte révisé des chemins de fer sera soumis au Sénat d'ici une semaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour son information.

23.—(19657) Soumis un rapport du Surintendant de l'Éclairage, recommandant l'installation de lampes additionnelles et l'exécution de certains changements aux endroits mentionnés audit rapport.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

24.—(19654) Soumis un rapport du Surintendant des Bâtisses, recommandant d'exiger l'exécution de certains changements à une bâtisse temporaire située au No 790 Boulevard Saint-Laurent.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De donner instructions au Surintendant des Bâtisses de donner suite aux recommandations contenues dans son rapport.

25.—(19605) Soumis le dossier au sujet de l'ouverture de la rue Sherbrooke, entre les rues de Lorimier et Fullum.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer tout le dossier concernant cette affaire au Département en Loi pour rapport.

26.—(19557) Soumise une demande du journal "L'Autorité", concernant la publication des annonces de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Greffier de la Cité.

27.—(16786) Soumis le rapport du Département en Loi, au sujet de la réclamation de M. John H. Leahy, en rapport avec la construction d'égouts sur les rues Condé et Montmorency.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Déposé aux archives.

19.—(19708) Submitted a report from the Chief Engineer, recommending that the Canada Foundry Co. (Allis Chalmers) be refunded a balance of deposit of \$1,081.75 made in connection with the contract for the supply of pumps at Notre-Dame deGrâce.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To concur in said report.

20.—(17852) Submitted a report from the Chief Engineer anent a claim from Messrs. Glibert, Paye & Co., for additional works done in connection with the laying of the Sherbrooke street sewer.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be referred back to the Chief Engineer in order to know how much the works for which the contractor claims \$5,250 will cost, and with instructions to verify the statement previously made by the contractors anent the performance of said works by means of tunnels, and that the whole matter be referred to the Law Department for a report.

21.—(19728) Submitted a report from the Chief Engineer, recommending that certain works required for the raising of the level of the sidewalk around the Ritz-Carlton Hotel be performed at a cost of \$4,497.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To report to Council, recommending that said sum be voted for the above purposes, and to ask the Law Department if the proprietors of the Ritz-Carlton are responsible towards the City for the payment of said sum, and if the same may be claimed from them.

22.—Submitted a communication from the Union of Canadian Municipalities, informing the City that the revised Railway Act will be submitted to the Senate within a week.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To refer the same to the Law Department for its information.

23.—(19657) Submitted a report from the Superintendent of the Light Department, recommending that additional lamps be installed and that certain changes be made at the places mentioned in said report.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be approved.

24.—(19654) Submitted a report from the Superintendent of Buildings, recommending that certain changes be made to a temporary building situated at No. 790 St. Lawrence Boulevard.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That instructions be given to the Superintendent of Buildings to act accordingly.

25.—(19605) Submitted the documents anent the opening of Sherbrooke street, between de Lorimier and Fullum streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That all the documents concerning this matter be referred to the Law Department for a report.

26.—(19557) Submitted a communication from the newspaper "L'Autorité", re publication of the City's advertisements.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the City Clerk.

27.—(16786) Submitted a report from the Law Department anent the claim of Mr. John H. Leahy, in connection with the construction of sewers on Condé and Montmorency streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be filed of record.

28.—(19586) Soumise une communication de MM. Beauchemin & Fils, au sujet de la fourniture de couvercles en acier coulé pour 'manholes'.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport.

Son Honneur le Maire laisse son siège. M. le Commissaire Hébert prend le fauteuil.

29.—(19535) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, au sujet de la demande de la "Montreal Public Service Corporation", pour permis d'installer des poteaux dans certaines rues.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

30.—Soumis des mandats vérifiés par le Contrôleur de la Cité, aux montants de \$38,239.96, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

31.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant la pose de 216 pieds de tuyaux de 8" dans la rue Lepailleur, au Nord de la rue Lavaltrie, au coût de \$475.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'autoriser la pose de ladite conduite, ladite somme de \$475 devant être imputée sur le crédit voté pour la pose de conduites principales.

M. le Commissaire Côté laisse son siège.

32.—Soumise une communication de M. Jos. Wall, soumettant certaines conditions au sujet des prix payés aux travailleurs en ciment.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport.

33.—(17818) Soumis le dossier au sujet de l'expropriation suivant les expropriations annuelles, d'une lisière de terrain située au coin Sud-Ouest des rues Wolfe et de Montigny.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de procéder à l'expropriation de ladite lisière de terrain, suivant les dispositions de la Charte, concernant les expropriations annuelles.

34.—Soumise une offre de M. J. E. Lévesque, de vendre un certain terrain à la Ville, pour l'ouverture de la rue Bourassa.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer tout le dossier au Président du Bureau des Estimateurs, pour rapport sur la valeur de ce terrain.

35.—(19612) Soumis un rapport du Surintendant des Privilèges et des Licences, recommandant le renouvellement pour un an, du privilège accordé à M. Wilfrid Comtois, pour la vente de bonbons dans un kiosque placé sur le Square Viger.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le renouvellement dudit privilège, aux mêmes conditions que l'an dernier.

36.—Soumis une communication de l'échevin Pauzé, au sujet de la nomination des arbitres pour terminer l'expropriation du Chemin Côte-des-Neiges, quartier Côte-des-Neiges.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

28.—(19586) Submitted a communication from Messrs. Beauchemin & Fils, anent the supply of cast steel covers for manholes.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for a report.

His Worship the Mayor left his seat.

Commissioner Hébert took his seat.

29.—(19535) Submitted a report from the Chief Engineer anent the application from the Montreal Public Service Corporation for permission to erect poles in certain streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for a report.

30.—Submitted warrants verified by the City Comptroller, amounting to \$38,239.96, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That payment of same be authorized.

31.—Submitted a report from the Chief Engineer, recommending that 216 feet of 8" pipe be laid in Lepailleur street, north of Lavaltrie street, at a cost of \$475.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the laying of said pipes be authorized, the said sum of \$475 to be charged against the appropriation voted for the laying of mains.

Commissioner Côté left his seat.

32.—Submitted a communication from Mr. Jos. Hall, submitting certain conditions anent the prices paid to cement workers.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for a report.

33.—(17818) Submitted the documents anent the expropriation (in accordance with the law concerning annual expropriations) of a strip of land situated at the south-west corner of Wolfe and de Montigny streets.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the expropriation of the said strip of land be proceeded with according to the provisions of the Charter, concerning the annual expropriations.

34.—Submitted an offer from Mr. J. E. Lévesque, to sell a certain lot to the City, for the opening of Bourassa street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the matter be referred to the Chairman of the Board of Assessors for a report as to the value of the land.

35.—(19612) Submitted a report from the Superintendent of the Privilege and License Department, recommending the renewal for one year of the privilege granted to Mr. Wilfrid Comtois, for the sale of candy in a kiosk on Viger Square.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the said privilege be renewed on the same conditions as last year.

36.—(19205) Submitted a communication from Ald. Pauzé, anent the appointment of arbitrators to complete the expropriation of Côte des Neiges Road, Côte des Neiges Ward.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Résolu: De référer au Département en Loi, avec instructions de procéder.

37.—Soumis un rapport du Surintendant des Privilèges et des Licences, recommandant le renouvellement pour un an, du privilège accordé à M. P. Girard de vendre des bonbons dans un kiosque placé sur le Square Viger.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le renouvellement dudit privilège, aux mêmes conditions que l'an dernier.

38.—(19469) Soumise une communication de la "Bourse Immobilière de Montréal", demandant une entrevue avec le Bureau des Commissaires.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'inviter les requérants à rencontrer le Bureau, le 13 mai courant, à 10.30 heures a.m.

39.—(19495) Soumis un rapport du Département en Loi, transmettant un compte de M. Charles A. Marchand, au montant de \$32.10, pour frais d'impression, etc., in re Donald Robertson et la Cité de Montréal, et la "Canadian Autobus Company Limited".

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte à même le fonds de réserve.

M. le Commissaire Côté prend son siège.

40.—Soumise une offre de M. Frank S. Meighen, Lieutenant-Colonel des "Grenadiers Guards of Canada", de donner trois concerts gratuitement sur la Ferme Fletcher.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'accepter ladite offre, et de la référer au Surintendant des Parcs pour fixer les dates des concerts.

41.—(18526) Soumis un rapport du Surintendant des Privilèges et des Licences, recommandant le renouvellement pour un an, du privilège accordé à M. F. X. Brunet, pour la vente de bonbons dans un kiosque placé sur le Square Viger.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le renouvellement dudit privilège, aux mêmes conditions que l'an dernier.

42.—(19515) Soumise une communication de M. Wm. J. Dunn, demandant l'autorisation de demeurer quelques jours dans la propriété qu'il occupe sur le Boulevard Saint-Joseph.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Edifices Municipaux.

43.—Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'établissement de lignes homologuées sur la rue Burnside.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De donner instructions au Département en Loi de ne pas continuer les procédures en suspens devant le tribunal.

44.—Soumise une communication de M. Walter G. Kennedy, demandant une entrevue avec le Bureau des Commissaires, au nom de la "Parks and Playgrounds Association."

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'inviter ladite association à rencontrer le Bureau jeudi, le 7 courant, à 11 heures a.m.

Ajournement.

L. N. SENECA,
Secrétaire.

Resolved: That the same be referred to the Law Department with instructions to proceed with said expropriation.

37.—(18515) Submitted a report from the Superintendent of the Privilege and License Department, recommending the renewal for one year, of the privilege granted to Mr. P. Girard for the sale of candy in a kiosk on Viger Square.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said privilege be renewed, on the same conditions as last year.

38.—(19469) Submitted a communication from the Real Estate Exchange of Montreal, asking for an interview with the Board of Commissioners.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the petitioners be invited to meet the Board on the 13th May instant at 10.30 a.m.

39.—(19495) Submitted a report from the Law Department, transmitting an account from Mr. Chs. A. Marchand, amounting to \$32.10 for printing, etc., in re Donald Robertson and the City of Montreal, and the Canadian Autobus Co. Ltd.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said account be paid ex-reserve fund. Commissioner Côté took his seat.

40.—Submitted an offer from Lt.-Colonel Frank S. Meighen of the Grenadier Guards of Canada, to give three concerts gratuitously on Fletcher's Field.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said offer be accepted and that said communication be referred to the Superintendent of Parks with a request that he fix the dates of said concerts.

41.—(18526) Submitted a report from the Superintendent of the Privilege and License Department, recommending the renewal for one year, of the privilege granted to Mr. F. X. Brunet, for the sale of candy in a kiosk on Viger Square.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said privilege be granted, on the same conditions as last year.

42.—(19515) Submitted a communication from Mr. Wm. J. Dunn, asking for authorization to remain for a few days in the dwelling which he occupies on St. Joseph Boulevard.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Municipal Buildings.

43.—Submitted a report from the Law Department anent the establishment of homologated lines on Burnside street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That instructions be given to the Law Department not to continue the proceedings pending before the Court.

44.—Submitted a communication from Mr. Walter G. Kennedy, asking for an interview with the Board of Commissioners on behalf of the Parks and Playgrounds Association.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said Association be invited to meet the Board on Thursday the 7th instant, at 11 a.m.

Adjourned.

L. N. SENECA,
Secretary.

Compte rendu de l'assemblée du 6 mai 1914, a.m.

Son Honneur le Maire Martin, Président. Tous présents.

Le Secrétaire donne lecture des minutes.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que lesdites minutes soient approuvées.

1.—(19822) M. l'échevin Mayrand introduit les propriétaires d'un appareil pour les cendres et les déchets, dit "Système Dutil". Après quelques remarques de M. A. Chaussé, sur le côté hygiénique et économique de cet appareil, Son Honneur le Maire suggère de référer cette question au Commissaire chargé du département concerné, et

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer cette question à M. le Commissaire McDonald.

2.—Soumise une communication du constable Michel Guyon, demandant d'être mis à sa retraite.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant de Police, pour rapport.

3.—(19767) Soumis un rapport du Surintendant du Département des Privilèges et des Licences, approuvé par Son Honneur le Maire, recommandant la nomination de M. Ad-jutor Talbot, à la position d'inspecteur dans le Département des Licences.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que ladite nomination soit approuvée.

4.—(19768) Soumis un rapport du Directeur de l'Assistance Municipale, recommandant de répartir comme suit le crédit de \$12,000, porté au budget de 1914 pour subventions aux Gouttes de Lait:

1. Montreal Local Council of Women	\$1,000
2. Mothers' Clinic	500
3. University Settlement	500
4. Iverley Settlement	400
5. Paroisse St-Joseph	700
6. Dispensaire de l'Enfant-Jésus	700
7. Hôpital Sainte-Justine	400
8. Paroisse St-Pierre	400
9. Paroisse Ste-Cunégonde	600
10. Paroisse St-Edouard	500
11. Paroisse St-Jean-Baptiste	700
12. Paroisse St-Jean Berchmans	400
13. Paroisse St-Arsène	400
14. Paroisse Ste-Hélène	400
15. Paroisse d'Hochelaga	500
16. Paroisse Ste-Clotilde	300
17. Paroisse St-Henri et St-Zotique	500
18. Paroisse St-Jacques	400
19. Dispensaire des bébés (quartier Emard)	400
20. Paroisse Ste-Brigide	700
21. Bonsecours	200
22. Paroisse Ste-Catherine	400

Ces institutions devant se conformer aux conditions ci-après pour avoir droit à cette suvention:

- 1° Diriger l'alimentation des nourrissons au cours des deux premières années;
- 2° Fournir gratuitement ou à des prix réduits certains médicaments, du lait et de la glace;
- 3° Assurer un service régulier de consultations gratuites pour toutes les maladies du tube digestif et celles qui s'y rattachent;

Report of meeting held on the 6th May 1914, a.m.

Present: His Worship Mayor Martin, in the chair, and all the members of the Board.

The Secretary read the minutes.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said minutes be confirmed.

1.—Ald. Mayrand introduced the owners of an apparatus for ashes and garbage, known as "Système Dutil".

After a few remarks from Mr. A. Chaussé on the hygienic and economical features of said apparatus, His Worship the Mayor suggested that the matter be referred to the Commissioner in charge of the department therein concerned.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To refer the matter to Commissioner McDonald.

2.—(19600) Submitted a communication from constable Michel Guyon, asking that he be superannuated.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To refer the same to the Superintendent of Police for a report.

3.—(19767) Submitted a report from the Superintendent of the Privilege and License Department, approved by His Worship the Mayor, recommending that Mr. Ad-jutor Talbot be appointed to the position of inspector in the License Department.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said appointment be approved.

4.—(19768) Submitted a report from the Director of the Municipal Assistance, recommending that the appropriation of \$12,000 voted in the budget of 1914 for grants to the "Gouttes de Lait", be apportioned as follows:

1. Montreal Council of Women	\$1,000
2. Mothers' Clinic	500
3. University Settlement	500
4. Iverley Settlement	400
5. Parish of St. Joseph	700
6. Dispensary of "l'Enfant-Jésus"	700
7. St. Justine Hospital	400
8. Parish of St. Peter	400
9. Parish of St. Cunegonde	600
10. Parish of St. Edward	500
11. Parish of St-Jean-Baptiste	700
12. Parish of St-Jean-Berchmans	400
13. Parish of St. Arsène	400
14. Parish of St. Helen	400
15. Parish of Hochelaga	500
16. Parish of St. Clothilde	300
17. Parish of St. Henry and St. Zotique	500
18. Parish of St. James	400
19. Dispensary for babies (Emard Ward)	400
20. Parish of St. Brigitte	700
21. Bonsecours	200
22. Parish of St. Catherine	400

said institutions to comply with the conditions hereunder mentioned in order to be entitled to said grant:

- 1° Give the necessary directions with regard to the diet of nurslings during the first two years;
- 2° Provide a regular service of free consultations for all diseases of the alimentary canal and those connected therewith;
- 3° Supply gratuitously or at reduced prices certain drugs, milk and ice;

- 4° Assister les mères malades et celles qui sont trop occupées pour donner au bébé tous les soins dont il peut avoir besoin;
- 5° Les consultations devront être limitées strictement :
 - (a) Aux conseils nécessaires pour assurer une direction rationnelle de l'alimentation et éviter la suralimentation;
 - (b) Au traitement des maladies qui relèvent directement de l'alimentation;
 - (c) Aux prescriptions hygiéniques qui permettent à la mère d'allaiter et à l'enfant de se mieux développer;
- 6° La consultation devra être quotidienne durant les mois de juin, juillet, août et septembre, et tri-hebdomadaire au cours des autres mois de l'année;
- 7° La pesée hebdomadaire sera de rigueur au cours des premiers six mois, alors qu'elle pourra être bi-mensuelle;
- 8° Un rapport mensuel détaillé des opérations de la Goutte de Lait durant le mois précédent devra être préparé sous la direction du médecin-consultant et être envoyé aux autorités municipales, dans les trois premiers jours de chaque mois;
- 9° Un rapport annuel détaillé des opérations de la Goutte de Lait durant l'année précédente devra être préparé sous la direction du Médecin-Consultant et être envoyé aux autorités municipales dans les 15 premiers jours de janvier;
- 10° La comptabilité, la statistique, etc., en rapport avec la Goutte de Lait, devront être tenues suivant les instructions et les imprimés à être fournis par la Cité.

Ces subventions ci-dessus devant être payées par le Trésorier de la Cité, sur présentation d'un certificat du Directeur de l'Assistance Municipale, attestant que les Gouttes de Lait se sont conformées aux conditions imposées, au fur et à mesure qu'elles en auront besoin jusqu'à concurrence de la somme votée.

Comité Central des Gouttes de Lait de Montréal, section française \$1,000

La subvention ci-dessus devant être payée trimestriellement, sur présentation d'un certificat du Directeur de l'Assistance Municipale, attestant que ce comité rend à la Cité les services requis d'elle; ladite organisation devant de plus transmettre à la Cité un rapport de ses opérations pour l'année 1914.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est
Résolu: D'approuver ledit rapport.

5.—Soumise une communication de M. C. McNeil, demandant d'être réinstallé dans le corps de police.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est
Résolu: De référer au Chef de Police pour rapport.

6.—Soumise une lettre de M. T. H. Kirk, demandant d'être mis à sa retraite.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est
Résolu: De référer au Chef de Police pour rapport.

7.—(19221) Soumis un rapport du Surintendant de Police, sur la demande faite par M. Gagné, constable dans le Département des Parcs, d'être remboursé d'un montant de \$25 qu'il aurait déboursé au cours d'une maladie contractée au service de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est
Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour rapport.

8.—(19695) Soumise une lettre de M. Joseph Jetté, demandant l'émission d'une police acquittée à raison de ses services comme pompiers.

- 4° Assist the mothers who are ill and those who are too busy to give the baby all the care required;
- 5° The consultations shall be strictly limited:
 - (a) To the advice necessary to ensure a rational method of diet and avoid overfeeding;
 - (b) To the treatment of diseases directly ascribable to diet and food;
 - (c) To such hygienic prescriptions as will enable the mother to suckle her child and promote the development of the latter.
- 6° A consultation shall be given daily during the months of June, July, August and September, and three times a week during the other months of the year;
- 7° Each child shall be weighed once a week during the six first months and afterwards at least twice a month;
- 8° A detailed monthly report of the operations of the "Goutte de Lait" during the preceding month shall be prepared under the direction of the consulting physician, and sent to the civic authorities within the three first days of each month;
- 9° A detailed annual report of the operations of the "Goutte de Lait" during the preceding year shall be prepared under the direction of the consulting physician, and sent to the civic authorities within the fifteen first days of January;
- 10° The books, the statistics, etc., in connection with the "Goutte de Lait", shall be kept according to the instructions given and as per forms supplied by the City.

The above grants shall be paid by the City Treasurer on presentation of a certificate from the Director of Municipal Assistance of the City, stating that the "Gouttes de Lait" have complied with the conditions imposed.

Said grants to be moreover paid to said "Gouttes de Lait" as they may require the same, to the extent of the sum voted.

Central Committee of "Gouttes de Lait" of Montreal, French Section \$1,000

The above grant to be paid quarterly, on presentation of a certificate from the Director of Municipal Assistance, stating that said Committee has given the City the services asked of them; the said organisation to transmit, moreover, to the City a report of its operations for the year 1914.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was
Resolved: That said report be approved.

5.—Submitted a communication from Mr. C. McNeil, asking to be reinstated in the police force.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was
Resolved: That the same be referred to the Chief of Police for a report.

6.—Submitted a letter from Mr. T. H. Kirk, asking that he be superannuated.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was
Resolved: That the same be referred to the Chief of Police for a report.

7.—(19221) Submitted a report from the Superintendent of Police anent the application from Mr. Gagné, constable in the Parks Department, for the refund of an amount of \$25 which he disbursed for the treatment of a disease.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was
Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Parks for a report.

8.—(19695) Submitted a letter from Mr. Joseph Jetté, asking that a paid up policy in his favor be issued on account of his services as fireman.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Chef du Département des Incendies pour rapport.

9.—(19537) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, approuvé par Son Honneur le Maire, recommandant la nomination de MM. T. O'Neil, Daniel Noonan, Achille Nuckle, Louis Hotte, Harry Edsell, Albert Samatt, à la position de pompiers.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver lesdites nominations.

10.—Soumis des mandats vérifiés par le Contrôleur de la Cité, au montant de \$160,140.84, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

s. Résolu: D'en autoriser le paiement.

11.—Soumise une communication de M. C. Degrelle, soumettant un plan pour l'embellissement du Parc LaFontaine.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour rapport.

12.—Soumise une lettre de M. L. A. Girard, secrétaire du comité des sans-travail, demandant que la Ville fasse cultiver les terrains vagues par les sans-travail.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

Ajournement.

L. N. SENECAL,
Secrétaire.

Compte rendu de l'assemblée du 7 mai 1914, a.m.

MM. les Commissaires Côté, McDonald, Hébert et Ainey, présents.

Il est

Résolu: Que M. le Commissaire Côté prenne le fauteuil, en l'absence de Son Honneur le Maire.

Le Secrétaire fait lecture des Minutes, et

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Il est

Résolu: Que l'adoption des Minutes soit suspendue.

1.—Une délégation de l'Association des Parcs et des Terrains de Jeux se présente devant le Bureau, et demande, entre autres choses, que le Surintendant actuel des terrains de jeux, M. Black, soit maintenu dans sa position, et que la Ville contribue comme l'année dernière, au maintien des terrains de jeux qui ont été établis, et à l'établissement de nouveaux terrains de jeux.

Sir Alexandre Lacoste, MM. Walter G. Kennedy, le professeur J. A. Dale, le Dr Patterson, l'Honorable Juge Choquette et le Révérend Père Daly adressent la parole en faveur de cette demande.

MM. les échevins Boyd, Weldon, N. Lapointe et O'Connell appuient la requête de l'Association.

MM. les échevins Vandelac et Létourneau étaient également présents.

M. les Commissaires McDonald, Côté et Ainey assurent la délégation que sa demande sera prise en très sérieuse considération.

Son Honneur le Maire prend son siège.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief of the Fire Department for a report.

9.—(19537) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, approved by His Worship the Mayor, recommending that Messrs. T. O'Neil, Daniel Noonan, Achille Nuckle, Louis Hotte, Harry Edsell, Albert Samatt be appointed firemen.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said appointments be approved.

10.—Submitted warrants verified by the City Comptroller, amounting to \$160,140.84, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That payment of same be authorized.

11.—Submitted a communication from Mr. C. Degrelle, submitting a plan for the embellishment of LaFontaine Park.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Parks for a report.

12.—Submitted a letter from Mr. L. A. Girard, secretary of the Unemployed Committee, asking that the City have the vacant lots cultivated by the unemployed.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department for a report.

Adjourned.

L. N. SENECAL,
Secretary.

Report of meeting held on the 7th May 1914, a.m.

Present: Messrs. Côté, McDonald, Hébert and Ainey, Commissioners.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That Commissioner Côté take the chair, His Worship the Mayor being absent.

The Secretary read the minutes, and

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the adoption of the minutes be suspended.

1.—A delegation of the Parks and Playgrounds Association appeared before the Board and asked, among other things, that the present Superintendent of Playgrounds, Mr. Black, be maintained in his position, and that the City contribute as last year, to the maintenance of the playgrounds which were established, and to the establishment of new ones.

Sir Alexandre Lacoste, Messrs. Walter G. Kennedy, Professor J. A. Dale, Dr. Patterson, Hon. Judge Choquette and Rev. Father Daly spoke in favor of said request.

Ald. Boyd, Weldon, N. Lapointe and O'Connell supported the application of the Association.

Ald. Vandelac and Létourneau also attended the meeting.

Messrs. McDonald, Côté and Ainey, Commissioners, assured the delegation that their request would be most seriously considered.

His Worship the Mayor took his seat.

2.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que les Minutes soient amendées en retranchant dans la résolution No 19305, concernant l'expropriation du chemin de la Côte-des-Neiges, les mots: "Avec instructions de procéder", et que, ainsi amendée, elle soit adoptée, telle que lue.

3.—Soumise des mandats vérifiés par le Contrôleur de la Cité, au montant de \$45,309.90, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

4.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: Que les originaux des plans des améliorations à l'Hôtel-de-Ville, préparés par MM. Marchand et Haskell, soient transmis au Conseil.

5.—(19715) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant le règlement de l'action prise par "Lithuanian Withold Independent Club", contre la Cité, (No 1473 C. S. M.), en payant au demandeur une somme de \$2,226 et à ses avocats M^{res} Martineau & Jodoin, la somme de \$162.05, et de faire rapport au Conseil, aux fins d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité à signer l'acte de vente de la lisière de terrain faisant l'objet de l'action en question.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver le règlement de ladite action, ex-fonds de réserve, et de faire rapport au Conseil recommandant d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité à signer l'acte de vente de la lisière de terrain faisant l'objet de la présente action.

6.—(19603) Soumis un rapport du Sous-Greffier de la Cité, informant le Bureau qu'il y a lieu de faire voter un crédit additionnel de \$2,640 pour parfaire le montant requis pour l'achat de certains terrains de la "Greater Montreal Land and Investment Company", pour l'ouverture du Boulevard Décarie.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de voter une somme additionnelle de \$2,640 pour parfaire le montant nécessaire au paiement du coût de l'acquisition de ces terrains.

7.—(13200) Soumis un rapport du Greffier de la Cité, informant le Bureau qu'il est nécessaire de voter un crédit additionnel de \$650.80, pour parfaire le montant nécessaire pour l'achat d'une propriété appartenant à Madame T. Scanlan.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de voter une somme additionnelle de \$650.80 pour parfaire le montant nécessaire à l'achat de ladite propriété.

8.—(19709) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, recommandant de prendre les mesures légales nécessaires pour forcer MM. Laurin & Godin, adjudicataires de terrains vendus par la Cité, à signer les contrats qui ont été préparés par M. le Notaire Mackay.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Qu'instructions soient données au Département en Loi de prendre les mesures nécessaires pour forcer MM. Laurin & Godin à signer lesdits contrats, et aussi à payer les intérêts déjà dûs.

9.—Soumise une lettre de la "Tate Electric Limited", au sujet des soumissions reçues pour la fourniture de camions-automobiles.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'informer la compagnie ci-dessus, suivant la décision du Bureau des Commissaires, en date du 15 mai courant.

2.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the minutes be amended by striking from the resolution No. 19305, concerning the expropriation of Côte des Neiges Road, the words: "With instructions to proceed", and that, so amended, the same be adopted as read.

3.—Submitted warrants verified by the City Comptroller, amounting to the sum of \$45,309.90, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

4.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the originals of the plans of improvements to the City Hall, prepared by Messrs. Marchand & Haskell, be transmitted to the Council.

5.—(19715) Submitted a report from the Law Department, recommending that the action taken against the City (No. 1473 S. C. M.) by the Lithonawan Withold Independent Club, be settled, by paying to the plaintiffs a sum of \$2,226, and to their lawyers, Messrs. Martineau & Jodoin, the sum of \$162.05, and that a report be made to Council, asking that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the deed of sale of the strip of land in connection with which the said action was taken.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in the settlement of said action, ex-reserve fund, and to report to Council, recommending that His Worship the Mayor and the City Clerk be authorized to sign the deed of sale in question.

6.—(19603) Submitted a report from the Asst.-City Clerk, informing the Board that an additional appropriation of \$2,640 is needed to make up the amount required for the purchase of certain lands from the Greater Montreal Land & Investment Co., for the opening of Décarie Boulevard.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that an additional sum of \$2,000 be voted to make up the amount required for the payment of the cost of said lands.

7.—(13200) Submitted a report from the City Clerk, informing the Board that an additional appropriation of \$650.80 is needed to make up the amount required for the purchase of a property owned by Mrs. T. Scanlan.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that an additional sum of \$650.80 be voted to make up the amount required for the purchase of said property.

8.—(19707) Submitted a report from the City Treasurer, recommending that the necessary legal proceedings be taken to compel Messrs. Laurin & Jodoin, purchasers of lands sold by the City, to sign the contracts which have been prepared by Mr. Mackay, Notary.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That instructions be given to the Law Department to take the necessary legal proceedings to compel Messrs. Laurin & Jodoin to sign said contracts and also to pay the interests already due.

9.—Submitted a letter from the Tate Electric Limited, anent the tenders received for the supply of motor trucks.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To inform the above company of the decision reached by the Board of Commissioners, under date of the 15th May instant.

10.—(17521) Soumis un rapport de l'Ingénieur-Surintendant des Egouts, recommandant de faire voter un crédit additionnel de \$7,368.92, entièrement payable par les propriétaires d'égouts dans le quartier Mont-Royal.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant qu'une somme additionnelle de \$7,368.92 soit votée pour parfaire le montant nécessaire pour la construction desdits égouts.

11.—(19644) Soumise une communication de M. A. Gordon Cardinal, faisant certaines suggestions concernant la licence imposée sur les propriétaires de salles de vues animées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, pour référer cette communication à la Commission de Législation.

12.—(19648) Soumise une communication de M. Chartrand Tanguay, demandant le privilège d'ériger un kiosque à l'angle Sud-Est des avenues Mont-Royal et du Parc.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Privilèges et des Licences, pour rapport.

13.—(19564) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, recommandant de demander au Conseil l'autorisation d'émettre en anticipation de l'émission d'emprunt permanent, des emprunts temporaires sur bons du Trésor à être signés par Son Honneur le Maire, le Trésorier et le Contrôleur et Auditeur de la Cité, jusqu'au montant de £750,000 sterling ou l'équivalent en monnaie courante, et de les négocier aux meilleures conditions que le Bureau des Commissaires pourra obtenir.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil à l'effet d'autoriser le Bureau des Commissaires à émettre des emprunts temporaires sur bons du Trésor, jusqu'à concurrence de £750,000 sterling ou l'équivalent en monnaie courante, et à les négocier aux meilleures conditions possibles, et d'autoriser Son Honneur le Maire, le Trésorier et le Contrôleur et Auditeur de la Cité à signer lesdits bons.

14.—(19665) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, recommandant de demander au Conseil d'autoriser le Bureau des Commissaires à émettre et à négocier, à l'époque et aux conditions jugées le plus avantageux, un emprunt de \$7,300,000 ou £1,500,000, afin de pourvoir aux dépenses pour travaux publics pendant la présente saison, la date d'émission de l'emprunt devant être fixée au 1er mai 1914, payable dans 40 ans, et porter intérêt à 4½%, payable les 1ers jours de mai et novembre de chaque année à Montréal ou à Londres, (Angleterre), ou à tel autre lieu ou place que le Bureau pourra désigner.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant d'autoriser le Bureau des Commissaires à émettre et à négocier ledit emprunt.

15.—(19566) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, recommandant de demander au Conseil d'autoriser le Bureau des Commissaires à émettre et à négocier un emprunt de £150,000 ou l'équivalent en monnaie courante, à même l'emprunt autorisé par le règlement No 523, tel qu'amendé par le Règlement No 524.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, à l'effet d'autoriser le Bureau des Commissaires à négocier un emprunt de £150,000 sterling ou l'équivalent en monnaie courante, à même l'emprunt autorisé par le Règlement No 523, tel qu'amendé par le Règlement No 524, aux conditions qu'il jugera convenables.

10.—(17521) Submitted a report from the Engineer Superintendent of Sewers, recommending that an additional appropriation of \$7,368.92, entirely payable by the proprietors, to make up the amount required to pay the cost of the construction of sewers in Mount Royal Ward, be voted.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that an additional sum of \$7,368.92 be voted to make up the amount required for the construction of said sewers.

11.—(19644) Submitted a communication from Mr. A. Gordon Cardinal, making certain suggestions concerning the license fee imposed on the proprietors of moving picture halls.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said communication be referred to the Legislation Committee.

12.—(19648) Submitted a communication from Mr. Chartrand Tanguay, asking for the privilege of erecting a kiosk on the south-east corner of Mount Royal and Park avenues.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the matter be referred to the Superintendent of the Privilege and License Department for a report.

13.—(19564) Submitted a report from the City Treasurer, recommending that Council be requested to authorize the Board to issue in anticipation of a permanent loan, temporary loans on Treasury bills to be signed by His Worship the Mayor, the City Treasurer and the City Comptroller and Auditor, to the amount of £750,000 sterling or the equivalent in currency, and to negotiate the same on the best conditions which the Board of Commissioners can obtain.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Board of Commissioners be authorized to issue temporary loans on Treasury bills, to the amount of £750,000 sterling or the equivalent in currency, and to negotiate said bills on the best possible conditions, and that His Worship the Mayor, the City Treasurer and the City Comptroller and Auditor be authorized to sign said bills.

14.—(19665) Submitted a report from the City Treasurer, recommending that the Council be requested to authorize the Board of Commissioners to issue and negotiate, at the date and on the conditions deemed most advantageous, a loan of \$7,300,000 or £1,500,000, in order to cover the costs of the public works during the present season, the date of the issue of the loan to be fixed on the 1st May 1914, payable in 40 years, and bearing interest at 4½%, payable on the first days of May and November of each year at Montreal or at London (England), or at such other place as the Board may designate.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Board of Commissioners be authorized to issue and negotiate said loan.

15.—(19566) Submitted a report from the City Treasurer, recommending that the Council be requested to authorize the Board of Commissioners to issue and negotiate a loan of £150,000 or the equivalent in currency, ex-loan authorized by By-law No. 523, as amended by By-law No. 524.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the Board of Commissioners be authorized to negotiate a loan of £150,000 or the equivalent in currency, ex-loan authorized by By-law 523, as amended by By-law 524, on such conditions as they may deem fit.

16.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que le Département en Loi reçoive instructions de faire rapport sur l'opportunité de prendre les procédures nécessaires pour faire payer par la Compagnie des Tramways, la partie du coût de l'enlèvement de la neige des rues, que ladite compagnie est tenue de payer, en vertu du règlement 210.

17.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De demander au Département en Loi de faire rapport sur les pouvoirs que la Ville a et peut avoir, de se faire représenter dans la Commission des Services Electriques par un membre du Bureau des Commissaires et un membre du Conseil de Ville, en outre de son représentant actuel.

18.—(19696) Soumise une lettre de M. Georges Larivière, demandant le privilège d'établir un enclos public au No 566 de la rue Amherst.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant de Police pour rapport.

19.—(16927) Soumis un rapport du Département en Loi, concernant la requête présentée devant la Cour Supérieure, pour l'homologation d'une ligne sur la rue Sherbrooke, entre l'avenue Union et la rue Saint-Denis.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De donner instructions au Département en Loi de suspendre les procédures, et ce, jusqu'à nouvel ordre.

20.—Soumise une communication de M. J. O. Léger, au sujet de la formation d'un nouveau département ou d'une caisse municipale d'épargne, devant s'occuper de la préparation des débetures de la Ville et de leur négociation.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'informer M. Léger que le projet est à l'étude.

21.—Soumis un compte de M. G. Hugh Semple, Recorder-suppléant, au montant de \$220.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte, ex-fonds de réserve.

22.—(19624) Soumis un rapport de l'Assistant-Agent des Achats et des Ventes, recommandant de rembourser à la "Northern Callard and Company" un dépôt de \$100 fait avec leur soumission pour la fourniture de déchets de coton.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le remboursement dudit dépôt.

23.—(17362) Soumis un rapport de l'Assistant-Agent des Achats et des Ventes, sur les soumissions reçues pour la fourniture et la livraison de machines pour les ateliers de la division nord, Département de la Voirie.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport.

24.—(19773) Soumis un rapport de l'Assistant-Agent des Achats et des Ventes, recommandant d'accorder à la "Canadian Explosives Limited", le contrat pour la fourniture de matières explosives, savoir:

15,000 livres, dynamite 40%, dynamite 50% 1¼", à raison de \$16.25 par 100 lbs	\$2,437.50
25,000 livres de substances détonnantes No 6, à raison de 8c par 1,000 lbs	200.00
100 fusées électriques, 4 pieds, à raison de \$2.70 par 100	2.70
100 fusées électriques, 6 pieds, à raison de \$3.15 par 100	3.15
100 fusées électriques, 8 pieds, à raison de \$3.65 par 100	3.65

16.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the Law Department be instructed to report on the advisability of taking the necessary proceedings to compel the Tramways Co. to pay that part of the cost of removing snow from the streets; which it is bound to pay, in virtue of By-law 210.

17.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the Law Department be requested to report on the right the City has and may have of being represented on the Electrical Commission by a member of the Board of Commissioners and by a member of the City Council, in addition to its present representative.

18.—(19696) Submitted a letter from Mr. Georges Larivière, asking for the privilege of establishing a public pound at No. 566 Amherst street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Police for a report.

19.—(16927) Submitted a report from the Law Department, concerning a petition submitted to the Superior Court for the homologation of a line on Sherbrooke street between Union avenue and St. Denis street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That instructions be given to the Law Department to suspend all proceedings until further orders.

20.—Submitted a communication from Mr. J. O. Léger anent the establishment of a new department or municipal savings bank, for the purpose of preparing and negotiating the City's debentures.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That Mr. Léger be informed that the matter is being considered.

21.—Submitted an account from Mr. G. Hugh Semple, Acting Recorder, amounting to \$220.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That payment of said account be authorized ex-reserve fund.

22.—(19624) Submitted a report from the Assistant-Purchasing and Sales Agent, recommending that the Northern Callard & Co. be refunded their deposit of \$100 made with their tender for the supply of cotton waste.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the refund of said deposit be authorized.

23.—(17362) Submitted a report from the Assistant Purchasing and Sales Agent anent the tenders received for the supply and delivery of machines for the shops of the Northern Division, Road Department.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That it be referred to the Chief Engineer for a report.

24.—(19773) Submitted a report from the Assistant-Purchasing and Sales Agent, recommending that the contract for the supply of explosives be awarded to the Canadian Explosives Limited, viz:

15,000 rounds, dynamite 40%, dynamite 50%, 1¼", at the rate of \$16.25 per 100 pounds	\$2,437.50
25,000 pounds of explosives No. 6, at \$8.00 per 1,000 pounds	200.00
100 Electric fuse, 4 ft., at \$2.70 per 100 ft.	2.70
100 Electric fuse, 6 ft., at \$3.15 per 100 ft.	3.15
100 Electric fuse, 8 ft., at \$3.65 per 100 ft.	3.65

100 fusées électriques, 10 pieds, à raison de \$4.15 par 100	4.15
45,000 pieds de fusées, à raison de \$4.00 par 1,000 pieds	180.00
Total	\$2,831.15

100 Electric fuse, 10 ft., at \$4.15 per 100 ft.	4.15
45,000 ft. of fuse, at \$4.00 per 1,000 ft.	180.00
Total	\$2,831.15

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et d'autoriser la remise des dépôts aux soumissionnaires qui n'ont pas obtenu le contrat.

25.—Soumise une lettre du Colonel S. A. Dennison, demandant la permission de se servir de la Ferme Fletcher comme terrain d'exercice pour les militaires des différents corps de milice de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que la permission demandée soit accordée.

26.—(19766) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, recommandant de donner instructions au Département en Loi de prendre les mesures nécessaires pour compléter la vente de certains terrains adjugés à MM. J. A. Biloiseau et J. B. Léger.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De transmettre copie dudit rapport au Département en Loi, et de lui donner instructions de prendre les procédures nécessaires.

27.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai 1914, à l'effet de voter une somme de \$21,500 pour certaines améliorations à être faites sur la Ferme Fletcher, à l'endroit où le Monument Cartier doit être érigé.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef, avec instructions de prendre les mesures nécessaires pour donner suite à la résolution du Conseil.

28.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance au Conseil, tenue le 4 mai 1914, à l'effet de voter une somme de \$2,500, à la "Montreal Publicity Association Improvement Campaign", pour aider au mouvement du nettoyage de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Trésorier de la Cité, avec instructions de donner suite à ladite résolution, et de faire rapport au Bureau sur l'emploi qui aura été fait de cette somme.

29.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance au Conseil, tenue le 4 mai 1914, (question de l'échevin Dubeau), à l'effet de prier le Bureau des Commissaires d'accorder une extension de temps aux propriétaires de la rue Roy, appelés à payer les frais d'expropriation pour l'élargissement de ladite rue, entre les rues Saint-André et Saint-Christophe.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'inviter M. l'échevin Dubeau à rencontrer le Bureau à ce sujet, le 12 mai à 10,30 heures a.m.

30.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai (question de l'échevin Dubois), à l'effet de prier le Bureau des Commissaires de faire poser une lampe électrique sur le côté nord du canal Lachine, entre la manufacture Fenlin et la rue Fox, et une autre au coin de la rue Briand et de la rue Cardinal.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant de l'Eclairage pour rapport immédiat.

31.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai (question de l'échevin Dubois), à l'effet de prier le Bureau des Commissaires de prendre en considération les demandes faites pour différents travaux dans le quartier Emard.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be approved, and that the refund of deposits to the unsuccessful tenderers be authorized.

25.—Submitted a letter from Colonel S. A. Dennison, asking for permission to use Fletcher's Field as a parade ground for the different militia corps of the City.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: Accordingly.

26.—(19766) Submitted a report from the City Treasurer, recommending that instructions be given to the Law Department to take the necessary proceedings to complete the sale of certain lots sold to Messrs. J. A. Biloiseau and J. B. Léger.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That copy of the said report be transmitted to the Law Department, and that they be instructed to take the necessary proceedings.

27.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914, voting a sum of \$21,500 for certain improvements to be made to Fletcher's Field, on the site of the Cartier Monument.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer with instructions to take the necessary steps in order to give effect to the resolution of Council.

28.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914, voting a sum of \$2,500 to the Montreal Publicity Association Improvement Campaign, in order to aid in cleaning the City.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the City Treasurer with instructions to give effect to the said resolution and to report to the Board as to the disposal of said sum.

29.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914, (question of Ald. Dubeau) asking the Board of Commissioners to grant an extension of time to the proprietors of Roy street, who are forced to pay the cost of the expropriation for the widening of said street, between St. André and St. Christophe streets.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That Ald. Dubeau be requested to meet the Board in this connection, on the 12th May, at 10.30 a.m.

30.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May (question of Ald. Dubois), asking the Board of Commissioners to have an electric lamp installed on the north side of the Lachine Canal, between the Fenlin factory and Fox street, and another at the corner of Briand and Cardinal streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of the Light Department for an immediate report.

31.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914 (question of Ald. Dubois), asking that the Board of Commissioners consider the requests made for different works in Emard Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport immédiat.

32.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai 1914 (question de l'échevin Weldon), concernant la construction d'un chalet de nécessité sur le Square Victoria.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour rapport immédiat.

33.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai (question de l'échevin Dubeau), attirant l'attention du Bureau des Commissaires sur le fait qu'on est à construire sans permis un magasin sur la rue St-André, et transmettant une requête à ce sujet.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Bâtisses pour rapport immédiat.

34.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai 1914 (question de l'échevin Lavergne), à l'effet de faire macadamiser certaines rues dans le quartier Rosemont.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport immédiat.

35.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai (question de l'échevin Lavergne), à l'effet de prier le Bureau des Commissaires de l'informer s'il y a des travaux pour lesquels les fonds ont été votés dans le quartier Rosemont, et qui n'ont pas encore été commencés.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport immédiat.

36.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai, concernant la distribution du crédit de \$100,000 voté dans le Budget de 1914, pour nouveau personnel et augmentation de salaire.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Contrôleur et Auditeur de la Cité pour rapport immédiat.

37.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai 1914 (question de l'échevin Blumenthal), concernant le pavage de la rue Montée du Zouave.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport immédiat.

38.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai 1914 (question de l'échevin Lavergne), concernant le pavage des rues Iberville et Masson.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport immédiat.

39.—Soumise une communication de M. John H. Roberts, demandant de fixer une entrevue avec le Bureau, au sujet de l'opération sans licence de cinq hôtels.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'inviter M. Roberts à rencontrer le Bureau le 8 mai, à 10.30 heures a.m.

Ajournement.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for an immediate report.

32.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914 (question of Ald. Weldon), anent the construction of a public comfort station on Victoria Square.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner, Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Parks for an immediate report.

33.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May (question of Ald. Dubeau), drawing the Board of Commissioners' attention to the fact that a store is being erected without a permit on St. André street, and transmitting a petition in this connection.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Buildings for an immediate report.

34.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914 (question put by Ald. Lavergne), re macadamizing of certain streets in Rosemont Ward.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner, Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for an immediate report.

35.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May (question put by Ald. Lavergne), requesting the Board of Commissioners to inform him if there are any works for which funds have been voted in Rosemont Ward and which have not yet been begun.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for an immediate report.

36.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May anent the distribution of the appropriation of \$100,000 voted in the budget of 1914 for new employees and increase of salaries.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the City Comptroller and Auditor for an immediate report.

37.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914 (question put by Ald. Blumenthal), anent the paving of Montée du Zouave street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for an immediate report.

38.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914 (question put by Ald. Lavergne), anent the paving of Iberville and Masson streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for an immediate report.

39.—Submitted a communication from Mr. John H. Roberts, asking for an interview with the Board, anent the operation without license of five hotels.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That Mr. Roberts be invited to meet the Board on the 8th May, at 10.30 a.m.

Ajourned

L. N. SENECAI,
Secretary.

Compte rendu de l'assemblée du 7 mai 1914, p.m.

Son Honneur le Maire Médéric Martin, Président; MM. les Commissaires Ainey et McDonald.

1.—(19687) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et des Statistiques, recommandant la construction d'un égout dans l'avenue Connaught.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport.

2.—(19742) Soumis le rapport annuel du Bureau des Estimateurs.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant de la Papeterie pour impression.

3.—(19860) Soumise une communication de la Montreal Housewives Cleaning, au sujet de l'inspection du lait, et de l'érection d'écuries.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et des Statistiques pour rapport.

4.—Soumise une communication de M. Séverin Létourneau, au sujet de l'application de M. J. E. Parent, comme inspecteur de lait.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et des Statistiques pour rapport.

5.—Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et des Statistiques, déclarant ne pouvoir recommander de faire droit à la demande de M. Alphonse Boisvert, à l'effet de se faire payer du loyer par la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

6.—(18924) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et des Statistiques, transmettant un compte du Dr O. F. Mercier, au montant de \$20, pour services professionnels rendus à M. Jules Lacasse, gardien à la Carrière d'Outremont et recommandant que ledit M. Lacasse soit mis à sa retraite.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte et remettre à plus tard la question de la mise à la retraite de M. Lacasse.

MM. les Commissaires Côté et Hébert prennent leur siège.

7.—Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et des Statistiques, recommandant le vote d'un crédit additionnel de \$6,198.88 pour l'entretien des aliénés et d'un crédit additionnel de \$4,448.02 pour l'entretien des Jeunes Délinquants.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le vote desdites sommes.

8.—Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et des Statistiques, recommandant le vote des crédits suivants:

Enterrement des personnes pauvres et inconnues	\$ 200
Frais de déplacement, quartier Bordeaux, etc.	90
Fournitures pour épreuves	400
Désinfectants	600
Déplacement des Inspecteurs de lait à la campagne	1,100
Inspections spéciales (inspection des aliments)	310
Transport des malades à l'hôpital et aux maisons de refuge	100
Matériel, appareils, instruments, etc., pour le laboratoire	200

Report of meeting held on the 7th May 1914, p.m.

Present: His Worship Mayor Médéric Martin, in the chair, and Messrs. Ainey and McDonald.

1.—(19687) Submitted a report from the Medical Health Officer, recommending that a sewer be laid in Connaught avenue.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be referred to the Chief Engineer for a report.

2.—(19742) Submitted the Assessors' annual report.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be referred to the Superintendent of Printing and Stationery with instructions to have the same printed.

3.—(19860) Submitted a communication from the Montreal Housewives Cleaning anent the milk inspection and the erection of stables.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Medical Health Officer for a report.

4.—Submitted a communication from Mr. Séverin Létourneau anent an application from Mr. J. E. Parent to be appointed milk inspector.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Medical Health Officer for a report.

5.—Submitted a report from the Medical Health Officer stating that he cannot recommend the granting of Mr. Alphonse Boisvert's request for the payment of rent by the City.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in said report.

6.—(18924) Submitted a report from the Medical Health Officer, transmitting an account from Dr. O. F. Mercier, amounting to \$20, for professional services rendered to Mr. Jules Lacasse, caretaker at the Outremont Quarry, and recommending that the said Mr. Lacasse be superannuated.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the payment of said account be authorized and that consideration of the question of superannuating Mr. Lacasse be deferred.

Commissioners Côté and Hébert took their seat.

7.—Submitted a report from the Medical Health Officer recommending that an additional appropriation of \$6,198.88 be voted for the maintenance of insane and an additional appropriation of \$4,448.02 be voted for the maintenance of Young Offenders.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said sums be voted.

8.—Submitted a report from the Medical Health Officer recommending that the following appropriations be voted:

Burial of poor and unknown persons	\$ 200
Travelling expenses, Bordeaux Ward, etc.	90
Supplies for tests	400
Disinfecting	600
Transportation of milk inspectors in the country	1,100
Special inspections (Food Inspection)	310
Transfer of patients to the hospital and to houses of refuge	100
Material, apparatus, instruments, etc., for the laboratory	200

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil recommandant le vote des crédits ci-dessus.

9.—(18717) Soumis un rapport conjoint du Surintendant des Bâtisses et de l'Inspecteur des Chaudières, approuvé par Son Honneur le Maire, recommandant la nomination de M. Henri Raoul Champagne, à la position d'Ingénieur du Système Frigorifique du Marché Bonsecours.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De nommer ledit M. Champagne à la position et au salaire de \$1,200 par année.

10.—(19745-46) Soumises des demandes des journaux "Le Bulletin" et "Le Nationaliste", à l'effet d'obtenir une part des annonces de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Greffier de la Cité pour rapport.

11.—(18901) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef au sujet de la réclamation de M. Félix Goyer, pour une partie de terrain dans l'élargissement du chemin de la Savane.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

12.—Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et des Statistiques, recommandant le vote des crédits suivants, pour payer le salaire des personnes ci-après mentionnées:

J. Albert Beaulieu, premier commis, Refuge Meurling (du 1er juin au 31 décembre 1914)	\$466.67
J. Alex. Donato, deuxième commis, Refuge Meurling (du 1er juin au 31 décembre 1914)	408.34
Cylien Perron, chauffeur, Refuge Meurling, (du 1er juin au 31 décembre 1914)	466.67
A. Filiatrault, Surintendant Bureau Placement (du 1er juin au 31 décembre 1914)	525.00
Hector Paquette, Commis Bureau de Placement (du 1er juin au 31 décembre 1914)	408.34

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et de faire rapport au Conseil recommandant le vote des crédits ci-dessus.

13.—(19776) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant d'autoriser l'achat d'une nouvelle pompe Gould de la "Canadian Fairbanks Morse Company", au prix de \$200.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation, ladite somme de \$200 devant être imputée sur le crédit de \$2,500 voté pour la station de pompes Saint-Rémi.

14.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, au sujet de la réclamation de MM. Glibert, Paye & Cie, pour travaux additionnels en rapport avec la construction de l'égout de la rue Sherbrooke, à raison de la pose d'une voie de tramways sur ladite rue.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi, pour opinion sur la question des dommages.

15.—M. l'échevin Therrien se présente devant le Bureau, et demande que les alignements et niveaux soient donnés en vue de la construction de propriétés sur la rue Cartier.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef, avec instructions de faire droit à cette demande.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the above appropriations be voted.

9.—(18717) Submitted a joint report from the Superintendent of Buildings and from the Boiler Inspector, approved by His Worship the Mayor, recommending the appointment of Mr. Henri Raoul Champagne to the position of Engineer of the Refrigerating Plant, at Bonsecours Market.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the said Mr. Champagne be appointed to the said position at a salary of \$1,200 per annum.

10.—(19745-46) Submitted requests from the newspapers "Le Bulletin" and "Le Nationaliste", to obtain a share of the City's advertisements.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the City Clerk for a report.

11.—(18901) Submitted a report from the Chief Engineer anent a claim from Mr. Félix Goyer, for a part of the land for the widening of the Savane Road.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That said report be referred to the Law Department for a report.

12.—Submitted a report from the Medical Health Officer, recommending the following appropriations, to pay the salary of the undermentioned employees:

J. Albert Beaulieu, Head Clerk, Meurling Refuge (from the 1st June to the 31st December 1914)	\$466.67
J. Alex. Donato, 2nd Clerk, Meurling Refuge, (from the 1st June to the 31st December 1914)	408.34
Cylien Perron, stoker, Meurling Refuge (from the 1st June to the 31st December 1914)	466.67
Aza Filiatrault, Superintendent of Labor Bureau (from the 1st June to the 21st December 1914)	525.00
Hector Paquette, Clerk of Labor Bureau (from the 1st June to the 31st December 1914)	408.34

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To concur in said report and to report to Council, recommending that the undermentioned appropriations be voted.

13.—(19776) Submitted a report from the Chief Engineer, recommending that a new Gould pump be purchased from the Canadian Fairbanks Morse Co., at the price of \$200.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To concur in said recommendation, said sum to be charged against the appropriation of \$2,500 voted for the St. Remi pumping station.

14.—Submitted a report from the Chief Engineer anent a claim from Messrs. Glibert, Paye & Co., for additional works in connection with the laying of the Sherbrooke street sewer, owing to the laying of tramway tracks on said street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To refer the same to the Law Department for their opinion on the question of damages.

15.—Ald. Therrien appeared before the Board and asked that the lines and levels be given in view of the erection of buildings on Cartier street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To refer the same to the Chief Engineer with instructions to grant said request.

16.—(19777) Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant le vote d'un crédit additionnel de \$120,000 pour le raccordement du système d'aqueduc de Notre-Dame de Grâce, au système principal de la Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyé par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et de faire rapport au Conseil, recommandant le vote de ladite somme pour les fins ci-dessus.

17.—(19544) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'avis donné par la "Montreal Light, Heat and Power Company" de son intention de mettre des poteaux dans un certain nombre de rues.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant l'octroi de l'autorisation demandée, aux conditions mentionnées dans le rapport de l'Ingénieur en Chef, en date du 17 avril, la présente résolution étant passée sans préjudice aux droits que la Ville possède de forcer la compagnie à mettre ses fils sous terre.

18.—(19114) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'avis donné par la "Montreal Public Service Corporation" de son intention d'installer des poteaux dans différentes rues.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant l'octroi de l'autorisation demandée, aux conditions mentionnées dans le rapport de l'Ingénieur en Chef, en date du 3 avril 1914, la présente résolution étant passée sans préjudice aux droits que la Ville possède de forcer la compagnie à mettre ses fils sous terre.

19.—(19536) Soumis un rapport du Département en Loi, au sujet de l'avis donné par la "Montreal Light, Heat and Power Company" de son intention d'installer des poteaux dans un certain nombre de rues.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant l'octroi de l'autorisation demandée, aux conditions mentionnées dans le rapport de l'Ingénieur en Chef, en date du 15 avril 1914, la présente résolution étant passée sans préjudice aux droits que la Ville possède de forcer la compagnie à mettre ses fils sous terre.

20.—Proposé par M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Côté,

Qu'ordre soit donné à tous les chefs de départements qui ont à leur disposition des automobiles appartenant à la Cité, de voir à faire peindre sur toutes ces voitures, en grosses lettres, les mots: "Cité de Montréal, City of Montreal", pour désigner que ces voitures ne doivent en aucune circonstance être utilisées pour autre chose que pour le service de la Ville, les chefs de départements devant être tenus responsables de toutes infractions à cet ordre, lesdites instructions devant être approuvées par Son Honneur le Maire.

Un débat s'engageant, la motion est mise aux voix.

Le Bureau se partage:

Pour: MM. Côté, Hébert, Ainey;

Contre: M. McDonald.

Ainsi, la motion est approuvée, et il est

Résolu: En conséquence.

21.—Soumis un rapport du Président du Bureau des Estimateurs, au sujet de l'évaluation des poteaux, fils, conduits, etc., de la "Montreal Light, Heat and Power Company".

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer au Département en Loi, pour savoir quels moyens légaux il a à sa disposition, pour forcer la compagnie à fournir les informations requises par le Bureau des Estimateurs.

22.—Soumise une communication du Curé de la paroisse Saint-Jean, demandant de convertir en parc le terrain situé en face de l'église de ladite paroisse.

16.—(19777) Submitted a report from the Chief Engineer, recommending that an additional sum of \$120,000 be voted for the connection of the water works system of Notre-Dame de Grâce with the City's Aqueduct.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To concur in said report and to report to Council, recommending that said sum be voted for the above purposes.

17.—(19544) Submitted a report from the Law Department anent the notice given by the Montreal Light, Heat & Power Co. of their intention to erect poles in a certain number of streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the authorization sought for be granted, on the conditions mentioned in the Chief Engineer's report dated the 17th April, the present resolution being adopted without prejudice to the right the City has to compel the Company to place their wires under ground.

18.—(19114) Submitted a report from the Law Department anent the notice given by the Montreal Public Service Corporation of their intention to erect poles in different streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the authorization sought for be granted, on the conditions mentioned in the Chief Engineer's report, dated the 3rd April 1914, the present resolution being passed without prejudice to the right of the City to compel the Company to place their wires under ground.

19.—(19536) Submitted a report from the Law Department anent the notice given by the Montreal Light, Heat & Power Co. of their intention to erect poles in a certain number of streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the authorization sought for be granted, on the conditions mentioned in the Chief Engineer's report, dated the 15th April 1914, the present resolution being without prejudice to the rights of the City to compel the Company to place their wires under ground.

20.—Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, moved

That order be given to all the Heads of the Departments having at their disposal automobiles belonging to the City, to have the words "Cité de Montréal, City of Montreal" painted on all said autos with large letters, in order to show that said vehicles should not, under any circumstances, be used for any other purpose than the City's service, the heads of departments to be held responsible for any infringement of said order, said instructions to be approved by His Worship the Mayor.

And a debate arising, the motion being put, the Board divided:

Yeas: Messrs. Côté, Hébert and Ainey.

Nay: Mr. McDonald.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

21.—Submitted a report from the Chairman of the Board of Assessors anent the assessment of the poles, wires, conduits, etc., owned by the Montreal Light, Heat & Power Co.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department in order to know what are the legal means they have at their disposal to compel the Company to furnish the information required by the Board of Assessors.

22.—Submitted a communication from the parish priest of St. John, asking that the land opposite the parish church be converted into a park.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour rapport.

23.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, transmettant le programme des trottoirs permanents à construire durant la saison 1914, ledit programme s'élevant à la somme de \$958,973.08, payable moitié par la Cité, et moitié par les propriétaires intéressés.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport, et de recommander au Conseil le vote du crédit ci-dessus mentionné, et de demander en même temps au Conseil l'autorisation de faire faire les travaux à la journée, si le Bureau le juge à propos.

24.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, demandant l'autorisation de faire faire à la journée les travaux de pavage permanents sur les rues Logan, Plessis, Maisonneuve, Robin et Visitation, pour la somme de \$60,068.25.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser l'exécution desdits travaux à la journée.

25.—Soumis un rapport de l'Assistant-Agent des Achats et des Ventes, au sujet de la fourniture de 2,445 verges carrées de blocs de sable pour le pavage des rues Plessis et Visitation.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'autoriser l'Assistant-Agent des Achats et des Ventes à demander des soumissions pour les matériaux mentionnés dans ledit rapport.

26.—Soumise une lettre de M. L. G. A. Legault, demandant la pose de tuyaux à l'eau et la construction d'égouts et d'autres travaux sur la rue Saint-Valier.

Sur proposition de M. le Commissaire Côté, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef, après que le Secrétaire aura complété le dossier y compris les renseignements à obtenir du Greffier de la Cité.

27.—(19783) Soumis un rapport du Payeur de la Cité, recommandant d'acheter une nouvelle voiture-automobile.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Trésorier de la Cité pour rapport.

28.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Qu'une somme de \$5,800 soit prise sur le crédit de \$15,000 voté par le Conseil pour engagement de secrétaires pour les Commissaires et autres officiers pour le service de la Ville, et que ladite somme soit affectée comme suit:

- 1 Secrétaire pour Son Honneur le Maire (8 mois), sur le pied de \$1,500 par année;
- 1 Secrétaire pour M. le Commissaire Hébert, sur le pied de \$1,500 par année;
- 3 Sténographes-dactylographistes, sur le pied de \$900 par année;
- 1 Secrétaire pour M. le Commissaire Côté, sur le pied de \$1,500 par année;
- 1 Secrétaire pour M. le Commissaire McDonald, sur le pied de \$1,500 par année.

29.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai 1914, (question de l'échevin Macdonald), concernant l'expropriation du Chemin de Lachine (Upper Lachine Road), et la dépense de la balance du million de dollars pour travaux dans le quartier Notre-Dame de Grâces.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the matter be referred to the Superintendent of Parks for a report.

23.—Submitted a report from the Chief Engineer, transmitting the list of permanent sidewalks to be laid during the season of 1914, the cost of the same being \$958,973.08, payable, one-half by the City and one-half by the interested proprietors.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To concur in said report and to recommend to Council to vote the above mentioned appropriation and, at the same time, to ask the Council for authorization to do the work by day labor, if the Board deems it advisable.

24.—Submitted a report from the Chief Engineer, asking for authorization to construct by day labor the permanent paving on Logan, Plessis, Maisonneuve, Robin and Visitation streets, for the sum of \$60,068.25.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To do said work by day labor.

25.—Submitted a report from the Asst.-Purchasing and Sales Agent, anent the supply of 2,445 square yards of sand blocks for the paving of Plessis and Visitation streets.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: To authorize the Asst.-Purchasing and Sales Agent to call for tenders for the materials mentioned in said report.

26.—Submitted a letter from Mr. L. G. A. Legault, asking that water pipes and sewers be laid and other works performed on St. Valier street.

On motion of Commissioner Côté, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer after the Secretary shall have completed the record including the information to be obtained from the City Clerk.

27.—(19783) Submitted a report from the City Paymaster, recommending that a new automobile be purchased.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To refer the matter to the City Treasurer for a report.

28.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That a sum of \$5,800 be taken out of the appropriation of \$15,000 voted by the Council for the engagement of secretaries for the Commissioners and other officials for the City's service, and that said sum be apportioned as follows:

- 1 Secretary for His Worship the Mayor (8 months), at the rate of \$1,500 per annum;
- 1 Secretary for Commissioner Hébert, at the rate of \$1,500 per annum;
- 3 Steno-type-writers, at the rate of \$900 per annum;
- 1 Secretary for Commissioner Côté, at the rate of \$1,500 per annum;
- 1 Secretary for Commissioner McDonald, at the rate of \$1,500 per annum.

29.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914 (question put by Ald. Macdonald), concerning the expropriation of the Upper Lachine Road, and the expenditure of the balance of the million dollars for works in Notre-Dame de Grâces Ward.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

30.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai 1914, (question de l'échevin Ward), concernant l'expropriation pour l'élargissement de la rue Guy.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, que cette question est à l'étude.

31.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai 1914, re expropriation pour l'élargissement de la rue Dickson.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil que cette question est à l'étude.

32.—Soumis un extrait du procès-verbal d'une séance du Conseil, tenue le 4 mai 1914, à l'effet de retourner au Bureau des Commissaires un rapport recommandant de nommer une délégation pour représenter la Ville à l'Exposition "Panama-Pacific Universal".

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De déposer ledit rapport aux archives.

33.—Attendu que les membres de la Brigade des Incendies sont continuellement en contact avec le public et sont obligés de fournir des renseignements dans l'une ou l'autre langue, et que de la réponse desdits membres de la Brigade des Incendies peut dépendre la sauvegarde de la propriété, et même de la vie des citoyens, il est

Proposé par M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Côté,

Qu'à l'avenir toute personne qui entrera comme employé dans ce département, soit tenue de connaître suffisamment les deux langues pour pouvoir répondre aux exigences du public, et soit en outre résidente de la Cité de Montréal. Qu'instructions soient données au Chef de la Brigade des Incendies de donner autant qu'il sera possible, dans le choix des aspirants, la préférence aux hommes mariés et pères de famille.

Et un débat s'engageant, la proposition est mise aux voix.

M. le Commissaire McDonald désirant faire enregistrer une déclaration à l'effet qu'il est partisan des deux langues, mais qu'il voudrait au préalable obtenir des renseignements du Chef du Département.

Les voix se partagent comme suit:

Pour: MM. les Commissaires Côté, Hébert et Ainey.

Contre: M. le Commissaire McDonald.

Ainsi, la motion est approuvée, et il est

Résolu: En conséquence.

34.—(19488) Soumis un rapport du Surintendant du Service de l'Incinération, recommandant la nomination de M. Odilas Cadieux à la position de forgeron-voiturier, au salaire fixé, savoir: \$18.21 par semaine.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ladite nomination.

35.—(19677) Soumise une lettre de MM. Laflamme, Mitchell & Cie, demandant, au nom de la "Riverside Lands Limited", de faire déposer des déchets sur un terrain situé au coin des rues Notre-Dame et Nicolet.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer au Département en Loi, et au Surintendant du Service de l'Incinération pour rapport.

36.—Soumise une lettre de MM. R. S. et W. S. Lea, demandant l'autorisation de publier un rapport qu'ils ont préparé sur la question de l'enlèvement des déchets et de l'épuration des égouts.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Resolved: To refer the matter to the Law Department for a report.

30.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914 (question put by Ald. Ward), concerning the expropriation for the widening of Guy street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To report to Council, stating that the said question is being considered.

31.—Submitted an extract from the minutes of a meeting held on the 4th May 1914, re expropriation for the widening of Dickson street.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To report to Council that the question is being considered.

32.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of Council, held on the 4th May 1914, referring back to the Board of Commissioners a report recommending that a delegation be appointed to represent the City at the Panama Pacific Universal Exhibition.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be filed of record.

33.—Whereas the members of the Fire Brigade are continuously in touch with the public and are obliged to furnish information in both languages, and, from the answer the safeguard of property and even the life of citizens may depend upon the answers given by the members of the Fire Brigade, it was

Moved by Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté,

That every person hereafter appointed as employee in said department, shall be held to know sufficiently both languages in order to be able to meet the public requirements, and, furthermore, must reside in the City of Montreal.

That instructions be given to the Chief of the Fire Brigade to give, as far as possible, in the choice of applicants, the preference to married men and father of families.

And a debate arising, the motion was put.

Commissioner McDonald desiring to have a declaration recorded to the effect that he is in favor of both languages, but that he would like to previously obtain information from the Chief of the department.

The Board divided as follows:

Yeas: Commissioners Côté, Hébert and Ainey.

Nay: Commissioner McDonald.

So it was carried and

Resolved: Accordingly.

34.—(19488) Submitted a report from the Superintendent of the Incineration Department, recommending that Mr. Odilas Cadieux be appointed blacksmith at the salary fixed, to wit: \$18.21 per week.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To approve of said appointment.

35.—(19677) Submitted a letter from Messrs. Laflamme, Mitchell & Co., asking, on behalf of the Riverside Lands Limited, that garbage be dumped on their land situated at the corner of Notre Dame and Nicolet streets.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department and to the Incineration Department for a report.

36.—Submitted a letter from Messrs. R. S. and W. S. Lea, asking for authorization to publish a report prepared by them re removal of garbage and purification of sewage.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Résolu: D'ajourner l'étude de cette demande.

37.—(18414) Soumis un rapport du Surintendant des Bâtisses, concernant l'érection d'appareils de sauvetage à l'Hôtel-de-Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser le Surintendant des Bâtisses à préparer des plans pour l'érection desdits appareils.

38.—Soumise une communication de l'Avisseur Légal de la Ville de Maisonneuve, concernant la construction de bâtisses sur le Boulevard Pie IX.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport, et de donner instructions au Surintendant des Bâtisses de ne pas donner de permis de construction à cet endroit, jusqu'à réception dudit rapport.

39.—(19798) Soumise une lettre de M. J. Lanière, concernant la construction d'une écurie sur la rue Boyer, entre les rues Marie-Anne et Mont-Royal.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Bâtisses pour rapport immédiat.

40.—Soumise une lettre de MM. L. Lajeunesse et P. E. Gauthier, demandant l'établissement d'un bureau de poste dans l'Hôtel-de-Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De déposer aux archives.

41.—(19218) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, déclarant qu'il ne peut être fait droit à la demande du Commissaire des Incendies, de mettre l'ancienne Cour du Recorder à sa disposition pour y tenir ses enquêtes.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

42.—(19490) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant que tous les bureaux de l'Hôtel-de-Ville et de l'Annexe soient pourvus d'eau artésienne ozonifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'autoriser l'Assistant-Agent des Achats et des Ventes à demander des prix pour la fourniture de cette eau, après entente avec le Surintendant des Edifices Municipaux.

43.—(19652) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant d'accepter l'offre faite par M. D. Bougie, de prendre le soin de toutes les bâtisses expropriées, sur la rue Notre-Dame Ouest, à la condition que la Ville lui fournisse un logement gratuit qu'il s'engage à évacuer sur un avis de quinze jours.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

44.—(19526) Soumise une demande d'emploi de M. J. Laurion, comme gardien de bain.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Edifices Municipaux, avec instructions de faire subir des examens aux candidats, et de faire rapport.

45.—(19691) Soumis un rapport du Surintendant des Bâtisses, concernant l'installation de valves automatiques, dans la cave des propriétaires portant les Nos 1139 à 1147 de l'avenue Mont-Royal, dans le quartier de Lorimier.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Département en Loi, pour savoir s'il peut être fait droit légalement à cette demande.

Resolved: That consideration of said matter be deferred.

37.—(18414) Submitted a report from the Superintendent of Buildings anent the erection of fire escapes at the City Hall.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the Superintendent of Buildings be authorized to prepare plans for the erection of said fire escapes.

38.—Submitted a communication from the Legal Adviser of the Town of Maisonneuve, concerning the erection of buildings on Pius IX Boulevard.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the matter be referred to the Law Department for a report, and that instructions be given to the Building Inspector not to issue any building permits on said boulevard until he has received said report.

39.—(19798) Submitted a letter from Mr. J. Lanière, concerning the erection of a stable on Boyer street, between Mary Ann and Mount Royal streets.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Building Inspector for an immediate report.

40.—Submitted a letter from Messrs. L. Lajeunesse and P. E. Gauthier, asking that a post-office be established in the City Hall.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be filed of record.

41.—(19218) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, stating that he cannot comply with the request of the Fire Commissioner, to place the former Recorder's Court at his disposal for the holding of his investigations.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To concur in said report.

42.—(19490) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that all the offices of the City Hall and of the Annex be provided with ozonified artesian water.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To authorize the Asst.-Purchasing and Sales Agent to call for prices for the supply of said water, after having conferred with the Superintendent of Municipal Buildings.

43.—(19652) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending that the offer from Mr. D. Bougie, to take care of all the expropriated buildings on Notre Dame street West, provided the City supplies him with a free lodging which he will quit on 15 days' notice, be accepted.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: To concur in said report.

44.—(19526) Submitted an application from Mr. J. Laurion to be appointed bath caretaker.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the matter be referred to the Superintendent of Municipal Buildings with instructions to examine the applicants and report.

45.—(19691) Submitted a report from the Superintendent of Buildings anent the installation of automatic valves in the cellar of the properties bearing Nos. 1139 to 1147 Mount Royal avenue, de Lorimier Ward.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department in order to know whether said request may legally be granted.

46.—Soumis un rapport du Surintendant des Bâtisses, recommandant de permettre à M. Théo. Lachapelle, d'ériger une boutique de voiturier sur le lot portant le No cad. 23, subd. 627 du quartier Hochelaga, rue Nicolet.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que le permis demandé par M. Théo. Lachapelle soit accordé.

47.—(18958) Soumis un rapport du Surintendant des Bâtisses, sur la lettre de M. J. Brown, se plaignant de la construction des bâtisses dans le quartier Rosemont.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer le plaignant suivant le rapport du Surintendant des Bâtisses.

48.—(19141) Soumis un rapport du Surintendant des Bâtisses, au sujet du protêt de certaines personnes contre la construction d'une écurie au No 2285 de la rue Jeanne Mance.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer les protestataires suivant le rapport du Surintendant des Bâtisses.

49.—(19707) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, recommandant le paiement d'un compte du Dr L. P. de Grandpré, au montant de \$17.50, pour frais de déplacement durant les mois de mars et avril.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

50.—(19778) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, recommandant le paiement d'un compte du Dr J. N. Chaussé, au montant de \$1.70, pour frais de déplacement durant le mois d'avril.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

51.—(19017) Soumis un rapport du Directeur du Bureau Municipal d'Hygiène et de Statistique, sur la plainte de M. C. H. Lavallée, au sujet de terrains situés sur la rue Valmont.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De déposer aux archives.

52.—(18474) Soumis un rapport du Surintendant des Bâtisses, sur la plainte de M. D. Kelly, concernant la construction d'un moulin à scie sur la rue Saint-Jacques, par la "Tobin Manufacturing Company."

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'informer M. Kelly, suivant le rapport du Surintendant des Bâtisses.

53.—(19653) Soumis un rapport du Surintendant des Bâtisses, recommandant que des licences de ramoneurs soient octroyées pour les districts suivants, savoir:

- District A, M. P. Gagné, (renouvellement);
- District B, M. C. E. Paquette, (nouvelle licence);
- District C, M. W. Côté, (renouvellement);
- District D, M. J. S. Michaud, (renouvellement);
- District E, M. Alf. Valiquette, (renouvellement);
- District F, M. Jos. Judge, (nouvelle licence);
- District G, M. Dorila Dugas, (nouvelle licence);
- District H, M. J. C. Chaussé, (nouvelle licence).

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

54.—(18044) Soumis un rapport du Département en Loi, concernant la nomination d'un inspecteur d'échafaudage.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que le Bureau est favorable à la nomination d'un inspecteur d'échafaudage, et de référer au Surintendant des Bâtisses, avec instructions de faire rapport sur les fonctions de cet inspecteur, le salaire à être payé, etc.

46.—Submitted a report from the Building Inspector, recommending that Mr. Théo. Lachapelle be allowed to erect a cartwright shop on Cad. lot No. 23, subd. 627, Hochelaga Ward, Nicolet street.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the permission sought for be granted.

47.—(18958) Submitted a report from the Building Inspector on Mr. J. Brown's letter complaining of the erection of buildings in Rosemont Ward.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the complainant be informed as per the Building Inspector's report.

48.—(19141) Submitted a report from the Building Inspector anent the protest of certain persons against the erection of a stable at No. 2285 Jeanne Mance street.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the parties protesting be informed as per the report from the Building Inspector.

49.—(19707) Submitted a report from the Medical Health Officer, recommending that Dr. L. P. de Grandpré be paid an account amounting to \$17.50 for transportation during March and April.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said account.

50.—(19778) Submitted a report from the Medical Health Officer, recommending that Dr. J. N. Chaussé be paid an account of \$1.70 for transportation in the month of April.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said account.

51.—(19017) Submitted a report from the Medical Health Officer on the complaint from Mr. G. H. Lavallée anent lands situated on Valmont street.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be filed of record.

52.—(18474) Submitted a report from the Building Inspector on the complaint made by Mr. D. Kelly concerning the erection of a saw-mill on St. James street by the Tobin Mf. Co.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That Mr. Kelly be informed as per the Building Inspector's report.

53.—(19653) Submitted a report from the Building Inspector, recommending that chimney sweeper licenses be granted for the following districts, to wit:

- District A, Mr. P. Gagné (renewal);
- District B, Mr. C. E. Paquette (new license);
- District C, Mr. W. Côté (renewal);
- District D, Mr. J. S. Michaud (renewal);
- District E, Mr. Alf. Valiquette (renewal);
- District F, Mr. Jos. Judge (new license);
- District G, Mr. Dorila Dugas (new license);
- District H, Mr. J. C. Chaussé (new license).

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said report.

54.—(18044) Submitted a report from the Law Department anent the appointment of a scaffold inspector.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the Board is in favor of appointing a scaffold inspector and that said report be referred to the Building Superintendent with instructions to report on the duties of such inspector, the salary to be paid, etc.

55.—(18812) Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant de transmettre à la Commission de Législation certaines communications concernant l'emploi de camions-automobiles dans les rues de la Cité.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, avec prière de référer lesdites communications à la Commission de Législation.

Ajournement.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 8 mai 1914, a.m.

MM. Hébert, McDonald et Ainey.

En l'absence de Son Honneur le Maire,

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert,

M. le Commissaire Côté est nommé Président.

1.—M. John H. Roberts se présente devant le Bureau avec une délégation composée des Révérends C. A. Williams, Burth, de M. Carson, vice-président de la Dominion Alliance, et autres, et demande au Bureau de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour forcer le Café Parisien, le Kastel, le Regal, l'Hôtel Arbour et l'Hôtel Arlington, qui feraient affaire sans licence, à fermer leurs portes.

Après pourparlers,

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De référer la question au Département en Loi, pour savoir si la Ville peut faire droit à cette demande, et si oui, par quels moyens.

2.—Soumis un rapport du Département en Loi, recommandant le vote d'un crédit de \$1,144.03, représentant l'intérêt pour six mois, pour être déposé avec le montant de la sentence arbitrale, dans l'expropriation de la rue Le Royer, au Greffe de la Cour Supérieure.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le vote de ladite somme pour les fins ci-dessus.

3.—M. l'échevin N. Lapointe se présente devant le Bureau, en rapport avec le projet d'achat de certains terrains pour l'établissement d'un terrain de jeux dans le quartier Sainte-Cunégonde.

M. l'échevin Lapointe est prié de s'entendre avec M. le Commissaire Hébert à ce sujet.

4.—Une délégation, représentant l'Association du Bien-Etre de la Jeunesse, se présente devant le Bureau, et demande que la Ville lui accorde une subvention.

Après pourparlers, les délégués reçoivent l'assurance que leur demande sera prise en sérieuse considération, et la délégation se retire.

5.—(19207) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, sur la demande de M. Jos. Bourguignon, pour l'obtention d'une police acquittée.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

6.—(18578) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, sur la demande de M. William Chester, pour l'obtention d'une police acquittée.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: De référer au Département en Loi pour rapport.

55.—(18812) Submitted a report from the Law Department, recommending that certain communications concerning the use of autos in the streets of the City be transmitted to the Legislation Committee.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the same be referred to the Legislation Committee.

Adjourned.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 8th May 1914, a.m.

Present: Messrs. Hébert, McDonald and Ainey.

In view of the absence of His Worship the Mayor,

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert,

Commissioner Côté took the chair.

1.—Mr. John H. Roberts appeared before the Board with a delegation composed of Rev. C. A. Williams, Rev. Burth, Mr. Carson, Vice-President of the Dominion Alliance, and others, and requested the Board to take the necessary measures in order to compel the Café Parisien, the Kastel, the Regal the Harbour and Arlington hotels, which are doing business without license, to close their doors.

After discussion,

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the matter be referred to the Law Department in order to know if the City can grant said request, and, if so, in what manner.

2.—Submitted a report from the Law Department, recommending that an appropriation of \$1,144.03 be voted, said sum representing the interest for six months to be deposited with the amount of the awards, at the Prothonotary's office, Superior Court, re LeRoy street expropriation.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner, Ainey, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said sum be voted for the above purposes.

3.—Ald. N. Lapointe appeared before the Board in connection with the proposed purchases of certain pieces of land for the establishment of playgrounds in St. Cunégonde Ward.

Ald. Lapointe was requested to confer with Commissioner Hébert in this connection.

4.—A delegation representing the Children Welfare Association, appeared before the Board and asked the City for a grant.

After discussion, the delegates were assured that their request would be seriously considered, and the delegation withdrew.

5.—(19207) Submitted a report from the Fire Department on the application from Mr. Jos. Bourguignon for a paid-up policy.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be referred to the Law Department for a report.

6.—(18578) Submitted a report from the Fire Department on the application from Mr. William Chester, for a paid-up policy.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That said report be referred to the Law Department for a report.

7.—(18714) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, au sujet de l'achat d'un terrain pour l'érection d'une caserne de pompiers sur la rue Saint-Mathieu.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'ajourner l'étude de ce rapport, pour visite des lieux, samedi, le 9 courant, à 2 heures p.m., en même temps qu'aura lieu la visite d'un terrain situé sur la rue Craig, près de la station de pompes.

8.—Soumis des mandats vérifiés par le Contrôleur et Auditeur de la Cité, aux montants de \$303,520.20, \$52,006.08, suivant listes certifiées.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

9.—Soumis un compte de M. W. Scott, au montant de \$300, pour fourniture de rafraîchissements pour la séance d'inauguration du Conseil de Ville.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser le paiement dudit compte.

10.—(19555) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant la remise à la "Canadian Consolidated Rubber Company", d'un dépôt de \$220, en rapport avec la fourniture de 20,000 pieds de boyaux Keystone.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser la remise dudit dépôt.

11.—(19591) Soumis un rapport de M. J. O. Venne, inspecteur, sur les travaux de construction de la caserne de pompiers du quartier Bordeaux.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De déposer aux archives.

12.—(19611) Soumis un rapport du Surintendant des Edifices Municipaux, recommandant la pose de 3 milles de lignes additionnelles à \$20 par mille de loyer, pour le système de téléphone du Département des Incendies.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'autoriser l'installation desdites lignes au coût total de \$60 par année.

13.—(19656) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant la destitution pour cause, du mécanicien Marc Rioux.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que ledit M. Rioux soit remercié de ses services.

14.—(19655) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, demandant l'autorisation, pour "l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal", de donner une série de représentations à son bénéfice, du 22 juin au 11 juillet prochain.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'accorder l'autorisation demandée.

15.—(18681) Soumis le rapport du Chef du Département des Incendies, sur les changements survenus dans la brigade durant la quinzaine se terminant le 30 avril.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

16.—Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant l'achat de 150 boutons de la "St. John Ambulance Association", à raison de 40c chacun, pour être distribués aux membres de la Brigade des Incendies, détenteurs de certificats de ladite Association.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ladite recommandation, le crédit de \$60 nécessaire devant être imputé sur le montant voté pour dépenses contingentes.

7.—(18714) Submitted a report from the Chief of the Fire Department anent the purchase of a piece of land for the erection of a fire station on St. Matthew street.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To defer consideration of said report in order to visit the premises on Saturday, the 9th instant, at 2 o'clock p.m., and to visit at the same time a piece of land on Craig street, near the pumping station.

8.—Submitted warrants verified by the City Comptroller and Auditor, amounting to \$303,520.20, \$52,006.08, as per certified lists.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

9.—Submitted an account from Mr. W. Scott, amounting to \$300 for the supply of refreshments on the occasion of the inaugural meeting of the City Council.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment of said account.

10.—(19555) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, recommending the refund to the Canadian Consolidated Rubber Co. of a deposit of \$220 made in connection with the supply of 20,000 feet of Keystone fire-hose.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the refund of said deposit.

11.—(19591) Submitted a report from Mr. J. O. Venne, inspector, on the works in connection with the erection of the fire-station in Bordeaux Ward.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be filed of record.

12.—(19611) Submitted a report from the Superintendent of Municipal Buildings, recommending the laying of 3 miles of additional lines at \$20 per mile rental, for the telephone system of the Fire Department.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To authorize the installation of said lines at a total cost of \$60 per annum.

13.—(19656) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, recommending that Marc Rioux, machinist, be dismissed, for cause.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the said Mr. Rioux be dismissed.

14.—(19655) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, asking that the Firemen's Benefit Association of Montreal be authorized to give a series of entertainments for its benefit, from the 22nd June to the 11th July next.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said authorization be granted.

15.—(18681) Submitted a report from the Chief of the Fire Department on the changes effected in the brigade during the fortnight ending on the 30th April.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in said report.

16.—Submitted a report from the Chief of the Fire Department, recommending that 150 buttons be purchased from the St. John Ambulance Association, at the rate of \$0.40 each, to be distributed to the members of the Fire Brigade holding certificates of said Association.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: To concur in said recommendation, the appropriation of \$60.00 required to be charged against the amount voted for contingency.

17.—Après conférence avec l'Avocat en Chef de la Cité, Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De donner instructions aux greffiers de la Cour du Recorder, de s'occuper à l'avenir des causes actuellement prises devant la Cour du Recorder, contre un certain nombre de personnes arrêtées par le Lieutenant Savard, pour vagabondage, etc.

18.—(19523) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies informant le Bureau qu'il a remercié de ses services, pour cause, le pompier Didier Paradis.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

19.—(19522) Soumis un rapport du Chef du Département des Incendies, recommandant:

- 1° La promotion du capitaine Ernest Favreau, du poste No 24, au grade de chef de district;
- 2° La promotion du lieutenant Jos. Villeneuve, du poste No 6, au poste de capitaine, en remplacement du capitaine Favreau, promu, et
- 3° La promotion du pompier Téléspore Renaud, au grade de lieutenant, en remplacement du lieutenant Villeneuve, promu.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver les recommandations ci-dessus, lesdites promotions devant prendre effet à compter du 1er mai 1914.

20.—Soumis des mandats vérifiés par le Contrôleur de la Cité, au montant de \$2,330,202.33, suivant liste certifiée.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'en autoriser le paiement.

21.—Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que la Compagnie Cook soit mise en demeure de continuer l'exécution de son contrat, suivant les termes et conditions d'icelui, et de prendre les précautions voulues pour ne pas endommager la conduite ni les fondations des murs dans la section du roc; la Cité tenant ladite compagnie responsable des retards apportés dans l'exécution, et de la suspension des travaux, et de tous dommages que la Cité a soufferts et souffre par la faute de ladite compagnie, et que ladite compagnie soit mise en demeure de ne pas se servir de sa machine pour excavation (drag-line), dans les endroits où l'usage de cette machine peut créer, par elle-même, un danger pour la conduite.

22.—Le Secrétaire procède à la lecture des minutes.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyé par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: Que lesdites minutes soient approuvées telles que lues.

23.—Le Bureau procède à l'ouverture de soumissions pour la construction d'égouts dans différentes rues.

Les soumissions suivantes sont ouvertes en présence des parties intéressées, et

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De les référer à l'Ingénieur en Chef, pour tabulation et rapport, et de déposer les chèques de dépôt les accompagnant, au Bureau du Trésorier de la Cité, savoir:

EGOUT COLLECTEUR DU QUARTIER EMARD

1. Edmond Bélanger	\$25,000
2. Alfred Pion	25,000
3. Julien Toussaint Fils	25,000
4. Henault & Heffernan	25,000
5. Thomas O'Sullivan	25,000

RUE BELMORE

1. Adrien Plamondon	825
2. C. A. Moineau	825

17.—After conference with the Chief City Attorney, On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That instructions be given to the clerks of the Recorder's Court, to look after the actions taken before the Recorder's Court, against a certain number of persons arrested by Lieut. Savard, for vagrancy, etc.

18.—(19523) Submitted a report from the Chief of the Fire Department, informing the Board that he had dismissed Didier Paradis, fireman, for cause.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To concur in said report.

19.—(19522) Submitted a report from the Fire Department, recommending:

- 1° The promotion of captain Ernest Favreau, of No. 24 station, to the rank of district chief;
- 2° The promotion of lieut. Jos. Villeneuve, of No. 6 station, to the rank of captain vice captain Favreau, promoted;
- 3° The promotion of Téléspore Renaud, to the rank of lieutenant, vice lieutenant Villeneuve, promoted.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To approve of the above recommendations, said promotions to take effect from the 1st May 1914.

20.—Submitted warrants verified by the City Comptroller, amounting to \$2,330,202.33, as per certified list.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: To authorize the payment thereof.

21.—On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the Cook Company be notified to proceed with their contract, as per the terms and conditions thereof, and to take the necessary precautions in order not to damage the conduit nor the foundations of the walls in the rock section, the City holding said Company responsible for the delay in the carrying out and for the suspension of the works, and for all damages which the City has sustained and still sustains through the said Company's fault, and that the said Company be also notified not to use its drag-line machine at the places where the use of said machine may be dangerous for the conduit.

22.—The Secretary read the minutes.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said minutes be confirmed as read.

23.—The Board proceeded to open the tenders for the construction of sewers in different streets.

The following tenders were opened in presence of the interested parties, and

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for a tabulated statement and a report, and that the cheques be deposited with the City Treasurer, to wit:

MAIN SEWER, EMARD WARD.

1. Edmond Bélanger	\$25,000
2. Alfred Pion	25,000
3. Julien Toussaint Fils	25,000
4. Henault & Heffernan	25,000
5. Thomas O'Sullivan	25,000

BELMORE STREET.

1. Adrien Plamondon	825
2. C. A. Moineau	825

3. John H. Leahy	825
4. Julien Toussaint Fils	825
5. O. Filion	825
6. Henault & Heffernan	825
7. Carmel & Bertrand	825
8. Georges Janin (Cité)	825
9. Dekeyser, Poismans & Cie	825
10. Edmond Bélanger	825
11. Isaïe Forest	825
12. S. Ricci & Labelle, — chèque par S. Ricci	825
13. A. Bastien	825
14. Palermo, Gentile & Cie	825
15. A. T. A. Chagnon	825
16. Alb. Piché	825

CHEMIN ST-JACQUES

1. Isaïe Forest	840
2. A. Bastien	840
3. Edm. Bélanger	840
4. A. Piché	840
5. S. Ricci & Labelle, — chèque par S. Ricci	840
6. Carmel & Bertrand	840
7. Dekeyser, Poismans & Cie	840
8. Georges Janin (Cité)	840
9. Henault & Heffernan	840
10. Julien Toussaint Fils	840
11. O. Filion	840
12. John H. Leahy	840
13. C. A. Moineau	840

RUE SHERBROOKE

1. Isaïe Forest	880
2. Palermo, Gentile & Cie	880
3. S. Ricci & Labelle, — chèque par S. Ricci	880
4. A. Bastien	880
5. C. A. Moineau	880
6. Edm. Bélanger	880
7. Carmel & Bertrand	880
8. Dekeyser, Poismans & Cie	880
9. Henault & Heffernan	880
10. Georges Janin (Cité)	880
11. Julien Toussaint Fils	880
12. John H. Leahy	880

AVENUE MAYFAIR

1. John H. Leahy	1,600
2. C. A. Moineau	1,600
3. Julien Toussaint Fils	1,600
4. Henault & Heffernan	1,600
5. S. Ricci & Labelle, — chèque par S. Ricci	1,600
6. A. Bastien	1,600
7. Isaïe Forest	1,600
8. Georges Janin (Cité)	1,600

AVENUE WEST HILL

1. C. A. Moineau	1,800
2. Isaïe Forest	1,800
3. Palermo, Gentile & Cie	1,800
4. A. T. A. Chagnon	1,800
5. A. Bastien	1,800
6. A. Piché	1,800
7. Edm. Bélanger	1,800
8. S. Ricci & Labelle, — chèque par S. Ricci	1,800
9. Georges Janin (Cité)	1,800
10. Carmel & Bertrand	1,800
11. Henault & Heffernan	1,800
12. Julien Toussaint & Cie	1,800
13. O. Filion	1,800

3. John H. Leahy	825
4. Julien Toussaint Fils	825
5. O. Filion	825
6. Henault & Heffernan	825
7. Carmel & Bertrand	825
8. Georges Janin (City)	825
9. Dekeyser, Poismans & Cie	825
10. Edmond Bélanger	825
11. Isaïe Forest	825
12. S. Ricci & Labelle, — check by S. Ricci	825
13. A. Bastien	825
14. Palermo, Gentile & Cie	825
15. A. T. A. Chagnon	825
16. Alb. Piché	825

ST. JAMES ROAD.

1. Isaïe Forest	840
2. A. Bastien	840
3. Edm. Bélanger	840
4. A. Piché	840
5. S. Ricci & Labelle, — check by S. Ricci	840
6. Carmel & Bertrand	840
7. Dekeyser, Poismans & Cie	840
8. Georges Janin (City)	840
9. Henault & Heffernan	840
10. Julien Toussaint Fils	840
11. O. Filion	840
12. John H. Leahy	840
13. C. A. Moineau	840

SHERBROOKE STRRET.

1. Isaïe Forest	880
2. Palermo, Gentile & Cie	880
3. S. Ricci & Labelle, — check by S. Ricci	880
4. A. Bastien	880
5. C. A. Moineau	880
6. Edm. Bélanger	880
7. Carmel & Bertrand	880
8. Dekeyser, Poismans & Cie	880
9. Henault & Heffernan	880
10. Georges Janin (City)	880
11. Julien Toussaint Fils	880
12. John H. Leahy	880

MAYFAIR AVENUE.

1. John H. Leahy	1,600
2. C. A. Moineau	1,600
3. Julien Toussaint Fils	1,600
4. Henault & Heffernan	1,600
5. S. Ricci & Labelle, — check by S. Ricci	1,600
6. A. Bastien	1,600
7. Isaïe Forest	1,600
8. Georges Janin (City)	1,600

WEST HILL AVENUE.

1. C. A. Moineau	1,800
2. Isaïe Forest	1,800
3. Palermo, Gentile & Cie	1,800
4. A. T. A. Chagnon	1,800
5. A. Bastien	1,800
6. A. Piché	1,800
7. Edm. Bélanger	1,800
8. S. Ricci & Labelle, — check by S. Ricci	1,800
9. Georges Janin (City)	1,800
10. Carmel & Bertrand	1,800
11. Henault & Heffernan	1,800
12. Julien Toussaint & Cie	1,800
13. O. Filion	1,800

AVENUE WILSON

1. C. A. Moineau	2,200
2. Isaïe Forest	2,200
3. A. Bastien	2,200
4. Georges Janin (Cité)	2,200
5. McDonell & Dibblee	2,200
6. A. T. A. Chagnon	2,200
7. Edm. Bélanger	2,200
8. S. Ricci & Labelle, — chèque par S. Ricci	2,200
9. Carmel & Bertrand	2,200
10. Glibert, Paye & Cie	2,200
11. Henault & Heffernan	2,200
12. Julien Toussaint Fils	2,200

AVENUE OLD ORCHARD

1. Isaïe Forest	750
2. Palermo, Gentile & Cie	750
3. A. T. A. Chagnon	750
4. Carmel & Bertrand	750
5. A. Bastien	750
6. S. Ricci & Labelle, — chèque par S. Ricci	750
7. A. Piché	750
8. Edm. Bélanger	750
9. Georges Janin (Cité)	750
10. Dekeyser, Poismans & Cie	750
11. Henault & Heffernan	750
12. O. Fillion	750
13. Julien Toussaint Fils	750
14. C. A. Moineau	750
15. John H. Leahy	750

Ajournement.

L. N. SENECAI,
Secrétaire.

* * *

Compte rendu de l'assemblée du 8 mai 1914, p.m.

Sont présents: MM. les Commissaires Hébert, Côté, Ainey et McDonald.

1.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que M. le Commissaire Côté soit nommé président.

2.—Soumise une communication de M. l'échevin Mayrand, au sujet de la démolition d'une partie d'une certaine propriété pour l'élargissement de la rue Parthenais.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Département en Loi et à l'Ingénieur en Chef pour rapport conjoint.

3.—(19832) Soumis un rapport du Surintendant des Bâtisses, au sujet de la demande de la "McClary Manufacturing Co.", pour permis d'emmagasiner de la gazoline dans un réservoir en-dessous du trottoir.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport.

4.—Soumis des rapports de l'Inspecteur des Bâtisses, recommandant l'octroi des permis suivants:

1° James Strachan Registered, — permis d'ériger une écurie de plus de 8 places, sur le lot No cad. 318, quartier Saint-Louis, en arrière du No 258 avenue de l'Hôtel-de-Ville;

WILSON AVENUE.

1. C. A. Moineau	2,200
2. Isaïe Forest	2,200
3. A. Bastien	2,200
4. Georges Janin (City)	2,200
5. McDonell & Dibblee	2,200
6. A. T. A. Chagnon	2,200
7. Edm. Bélanger	2,200
8. S. Ricci & Labelle, — check by S. Ricci	2,200
9. Carmel & Bertrand	2,200
10. Glibert, Paye & Cie	2,200
11. Henault & Heffernan	2,200
12. Julien Toussaint Fils	2,200

OLD ORCHARD AVENUE.

1. Isaïe Forest	750
2. Palermo, Gentile & Cie	750
3. A. T. A. Chagnon	750
4. Carmel & Bertrand	750
5. A. Bastien	750
6. S. Ricci & Labelle, — check by S. Ricci	750
7. A. Piché	750
8. Edm. Bélanger	750
9. Georges Janin (City)	750
10. Dekeyser, Poismans & Cie	750
11. Henault & Heffernan	750
12. O. Fillion	750
13. Julien Toussaint Fils	750
14. C. A. Moineau	750
15. John H. Leahy	750

Adjourned.

L. N. SENECAI,
Secretary.

* * *

Report of meeting held on the 8th May 1914, p.m.

Present: Commissioners Hébert, Côté, Ainey and McDonald.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That Commissioner Côté be appointed Chairman.

2.—Submitted a communication from Ald. Mayrand, anent the demolition of part of a certain property for the widening of Parthenais street.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Law Department and to the Chief Engineer for a joint report.

3.—(19832) Submitted a report from the Superintendent of Buildings anent the application from the McClary Mfg. Co., for permission to store gasolene in a reservoir under the sidewalk.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for a report.

4.—Submitted reports from the Inspector of Buildings, recommending the granting of the following permits:

1° James Strachan Reg., to erect a stable containing more than 8 stalls on lot Cad. No. 318, St. Louis Ward, in rear of 298 Hôtel de Ville avenue;

- 2° Edouard Laplante, — permis d'ériger un garage d'automobiles, sur le lot No Cad. 12, subd. 42, quartier Duvernay, No 247 rue Saint-Christophe;
- 3° Jos. L. Gravel, — permis d'ériger un garage d'automobiles sur le lot No cad. 1139, subd. 9, 10 et 11, quartier Papineau, No 687 avenue Papineau,
- 4° Alvarez Doré, — permis d'ériger un entrepôt pour du charbon, sur le lot No cad. 3407, subd. 195, quartier Saint-Paul, rue Drake;
- 5° H. Bourgie Limitée, — permis d'ériger une écurie de 14 places, sur le lot No cad. p-130, quartier Saint-Louis, Nos 43 à 45½ rue Sainte-Elisabeth.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'accorder les permis ci-dessus mentionnés.

5.—(19754) Soumise une communication de Mlle V. Prézeau, au sujet de la plantation d'arbres sur l'avenue de Lorimier.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer au Surintendant des Parcs pour rapport.

6.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, recommandant la pose de conduites d'eau dans les rues suivantes:

Bover, de Rosaire à Jarry, au coût de	\$ 3,625
Chabot, de Blvd Rosemont à Carrière, au coût de	2,150
de Gaspé, de 32ème à 33ème Avenue, au coût de	975
de Lorimier, de Blvd Rosemont à Bellechasse, au coût de	1,675
Hall, de Dublin à Fortune, au coût de	800
Mazarin, de Bromby à Clovis, au coût de	1,200
Old Orchard, de avenue Notre-Dame de Grâce à Côte St-Antoine, au coût de	350
Azilda, de Notre-Dame à Tiffin, au coût de	11,300
Boyce, de Dixon à Duquesne, au coût de	5,250
de Rocheblave, de Notre-Dame à Sherbrooke, au coût de	12,625
Melrose, au nord de l'avenue des Pins, au coût de	2,400
Marcil, au sud de Sherbrooke, au coût de	400
Boulevard St-Laurent, de Crémazie vers le nord, au coût de	22,000
Harvard, au sud de Monkland, au coût de	1,000
Berri, au sud du Boulevard Gouin, au coût de	980
Belmore, au nord de Sherbrooke, au coût de	1,000
Total	\$67,730

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'autoriser la pose des dites conduites, les crédits nécessaires devant être imputés sur les crédits votés pour la pose de conduites principales.

7.—Soumise une requête de M. A. Bourbonnière, demandant certains travaux dans le quartier Ahuntsic.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De référer à l'Ingénieur en Chef pour rapport.

8.—Une délégation composée du Révérend H. B. Brown, de MM. Archibald McDonald, F. A. Coughlin, se présente devant le Bureau et demande que la Ville vienne en aide aux familles victimes du désastre de Bryson.

- 2° Edouard Laplante, to erect an automobile garage on lot Cad. No. 12, subd. 42, Duvernay Ward, No. 247 St. Christophe street;
- 3° Jos. L. Gravel, to erect an automobile garage on lot Cad. No. 1139, subd. 9, 10 and 11, Papineau Ward, No. 687 Papineau avenue;
- 4° Alvarez Doré, to erect a coal shed on lot Cad. No. 3407, subd. 195, St. Paul Ward, Drake street;
- 5° H. Bourgie Limitée, to erect a 14 stall stable on lot Cad. No. p. 130, St. Louis Ward, Nos. 43 to 45½ St. Elizabeth street.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the above mentioned permits be granted.

5.—(19754) Submitted a communication from Miss V. Prézeau, anent the planting of trees on de Lorimier avenue.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Superintendent of Parks for a report.

6.—Submitted a report from the Chief Engineer, recommending that water mains be laid in the following streets:

Boyer street, from Rosaire to Jarry, at a cost of	\$3,625.00
Chabot street, from Rosemont Boulevard to Carrière, at a cost of	2,150.00
De Gaspé street, from 32nd to 33rd Avenue, at a cost of	975.00
De Lorimier avenue, from Rosemont Boulevard to Bellechasse, at a cost of	1,675.00
Hall street, from Dublin to Fortune, at a cost of	800.00
Mazarin street, from Bromby to Clovis, at a cost of	1,200.00
Old Orchard street, from Notre-Dame de Grâce avenue to Côte St. Antoine, at a cost of	350.00
Azilda street, from Notre Dame to Tiffin, at a cost of	11,300.00
Boyce street, from Dixon to Duquesne, at a cost of	5,250.00
De Rocheblave street, from Notre Dame to Sherbrooke, at a cost of	12,625.00
Melrose street, north of Pine avenue	2,400.00
Marcil, south of Sherbrooke street.	400.00
St. Lawrence Boulevard, Crémazie northwards	22,000.00
Harvard, south of Monkland.	1,000.00
Berri street, south of Gouin Boulevard	980.00
Belmore street, north of Sherbrooke street	1,000.00
Total.	\$67,730.00

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner, Ainey, it was

Resolved: That the laying of the said mains be authorized, the amount required to be charged against the appropriations voted for the laying of mains.

7.—Submitted a petition from Mr. A. Bourbonnière, asking that certain works be performed in Ahuntsic Ward.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That the same be referred to the Chief Engineer for a report.

8.—A delegation composed of the Rev. H. B. Brown, Messrs. Archibald McDonald, F. A. Coughlin, appeared before the Board and asked that the City assist the sufferers by fire at Bryson.

Après pourparlers, la question est prise en considération.

9.—(10632) Soumis un rapport du Surintendant des Parcs, recommandant le pavage en asphalte de certaines parties du Square de la Place d'Armes.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver cette recommandation et de prier l'Ingénieur en Chef de faire rapport après conférence avec M. le Commissaire Côté.

10.—(19533) Soumise une communication de M. J. Clément, offrant de vendre à la Ville certains terrains en vue de l'établissement d'un terrain de jeux dans le quartier Emard.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De différer l'étude de cette question.

11.—Soumis le dossier au sujet de la demande de MM. Glibert, Paye & Cie, de se faire payer un montant supplémentaire en rapport avec la construction de l'égout de la rue Sherbrooke.

Proposé par M. le Commissaire Hébert.

De paver aux entrepreneurs une somme de \$5,250, représentant le coût additionnel des travaux par suite de la construction d'une voie de tramways sur la rue Sherbrooke, la Ville assumant la responsabilité de dommages qui pourraient être encourus.

La proposition ci-dessus n'étant pas appuyée, la question reste sous considération.

12.—(19366) Soumis un rapport du Surintendant du Parc Mont-Royal, déclarant ne pouvoir recommander de permettre à M. J. Herscovitch d'ériger un kiosque sur la Ferme Fletcher, pour un débit de cigares.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport et d'informer le requérant en conséquence.

13.—(10607) Soumise une communication de l'Association du Bien-Etre de la Jeunesse, demandant une subvention en rapport avec la surveillance et les amusements dans les parcs.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: D'approuver le principe du paiement d'une subvention à ladite association, et de référer au Directeur de l'Assistance Municipale pour rapport.

14.—(19676) Soumis un rapport du Surintendant du Parc Mont-Royal, recommandant le vote d'un crédit de \$10,000 pour travaux à faire en vue de pratiquer une nouvelle entrée au Parc Mont-Royal, suivant l'estimé ci-après:

Achats d'outils, machineries et matériaux (tel que dynamite, etc.)	\$1,500
Travail	8,500

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de voter, pour les fins ci-dessus, ladite somme de \$10,000.

15.—Soumis un rapport du Surintendant des Parcs, recommandant le vote d'un crédit de \$6,000, pour donner des concerts dans les différents parcs et places publiques de la Cité durant la prochaine saison.

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant le vote de ladite somme de \$6,000 pour les fins ci-dessus.

16.—(16800) Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire Hébert,

After discussion, consideration of the question was deferred.

9.—(19632) Submitted a report from the Superintendent of Parks, recommending that certain parts of Place d'Armes Square be paved with asphalt.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said recommendation be approved and that the Chief Engineer be requested to make a report after conferring with Commissioner Côté.

10.—(19533) Submitted a communication from Mr. J. Clément offering to sell to the City certain lots in Emard Ward, for the purpose of establishing playgrounds thereon.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That consideration of said question be deferred.

11.—Submitted the documents anent the request of Messrs. Glibert, Paye & Co to be paid an extra amount in connection with the construction of a sewer in Sherbrooke street.

Moved by Commissioner Hébert:

That the contractors be paid a sum of \$5,250, representing the additional cost of the works owing to the construction of a tramway line on Sherbrooke street, the City assuming all responsibility for the damages which may be caused.

The above motion not being seconded, the question was left in abeyance.

12.—(19366) Submitted a report from the Superintendent of Mount Royal Park, stating that he cannot recommend that Mr. J. Herscovitch be allowed to erect a kiosk on Fletcher's Field for the sale of cigars.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That said report be approved and that the petitioner be informed accordingly.

13.—(19607) Submitted a letter from "l'Association du Bien-Etre de la Jeunesse", asking for a grant in connection with the supervision and the amusements in the parks.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That the principle of a grant to the said association be approved, and that said letter be referred to the Director of Municipal Assistance for a report.

14.—(19676) Submitted a report from the Superintendent of Mount Royal Park, recommending that an appropriation of \$10,000 be voted for works to be done in order to provide a new entrance to Mount Royal Park as per the following estimate.

Purchase of tools, machinery and material (such as dynamite, etc.)	\$1,500
Labor	8,500

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that said sum of \$10,000 be voted for the above purposes.

15.—Submitted a report from the Superintendent of Parks, recommending that an appropriation of \$6,000 be voted for the purpose of giving concerts in the different parks and public places in the City, during the next season.

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the said sum of \$6,000 be voted for the above purposes.

16.—(16800) On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner Hébert, it was

Résolu: De retenir les services de M. Angstrom, pour préparer un rapport complet sur la question de la traverse de l'île Sainte-Hélène, lequel rapport devant comprendre le genre, la dimension et la description des traversiers, ainsi que les terrains requis, et un estimé du coût de ces traversiers et du service de traverse, le tout au coût de \$1,200, tel que mentionné dans l'offre de M. Angstrom, en date du 25 mars 1914.

17.—(19282) Soumis des rapports du Surintendant des Parcs et du Surintendant du Parc Mont-Royal, demandant de faire voter les crédits ci-après, pour continuer l'oeuvre des terrains de jeux, savoir:

Terrain de jeux de la Ferme Fletcher, appropriation supplémentaire	\$ 1,300
Crédits suivants détails mentionnés dans le rapport du Surintendant des Parcs	26,100
Crédit supplémentaire	2,000
Soit un total de	\$29,400

Sur proposition de M. le Commissaire Ainey, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de voter ladite somme de \$29,400 pour les fins ci-dessus.

18.—Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Côté, il est

Résolu: Que le salaire de M. G. D. Casavant, qui a travaillé temporairement à aider le Secrétaire du Maire, soit payé à raison de \$18 par semaine, soit deux semaines \$36; ce montant devant être imputé sur le crédit de \$15,000 voté pour traitement de nouveaux secrétaires et autres fonctionnaires.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: Que Mademoiselle Ernestine Lespérance, sténographe-dactylographe du Département de l'Ingénieur en Chef, soit transférée au Bureau de Son Honneur le Maire dans la même qualité.

19.—M. le Commissaire Hébert soumet un projet de motion, à l'effet de forcer les propriétaires intéressés dans l'expropriation du Boulevard Saint-Joseph, à déclarer sous serment qu'ils n'ont eu à payer aucune somme d'argent sur les indemnités qu'ils doivent toucher ou qu'ils n'ont promis à qui que ce soit de verser une commission sur le montant des dites indemnités.

Et une débat s'engageant,

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: De référer ledit projet de résolution au Département en Loi pour rapport.

20.—(19579) Soumis un rapport du Président du Bureau des Estimateurs, recommandant que MM. Thomas A. Veary et W. J. Gravel soient nommés pour agir comme commissaires dans l'expropriation de la rue de Salaberry, quartier Bordeaux, sous la présidence de Son Honneur le Recorder Amédée Geoffrion.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire Ainey, il est

Résolu: D'approuver ledit rapport.

21.—Attendu que l'exiguïté de la salle actuelle des délibérations du Bureau des Commissaires est telle que le séjour en est devenu insupportable, par suite de l'affluence toujours croissante du public, et que, de ce chef, l'hygiène publique, dont il importe de s'occuper est, plus que jamais, sérieusement menacée;

Attendu qu'en admettant à toutes les délibérations du Bureau, les représentants de la presse, il n'est nullement intervenu dans la publicité des discussions, il est

Proposé par M. le Commissaire Hébert, appuyé par M. le Commissaire Ainey,

Que dorénavant, seuls les membres représentants de journaux, les échevins et personnes convoquées par le Bureau des Commissaires et autres ayant quelque affaire à transiger avec le Bureau, soient admis aux séances du Bureau des Commissaires;

Que dorénavant, les délégations, avant de se présenter devant le Bureau, en fassent par écrit la demande et se pré-

Resolved: That Mr. A. Armstrong be requested to prepare a detached report anent the St. Helen's Island ferry service, showing the kind and the dimension of the ferry boats needed as well as the terminus required, and giving an estimate of the cost of such boats and of the ferry service, the whole for the price of \$1,200 as mentioned in Mr. Armstrong's offer, dated the 25th March 1914.

17.—(19182) Submitted reports from the Superintendent of Parks and the Superintendent of Mount Royal Park, asking that the following appropriations be voted for playgrounds, viz.:

Fletcher's Field Playground, supplementary appropriation	\$1,300
Appropriations as per details mentioned in the report of the Superintendent of Parks	26,100
Supplementary appropriation	2,000
Forming a total of	\$29,400

On motion of Commissioner Ainey, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the said sum of \$29,400 be voted for the above purposes.

18.—On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Côté, it was

Resolved: That the salary of Mr. G. D. Casavant, who has worked temporarily as assistant to the Mayor's Secretary, be paid at the rate of \$18.00 per week, i.e.: two weeks, \$36.00; the said amount to be charged against the appropriation of \$15,000 voted for the payment of salaries to the new secretaries and other employees.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That Miss Ernestine Lespérance, stenographer and typewriter in the Chief Engineer's Department, be transferred to His Worship the Mayor, to act as such.

19.—Commissioner Hébert submitted a draft of a motion to compel proprietors interested in the expropriation of St. Joseph Boulevard to state under oath that they had nothing to pay on the indemnities which they will draw, and that they did not promise any commission to any one on the amount of the said indemnities.

And a debate arising,

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That the said draft of resolution be referred to the Law Department for a report.

20.—(19579) Submitted a report from the Chairman of the Board of Assessors, recommending that Messrs. Thos. A. Veary and W. J. Gravel be appointed commissioners in re expropriation of de Salaberry street, Bordeaux Ward, under the chairmanship of His Honor Recorder Amédée Geoffrion.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That said report be approved.

21.—Whereas the room in which the Board of Commissioners now hold their meetings is quite too small in view of the ever increasing number of persons attending the same, on that account, public hygiene, to which more attention should be given than ever, is seriously threatened;

Whereas by admitting to all the meetings of this Board the press representatives, the Board never impeded the publicity of the discussions,

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner Ainey, it was

Resolved: That, hereafter, only the press representatives, the aldermen and the persons summoned by the Board of Commissioners, and those having business with the Board, be admitted to the meetings of the Board of Commissioners. That, hereafter, the delegations, before appearing before the Board, apply in writing for an inter-

sentent sur convocation seulement, et que ces délégations limitent le nombre de leurs membres à dix.

Et un débat s'engageant, la proposition est mise aux voix, et le vote se partage comme suit :

Pour: MM. les Commissaires Hébert et Ainey.

Contre: M. le Commissaire McDonald.

La proposition est déclarée acceptée, et il est

Résolu: En conséquence.

22.—(19470) Soumis un rapport du Trésorier de la Cité, recommandant le vote d'un crédit de \$4,000 pour l'engagement d'un certain nombre d'employés surnuméraires pour la confection des rôles de cotisations.

Sur proposition de M. le Commissaire Hébert, appuyée par M. le Commissaire McDonald, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de voter, pour les fins ci-dessus, ladite somme de \$4,000.

23.—Soumis un rapport de l'Ingénieur en Chef, transmettant un estimé du coût de la construction d'un égout dans la rue Bordeaux, de la rue Gilford à 300 pieds vers le sud, au montant de \$2,500, entièrement payable par les propriétaires.

Sur proposition de M. le Commissaire McDonald, appuyée par M. le Commissaire Hébert, il est

Résolu: De faire rapport au Conseil, recommandant de voter ladite somme de \$2,500 pour la construction de cet égout.

Ajournement.

L. N. SENEAL,
Secrétaire.

view and be admitted only on being convened, and that said delegation limit the number of their members to ten.

And a debate arising, the motion was put and the vote stood as follows:

Yeas: Commissioners Hébert and Ainey.

Nay: Commissioner McDonald.

The motion was declared carried and it was

Resolved: Accordingly.

22.—(19470) Submitted a report from the City Treasurer, recommending that a sum of \$4,000 be voted to pay the services of the supernumerary employees who will be engaged for the preparation of the assessment rolls.

On motion of Commissioner Hébert, seconded by Commissioner McDonald, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the said sum of \$4,000 be voted for the above purpose.

23.—Submitted a report from the Chief Engineer, transmitting an estimate of the cost of constructing a sewer in Bordeaux street, from Gilford street to 300 feet southwards, said estimate amounting to \$2,500, payable entirely by the proprietors.

On motion of Commissioner McDonald, seconded by Commissioner Hébert, it was

Resolved: That a report be made to Council, recommending that the said sum of \$2,500 be voted for the construction of the said sewer.

Adjourned.

L. N. SENEAL,
Secretary.

CONSEIL MUNICIPAL

Compte rendu de l'assemblée mensuelle d u 11 mai 1914.

Son Honneur le Maire, M. M. Martin.

Sont présents: MM. les échevins L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Houlé, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne et MM. les Commissaires Ainey, Côté, Hébert et McDonald.

Le procès-verbal de la dernière assemblée est lu et approuvé.

En l'absence de Son Honneur le Maire, M. l'échevin Létourneau, Maire-Suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.

REQUETES.

1.—Rapports du Département en Loi: (1) homologation des lignes du chemin de la Côte St-Luc; (2) homologation des lignes de la 11ème Avenue, Côte Ouest, depuis le Boulevard Rosemont jusqu'aux usines Angus; (3) homologation des lignes pour l'élargissement de la rue Dickson, depuis la rue Souigny jusqu'aux limites de la Cité.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que lesdits rapports soient reçus et que copies en soient transmises à l'Inspecteur de la Cité.

2.—De l'Association des Tailleurs de Pierre, re pierre dont on se sert pour l'exécution des travaux publics.

3.—De l'Association du Bien-Etre de la Jeunesse, recommandant la nomination de M. J. E. Bernier comme Surintendant des terrains de jeux.

4.—Du Comité des Sans-Travail, faisant certaines suggestions aux autorités civiles.

5.—De M. Arthur Bourbonnais, demandant la permission de construire une annexe à un certain édifice.

6.—Avis de la Compagnie du Pacifique à la Cité de Montréal, au sujet de la fermeture de certaines rues dans le quartier Saint-Jacques.

Renvoyées au Bureau des Commissaires.

7.—De Mademoiselle Quintal, demandant qu'un arrêt de tramway soit établi à l'angle des rues Nicolet et Ontario.

Renvoyée à M. l'éch. Chartrand qui représente le quartier Hochelaga.

8.—De la Commission des Chemins de Fer, remerciant le Conseil de lui avoir mis la Salle du Conseil à sa disposition.

Déposée aux archives.

9.—De contribuables, demandant qu'un arrêt de tramway soit établi à l'angle des rues Mont-Royal et Berri.

Sur proposition de M. l'éch. HOULE, appuyée par M. l'éch. ST-PIERRE, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité soit prié de communiquer avec la Compagnie des Tramways à l'effet d'obtenir de ladite Compagnie qu'elle établisse un arrêt de tramway sur l'avenue Mont-Royal, au coin de la rue Berri.

10.—Communication de Son Honneur le Maire, soumettant un opinion de l'Avocat en Chef et de l'Avocat-Consultant, au sujet de la légalité des Commissions Spéciales nommées par le Conseil.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. L. A. LAPOINTE, il est

Résolu: Que lesdits documents soient renvoyés à la Commission de Législation pour examen et rapport et qu'ils soient publiés dans le prochain numéro du "Bulletin Municipal".

CITY COUNCIL

Report of monthly meeting held on the 11th May 1914.

His Worship the Mayor, Mr. M. Martin, in the chair.

Present: Aldermen L. A. Lapointe, N. Lapointe, Ward, O'Connell, Létourneau, Boyd, Bastien, Mayrand, Turcot, Macdonald, Giroux, Blumenthal, Larivière, Houlé, Ménard, Rubenstein, Vandelac, Weldon, Loranger, Hushion, Dubeau, Therrien, Denis, Chartrand, St-Pierre, Elie, Rochon, Barbeau, Dubois, Pauzé, Lavergne, and Messrs. Ainey, Côté, Hébert and McDonald, Commissioners.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

In the absence of His Worship the Mayor, Ald. Létourneau, Acting Mayor, took the chair.

PETITIONS.

1.—Reports from Law Department anent (1) homologation of lines of Côte St. Luke Road; (2) homologation of lines of 11th Avenue, west side, from Boulevard Rosemont to the Angus shops; (3) homologation of lines for the widening of Dickson street, from Souigny to the City Limits.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said reports be received and that copies thereof be transmitted to the City Surveyor.

2.—From Journeymen Stonecutters' Association, re stone used on public works.

3.—From "Association du Bien-Etre de la Jeunesse", recommending that Mr. J. E. Bernier be appointed Superintendent of Playgrounds.

4.—From Committee of unemployed, making certain suggestions to the City authorities.

5.—From Mr. Arthur Bourbonnais, for permission to construct an addition to a certain building.

6.—Notification by the C. P. R. to the City of Montreal re closing of certain streets in St. James Ward. Referred to the Board of Commissioners.

7.—From Miss Quintal, asking that a tramway stop be established corner of Nicolet and Ontario streets.

Referred to Ald. Chartrand who represents Hochelaga Ward.

8.—From Board of Railway Commissioners, thanking Council for having granted use of Council Chamber.

Filed of record.

9.—From ratepayers, asking that a tramway stop be established at the corner of Mount Royal and Berri streets.

On motion of Ald. HOULE, seconded by Ald. ST-PIERRE, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to communicate with the Montreal Tramways Co. in order to obtain from said Company that a car stop be established on Mount Royal avenue, corner of Berri street.

10.—Communication from His Worship the Mayor, submitting opinion from Chief City Attorney and Consulting Attorney, anent legality of appointment of Special Committees by Council.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. L. A. LAPOINTE, it was

Resolved: That said documents be referred to the Legislation Committee for examination and report, and that the same be published in the next issue of the "Municipal Bulletin".

Montréal, le 6 mai 1914.

M. C. Laurendeau, C. R.,
Avocat en Chef de la Cité,
Hôtel-de-Ville,
Montréal.

Cher Monsieur,

J'ai pris connaissance de la lettre que Son Honneur le Maire vous a adressée le 29 avril 1914, et aussi les résolutions du Conseil dont il est fait mention dans ladite lettre du 22 avril avril, nommant certaines commissions spéciales, et du 27 avril, renvoyant ces questions à certaines de cesdites commissions.

Les questions soumises, d'après la lettre de Son Honneur sont à l'effet de savoir si le Conseil en nommant ces commissions a agi légalement et si lesdites commissions ont le pouvoir de siéger et de se conformer aux directions que le Conseil leur demande.

La Charte de la Cité de Montréal telle qu'elle existe actuellement, prescrit que la Cité sera gouvernée par un Conseil composé du Maire et d'un Echevin pour chaque quartier, et que les affaires de la Ville seront administrées par un Bureau de Commissaires composé du Maire et de quatre Commissaires élus par le peuple de la Ville entière.

Avant l'année 1910 (1 Georges V, chap. 58) la Charte de la Cité (sec. 40 telle qu'amendée) obligeait le Conseil de Ville de nommer autant de commissions permanentes qu'il croyait nécessaires pour la surveillance et l'administration de plusieurs départements municipaux pour lesquels des commissions avaient été nommées. Il était aussi du devoir de chaque commission de prendre connaissance de toutes matières qui lui avaient été spécialement soumises par le Conseil, et de faire rapport, en vertu du même article de la Charte pourvoyant à la nomination des Commissions permanentes, le Conseil obtint la permission de nommer en tous temps des commissions spéciales pour s'enquérir de tous faits et matières que le Conseil jugerait à propos de leur soumettre et ces commissions devaient s'enquérir de tous ces faits et matières et faire rapport au Conseil.

Par la Loi 1 Georges V, chap. 48, la Législature a abrogé la clause pourvoyant à la nomination de ces différentes commissions et statua de nouveau et ne maintint en vigueur que partie de cette clause permettant la nomination de commissions spéciales pour tenir des enquêtes et de faire rapport.

La Législature ajouta, cependant, une clause à l'effet que les attributions de telles commissions ne devaient pas venir en conflit avec les pouvoirs conférés au Bureau des Commissaires.

Je suis d'opinion que le pouvoir du Conseil de nommer des commissions spéciales ne va pas plus loin aujourd'hui que lorsqu'il avait le droit de nommer des commissions permanentes et que la vraie interprétation à donner à l'article 40 de la Charte, tel qu'édicte par 1 Georges V, 1910, est que le Conseil a le pouvoir de nommer de temps à autre des commissions spéciales pour s'enquérir de toutes matières que le Conseil leur soumettra et faire rapport et, qu'après avoir fait rapport, les pouvoirs de la Commission cessent d'exister et qu'elle est de facto dissoute.

Les pouvoirs législatifs conférés au Conseil par la Charte sont censés être possédés par tout le Conseil, composé d'un représentant de chaque quartier, et ces pouvoirs ne peuvent être délégués, même en partie, par le Conseil, à certains de ses membres, sauf en tant que la loi le permet.

Tous les pouvoirs du Conseil lui sont délégués par la Législature et c'est un principe de droit bien connu qu'un pouvoir délégué ne peut pas être délégué de nouveau, et qu'un pouvoir doit être strictement interprété. (Delegata potestas non potest delegari. Potestas stricte interpretatur.)

S'il y avait quelque doute, il devrait être interprété comme étant contre l'octroi d'un pouvoir.

Pour ces raisons, je suis d'opinion que le Conseil ne peut pas légalement nommer des commissions permanentes, même pour tenir des enquêtes, mais que si le Conseil désire nommer une commission pour s'enquérir de questions dans les limites de ses propres attributions, ces questions doivent être renvoyées chaque fois à une commission spéciale nommée à cette fin.

Montreal, May the 6th, 1914.

C. Laurendeau, Esq., K.C.,
Chief City Attorney,
City Hall,
City.

Dear Sir,

I have taken communication of the letter of His Worship the Mayor addressed to you on the 29th April 1914, and also of the resolutions of the Council referred to in the said letter of the 22nd April, appointing certain special committees, and of the 27th April referring questions to certain of said committees.

The questions submitted by His Worship's letter are whether the Council in naming these committees has acted legally and if the said committees have the right to sit and to comply with the directions given to them by the Council.

The Charter of the City of Montreal as it exists at present, provides that the City shall be governed by a Council composed of the Mayor and of one alderman for each ward, and that the affairs of the City shall be administered by a Board of Commissioners composed of the Mayor and of four Commissioners elected by the people of the City at large.

Prior to the year 1910 (1 George V, chap. 48), the Charter of the City (Sec. 40 as amended) made it obligatory on the Council of the City to appoint as many permanent committees as it might deem necessary for the supervision of the administration of the several civic departments for which such committees were respectively named. It was also the duty of such committees to take cognizance of and report to the Council on all matters specially submitted to them by the Council. By the same article of the Charter which provided for the appointment of these permanent committees, the Council was given permission at any time to appoint special committees to enquire into all such facts and matters as the Council might deem expedient to submit to them and such committees were obliged to enquire into such facts and matters and report thereon to the Council.

By the Act 1 George V, chap. 48, the Legislature repealed the clause providing for the appointment of these different committees and re-enacted only that part of it which allowed the appointment of special committees at any time for enquiry and report. The Legislature added, however, an addition providing that the attributions of such special committees should not conflict with the powers conferred upon the Board of Commissioners.

I am of opinion that the power of the Council to appoint special committees is no greater now than it was when it had the power to appoint standing or permanent committees, and that the true interpretation of Article 40 of the Charter as enacted by 1 George V, 1910, is that the Council has the right from time to time to appoint special committees for purposes of enquiry only upon such matters as the Council may refer to such committees and to report thereon, and that having done so, the powers of the committee are exhausted and it is de facto dissolved.

The powers of legislation conferred upon the Council by the Charter are presumed to be vested in the whole Council consisting of one representative from each ward, and these powers cannot be delegated, even in part, by the Council to certain of its members, except in so far as the law may allow of such delegation. The entire powers of the Council are delegated to it by the Legislature and it is a well-known principle of law that a delegated power cannot be delegated and that a power is to be strictly interpreted. (Delegata potestas non potest delegari. Potestas stricte interpretatur.) If there were doubt, it would be construed as against the conferring of a power.

For these considerations, I am of the opinion that the Council cannot legally appoint permanent or standing committees even for purposes of enquiry, but that such subjects as the Council may, within the scope of its own attributions, wish to appoint a committee to enquire into, must be referred each time to a special committee appointed for that purpose.

Cette interprétation de l'article en question est justifiée par le fait que la Législature par cette même Loi (1 Georges V, chap. 48) autorise le Conseil à nommer une Commission devant être désignée sous le nom de Commission de Législation, dont les attributions sont définies et qui devra se composer du Maire et de sept membres du Conseil.

Si la section 40 de la même Loi, autorisant la nomination de commissions spéciales devait s'interpréter comme autorisant la nomination de commissions permanentes, il n'aurait pas été nécessaire pour la Législature d'autoriser la nomination d'une Commission de Législation permanente.

Il s'ensuit que les résolutions du 27 avril renvoyant certaines questions à des commissions seraient illégales parce que ces commissions n'ont pas d'existence légale.

Il reste, cependant, à considérer la question posée dans la lettre du Maire, à savoir, si, les questions référées à différentes commissions le 27 avril pourraient être soumises à une commission spécialement nommée à cette fin. Comme je l'ai déjà déclaré, les fonctions du Conseil sont restreintes au gouvernement de la Ville. La Ville est gouvernée par la promulgation de règlements que le Conseil de Ville a le pouvoir, d'après sa Charte, d'édictier, dans certaines limites.

Le Bureau des Commissaires est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour l'administration des affaires de la Ville, mais il est, cependant, obligé de faire au Conseil un rapport de sa gestion, chaque année et, en outre, aussi souvent que ce dernier l'exige.

Ni l'un ni l'autre de ces corps ne peut, dans mon opinion, s'immiscer dans les attributions et fonctions de l'autre.

Je ne vois pas d'objection en loi à ce que le Conseil renvoie à une Commission Spéciale, pour enquête et rapport, tout fait ou matière quelconque si cela peut aider le Conseil dans l'accomplissement de ses fonctions législatives, mais le Conseil ne peut, naturellement, conférer à une Commission le pouvoir de faire des enquêtes pour d'autres fins, puisqu'il n'a pas lui-même ce pouvoir, et le Conseil ou aucune de ses commissions ne peuvent s'immiscer dans l'administration des affaires de la Ville, vu que cette administration est du domaine exclusif du Bureau des Commissaires.

Le Conseil peut demander, en tout temps, aux Commissaires de faire rapport, et peut faire des recommandations aux Commissaires au sujet de l'administration de la Ville, mais il ne peut pas s'immiscer dans cette administration autrement qu'en rejetant ou en amendant les rapports des Commissaires.

Si nous appliquons ces règles à un examen des questions soumises à l'assemblée du 27 avril, je suis d'avis que la nomination d'une commission pour savoir: "s'il ne serait pas nécessaire de nommer des experts compétents pour aider le Contrôleur de la Cité à réviser la comptabilité et le travail d'écriture dans les différents services de la Ville, afin que les différents départements coopèrent plus efficacement, et afin que les livres soient régulièrement apurés et que toutes les sauvegardes voulues soient établies et que des méthodes d'administration plus effectives et plus économiques soient adoptées, ladite Commission devant faire au Conseil les suggestions et recommandations qu'elle croira opportunes sur ces différentes questions", est, je crois, en dehors de la juridiction du Conseil et de ses commissions et constitue un empiètement sur les pouvoirs des Commissaires.

Je suis de la même opinion en ce qui concerne la nomination d'une commission pour étudier la question de l'établissement d'un service de transport gratuit entre la Ville et l'île Sainte-Hélène, et aussi quant à la nomination d'une commission pour étudier les moyens à prendre en vue d'améliorer le service de l'enlèvement des vidanges et du nettoyage des rues et ruelles.

Relativement à la nomination d'une commission pour étudier la question de l'établissement d'une ou de plusieurs bibliothèques dans la Cité de Montréal, je crois que c'est là une chose qui exige l'autorité législative du Conseil et qu'il serait parfaitement légal et régulier pour le Conseil de renvoyer cette question à une Commission Spéciale nommée à cette fin.

Je vois par la résolution du 22 d'avril qu'une commission de réception a été aussi nommée par le Conseil, parmi ses membres. Une commission de ce genre a déjà existé depuis plusieurs années. Comme cette soi-disant commission n'a aucune fonction législative ou administrative, mais qu'elle s'occupe seulement de questions sociales, je ne considère pas que ce soit une commission ayant un caractère légal. Les réceptions ne font pas nécessairement partie de la légis-

This interpretation of the article in question is borne out by the fact that the Legislature by this same Act (1 George V, chap. 48) authorizes the Council to appoint a committee to be known as the Legislation Committee, whose duties are defined and which shall be composed of the Mayor and seven members of the Council. If Section 40 of the same Act authorizing the appointment of special committees were to be interpreted as authorizing the appointment of permanent committees, it would have been unnecessary for the Legislature to have specially authorized the appointment of a permanent Legislation Committee.

It follows that the resolutions of the 27th of April referring certain questions to these committees would be illegal as the committees had not any legal existence.

There remains, however, to be considered the question embodied in the Mayor's letter as to whether the subject matters of the references made on the 27th of April are such as the Council might refer to a committee specially named for that purpose. As already stated, the functions of the Council are confined to governing the City. Government of a municipality is given effect to by means of by-laws which the City Council is empowered by the Charter to enact within certain limits. All powers of administration of the City's affairs are vested with the Board of Commissioners, who, however, are obliged to make a yearly report of their administration to the Council and to report at other times as often as the Council may require it. Neither body can, in my opinion, interfere with the attributions and functions of the other.

I can see no objection in law to any fact or matter being referred by the Council to a special committee for enquiry and report, if the subject so under enquiry might aid the Council in performing its legislative functions, but the Council cannot, of course, confer upon a committee any power to make such enquiries which it has not itself got, nor can the Council or any committee thereof interfere with the administration of the City's affairs in so far as these are vested exclusively in the Board of Commissioners. The Council may demand reports at any time from the Commissioners and may make recommendations to the Commissioners with regard to the administration of the City, but cannot interfere with such administration otherwise than by the rejection or amendment of the Commissioners' reports.

If we apply these rules to an examination of the questions submitted by the meeting of the 27th of April, I am of opinion that the reference "to consider whether it would not be necessary to appoint competent experts to aid the City Comptroller in revising the book-keeping system in the different civic departments, in order that the said departments may more efficiently co-operate together and that the books may be regularly audited, and also in order that all the required safeguards may be established and that more effective and more economical methods of administration may be adopted, the said committee to make to the Council such suggestions and recommendations as they may deem advisable on these different questions", would, I think, be beyond the power of the Council or of any committee thereof as encroaching upon the powers of the Commissioners.

I am of the same opinion with respect to the reference regarding a free ferry service between the City and the Island, and also with regard to the reference to consider the means to be taken in order to improve the scavenging service and the street and lane cleaning.

With regard to the reference to consider the question of the establishment of one or more libraries in the City of Montreal, I think that this is a matter which requires the legislative authority of the Council and that it would be perfectly legal and proper for the Council to refer such a question to a special committee appointed for that purpose.

I notice by the resolution of the 22nd of April that a Reception Committee was also appointed by the Council from amongst its members, a similar committee having been in existence for a number of years. As this so-called committee has neither legislative nor administrative functions, but is purely concerned with social matters, I do not consider that it is a committee which has any legal status. Receptions are not a necessary part of the le-

lation ou de l'administration d'une ville, mais ont un caractère purement social.

Le Maire, tout d'abord, et tous les Echevins et Commissaires auraient également droit de représenter les citoyens dans les occasions où il s'agit d'organiser des réceptions ou d'exercer des fonctions sociales.

Je crois qu'ils pourraient nommer certains de leurs collègues pour surveiller les préparatifs et représenter la Ville sans violation d'aucune clause de la Charte.

Le terme "Commission" tel qu'appliqué à un pareil corps serait employé dans le sens général et non dans le sens qu'on l'emploie dans la Charte.

Bien à vous,

A. W. ATWATER,
Avocat-consultant.

* * *

DEPARTEMENT EN LOI

Montréal, 8 mai 1914.

A Son Honneur le Maire
de la Cité de Montréal,
Hôtel-de-Ville.

Monsieur,

Par votre lettre du 29 avril dernier vous nous demandez si la nomination des Commissions faite par le Conseil le 22 avril dernier est légale, et si ces Commissions ont le droit de siéger et de se conformer aux directions qui leur ont été données par le Conseil.

Par sa résolution du 22 avril, le Conseil a nommé une Commission de Législation, une Commission pour faire observer le Règlement No 210, concernant la Compagnie des Tramways, une Commission pour l'achat du système de la Montreal Water and Power Company, une Commission pour les traverses à niveau, une Commission pour une bibliothèque publique, une Commission pour expositions industrielles, sans donner à ces Commissions de direction spéciale.

Le Conseil a en outre, par la même résolution, nommé une Commission Spéciale pour les affaires publiques, une Commission Spéciale des Finances, une Commission Spéciale pour la Sûreté Publique, une Commission Spéciale pour les Travaux Publics et une Commission Spéciale pour les Parcs et Bâtisses, avec pouvoir de s'enquérir sur tous faits, matières et questions concernant les différents départements municipaux, afin de faire au Bureau des Commissaires des suggestions ou recommandations pour la bonne administration de ces départements, et de la Cité généralement.

Par la même résolution, le Conseil a aussi nommé un Comité de Réception.

Le 27 avril le Conseil a, par quatre résolutions différentes, fait les références suivantes:

"Résolu: Que la Commission Spéciale intitulée "Commission de la Bibliothèque Publique" qui a été nommée à la séance du Conseil tenue le 22 avril 1914, soit chargée d'étudier la question de l'établissement d'une ou de plusieurs bibliothèques dans la Cité de Montréal. Ladite Commission devant faire au Conseil des suggestions et recommandations qu'elle croira opportunes sur cette question afin que ces suggestions et recommandations soient soumises au Bureau des Commissaires."

"Résolu: Que la Commission Spéciale intitulée "Commission de la Sûreté Publique", qui a été nommée à la séance du Conseil qui a été tenue le 22 avril soit chargée d'étudier les moyens à prendre pour améliorer le système d'enlèvement des vidanges et le nettoyage des ruelles dans la Cité de Montréal. Ladite Commission devant faire au Conseil les suggestions et recommandations qu'elle croira opportune sur cette question afin que ces suggestions et recommandations soient soumises au Bureau des Commissaires."

gislation or administration of the City, but partake of a social character. The Mayor primarily, and all the aldermen and controllers would be equally entitled to represent the citizens on such occasions as might arise for social receptions or functions. I think they might name certain of their members to superintend arrangements and represent the others without violation of any provision of the Charter. The term "committee" as applied to such a body, would be used in its colloquial sense and not in the sense in which it is used in the Charter.

Yours very truly,

A. W. ATWATER,
Consulting Attorney.

* * *

LAW DEPARTMENT.

Montreal, May the 8th, 1914.

To His Worship the Mayor
of the City of Montreal,
City Hall.

Sir,

By your letter dated the 29th April ult., you ask us whether the appointment of committees made by the Council on the 22nd April last, is legal, and whether said committees have the right to sit and comply with the directions which have been given to them by the Council.

By its resolution dated the 22nd April, the Council appointed a Legislation Committee, a Committee re Enforcement of By-law No. 210 concerning the Montreal Tramways Company, a Committee re Purchase of the plant of the Montreal Water & Power Company, a Committee re Level Crossings, a Committee re Public Library, a Committee re Industrial Exhibition, without giving said committees any special direction.

Furthermore, the Council, by the same resolution, appointed a Special Committee re Public Affairs, a Special Committee known as the Finance Committee, a Special Committee known as the Public Safety Committee, a Special Public Works Committee and a Special Parks and Buildings Committee, with the power to enquire into all facts, matters and questions connected with the different municipal departments, in order to make to the Board of Commissioners suggestions and recommendations for the good administration of these departments and of the City generally.

By the same resolution, the Council also appointed a Committee on Receptions.

On the 27th April, the Council, by four different resolutions, made the following references:

"Resolved: That the Special Committee known as the "Public Library Committee", which was appointed at the meeting of the Council held on the 22nd April 1914, be requested to consider the question of the establishment of one or more libraries in the City of Montreal, the said Committee to make to the Council such suggestions and recommendations as they may deem advisable on this question, in order that said suggestions and recommendations may be submitted to the Board of Commissioners."

"Resolved: That the Special Committee known as the "Public Safety Committee", which was appointed at the meeting of the Council held on the 22nd April instant, be requested to consider the means to be taken in order to improve the scavenging service and the street and lane cleaning system in the City of Montreal, the said Committee to make to the Council such suggestions and recommendations as they may deem advisable on this question, in order that said suggestions and recommendations may be submitted to the Board of Commissioners."

"Résolu: Que la Commission Spéciale intitulée "Commission Spéciale des Parcs et Edifices", qui a été nommée à la séance du Conseil, tenue le 22 avril 1914, soit chargée de s'enquérir immédiatement sur les moyens à prendre pour établir durant la prochaine saison d'été un service de transport gratuit à l'île Sainte-Hélène, et d'étudier en même temps la question des améliorations qui devraient être exécutées dans ladite île pour en faire un parc d'amusements convenable. Que ladite Commission soit aussi chargée d'étudier les mesures à prendre pour faciliter au peuple de Montréal l'accès au Parc Mont-Royal, et pour établir des terrains de jeux dans la Cité.

La dite Commission devant faire au Conseil les suggestions et recommandations qu'elle croira opportunes sur les différentes questions qui lui sont soumises, afin que ces suggestions et recommandations soient soumises au Bureau des Commissaires."

"Résolu: Que la Commission Spéciale intitulée "Commission des Finances", qui a été nommée à la séance du Conseil tenue le 2 avril 1914, soit chargée d'étudier s'il ne serait pas nécessaire de renommer des experts compétents pour aider le Contrôleur de la Cité à reviser la comptabilité et le travail d'écriture dans les différents services de la Ville afin que les différents départements coopèrent plus efficacement, et afin que les livres soient régulièrement apurés et que toutes les sauvegardes voulues soient établies et que des méthodes d'administration plus effectives et plus économiques soient adoptées. Ladite Commission devant faire au Conseil les suggestions et recommandations qu'elle croira opportunes sur ces différentes questions afin que ces suggestions et recommandations soient soumises au Bureau des Commissaires.

Les seuls articles de la charte concernant la nomination de commissions sont les deux suivants:

40.—"Le Conseil peut en tout temps nommer des commissions spéciales pour s'enquérir de tous faits, matières et questions qu'il juge à propos de leur soumettre, et ces commissions doivent s'enquérir de ces faits, matières et questions et faire rapport, pourvu que les attributions de telles commissions ne viennent pas en conflit avec les pouvoirs conférés au bureau des Commissaires."

564d.—"Le Conseil peut nommer une commission dite de Législation, composée du Maire et de sept membres du Conseil.

Il est du devoir de cette commission de prendre connaissance de tous les projets comportant une question contentieuse, d'examiner tous les amendements proposés à la charte, et tous les projets de loi affectant les intérêts de la Cité, d'étudier les projets de règlements à faire et les amendements qui sont demandés aux règlements en vigueur, et d'étudier et faire rapport sur toutes les questions que le Conseil peut lui déférer et qui ne sont pas du ressort du Bureau des Commissaires.

L'échevin présidant à cette commission aura droit à une indemnité supplémentaire de mille piastres par année."

Ces deux articles ont été insérés dans la Charte par la même loi. (1 Geoges V, ch. 48, sec. 22 et 46, sanctionnée le 4 juin 1910.)

C'est sur ces articles que le Conseil s'est basé pour nommer des commissions.

Pour bien comprendre l'étendue et la nature des pouvoirs du Conseil sur la question qui nous est soumise, il est nécessaire de connaître l'organisation du système administratif de la Cité et les transformations qu'il a subies.

Par la loi 62 Vict., ch. 58, article 21 (1899), la Cité était gouvernée et ses affaires étaient administrées par un Conseil composé du Maire et de deux échevins par quartier.

L'article 40 de la Charte se lisait alors comme suit:

"40.—Le Conseil doit nommer à la première séance annuelle de février de chaque année, parmi ses membres, autant de commissions qu'il juge nécessaires pour la surveillance de l'administration des différents départements municipaux pour lesquels ces commissions sont nommées respectivement.

"Resolved: That the Special Committee known as the "Special Parks and Buildings Committee", which was appointed at the meeting of Council held on the 22nd April 1914, be requested to immediately inquire into the means to be taken in order that a free ferry service between the City and St. Helen's Island may be established during the coming season, and to consider at the same time the question of the improvements which should be effected on said island in order to make it a suitable park of amusements;

That the said Committee be also requested to consider the measures to be taken in order to give the citizens an easier access to Mount Royal Park and to establish playgrounds in the City.

The said Committee to make to the Council such suggestions and recommendations as they may deem advisable on the different questions submitted to them, in order that said suggestions and recommendations may be submitted to the Board of Commissioners."

"Resolved: That the Special Committee known as the "Finance Committee", which was appointed at the meeting of Council held on the 22nd April 1914, be requested to consider whether it would not be necessary to appoint competent experts to aid the City Comptroller in revising the book-keeping system in the different civic departments, in order that the said departments may more efficiently cooperate together and that the books may be regularly audited and also in order that all the required safeguards may be established and that more effective and more economical methods of administration may be adopted, the said Committee to make to the Council such suggestions and recommendations as they may deem advisable on these different questions, in order that said suggestions and recommendations may be submitted to the Board of Commissioners."

The only articles of the Charter concerning the appointment of committees are the two following:

"40. The Council may, at any time, appoint special committees to inquire into any facts, matters or questions which it may deem advisable to submit to them, and such committees shall inquire into such facts, matters or questions and report thereon, provided that the attributions of such committees do not conflict with the powers conferred upon the Board of Commissioners under this act."

"564d. The Council may appoint a committee, to be known as the "Legislation Committee", composed of the Mayor and seven members of the Council.

It shall be the duty of such committee to take cognizance of all matters of a litigious character, to examine all proposed amendments to the City Charter, and all bills affecting the interests of the City, to consider the drafts of by-laws to be made and the amendments sought for to the by-laws in force, and to consider and report on all questions which the Council may refer to said committee and which are not within the province of the Board of Commissioners.

The alderman who is chairman of this committee shall be entitled to a further indemnity of one thousand dollars per annum."

These two articles were inserted in the Charter by the same act. (1 Geo. V, ch. 48, sec. 22 and 46, assented to 4th June 1910.)

It was on said articles which the Council based itself to appoint committees.

In order to fully understand the extent and the nature of the powers of the Council, it is necessary to know the organization of the administrative system of the City and the transformations it has undergone.

By the act 62 Vict., ch. 58, article 21 (1889), the City was governed and its affairs were administered by a Council composed of the Mayor and of two aldermen for each ward.

Article 40 of the Charter then read as follows:

"40. The Council shall appoint at its first meeting of February of each year, from its members, as many committees as it may deem necessary for the supervision of the administration of the several civic departments for which they are respectively named.

Ces commissions prennent aussi connaissance et font rapport au Conseil de toutes matières qui leur sont soumises spécialement par le Conseil."

Le Conseil devait en outre nommer une Commission des Finances dont les fonctions étaient définies par la loi. (art. 41 et 42 de la même loi.)

En 1903, par la loi 3 Ed. VII, ch. 62, art. 5, l'article 40 ci-dessus cité a été remplacé par le suivant:

"40.—Le Conseil doit nommer, à la première séance mensuelle de février de chaque année, parmi ses membres, autant de commissions *permanentes* qu'il juge nécessaires pour la surveillance de l'administration des différents départements municipaux pour lesquels ces commissions sont nommées respectivement.

"Ces commissions prennent aussi connaissance et font rapport au Conseil de toutes matières qui leur sont soumises spécialement par le Conseil..."

"Le Conseil peut aussi en tout temps nommer des commissions *spéciales* pour s'enquérir de tous faits et matières qu'il juge à propos de leur soumettre, et ces commissions doivent s'enquérir de ces faits et matières, et faire rapport."

Il y avait donc alors des commissions permanentes que le Conseil devait nommer à une date fixe, et auxquelles certains pouvoirs administratifs étaient attribués et il pouvait être nommé, en aucun temps, des commissions spéciales mais seulement pour s'enquérir de faits et matières que le Conseil pouvait leur soumettre.

Par la loi créant le Bureau des Commissaires (9 Ed. VII, ch. 82) l'article 21 de la charte qui confiait au Conseil le gouvernement et l'administration des affaires de la Cité a été abrogé et remplacé par les deux articles suivants:

21.—"La Cité de Montréal est gouvernée par un Conseil composé du Maire et d'un Echevin par quartier."

21a.—"Les affaires de la Cité sont administrées par un Bureau de Commissaires composé du Maire et de quatre Commissaires élus par le peuple."

L'exercice de certains pouvoirs que la Cité possède exige le concours des deux corps, mais en principe exprimé en termes formels dans la loi, les pouvoirs législatifs appartiennent au Conseil et les pouvoirs administratifs appartiennent au Bureau des Commissaires.

Vu ce changement radical dans la loi, il est devenu nécessaire de faire disparaître les articles 40, 41 et 42 de la Charte concernant les commissions permanentes au moyen desquelles le Conseil exerçait les pouvoirs administratifs qu'il venait de perdre.

Pour permettre au Conseil d'exercer avec autant d'avantage que par le passé les pouvoirs qu'il conservait, les articles 40 et 564d ci-dessus cités ont été insérés dans la Charte par la loi 1 Georges V, ch. 48, ss. 22 et 46, (1910).

Mais pour que l'action des commissions que le Conseil peut nommer n'intervienne pas avec les pouvoirs ou l'exercice des pouvoirs conférés au Bureau des Commissaires, chacun de ces articles contient une restriction spéciale ayant le même sens, quoiqu'exprimée en termes différents. Dans l'article 40 il est dit que les attributions des commissions ne devront pas venir en conflit avec les pouvoirs conférés au Bureau des Commissaires, et dans l'article 564d il est dit que le Conseil ne peut conférer au Comité de Législation des matières qui sont du ressort du Bureau des Commissaires.

Les pouvoirs des deux corps sont donc bien définis et chacun de ces corps ne doit agir que dans les limites de sa juridiction. Le Conseil ne peut donc déléguer aux Commissions qu'il nomme que des matières qui sont de son ressort.

Toute Commission Spéciale que le Conseil peut nommer en vertu de l'article 40, ne peut être qu'une Commission d'étude. Elle ne peut posséder aucun pouvoir législatif ou administratif. Elle n'a sa raison d'être que si le Conseil juge opportun de faire étudier une question par quelques membres du Conseil.

La loi appelle cette Commission "Commission Spéciale", parce qu'elle doit s'occuper d'une affaire spéciale. Elle n'a donc qu'une durée temporaire. Elle cesse d'exister dès qu'elle a fait rapport, parce que le but pour lequel elle a été nommée est atteint.

The said committees shall also consider and report to the Council upon any matters specially referred to them by the Council."

The Council had also to appoint a Finance Committee, the functions of which were defined by the law. (Art. 41 and 42 of the same act.)

In 1903, by the act 3 Ed. VII, ch. 62, art. 5, article 40, above cited, was replaced by the following:

"40. The Council shall appoint, at its first monthly meeting of each year, from its members, as many permanent committees as it may deem necessary for the supervision of the administration of the several civic departments for which they are respectively named.

"Such committees shall also take cognizance of and report to the Council on all matters specially submitted to them by the Council..."

"The Council may, likewise, at any time", appoint special committees to enquire into all such facts and matters as it may deem expedient to submit them, and such committees shall inquire into such facts and matters and report thereon."

There were thus, at that time, permanent committees which the Council had to appoint at a fixed date, and to which certain administrative powers were conferred and, at any time, special committees could be appointed, but only to inquire into facts and matters submitted to them by Council.

By the law establishing the Board of Commissioners (9 Ed. VII, ch. 82), article 21 of the Charter, which intrusted the Council with the government and administration of the affairs of the City, was repealed and replaced by the two following articles:

"21. The City of Montreal is governed by a Council, composed of a mayor and one alderman for each ward."

"21a. The affairs of the City shall be managed by a Board of Commissioners consisting of the Mayor and of four Commissioners elected by the people."

The exercise of certain powers which the City possess, requires the cooperation of the two bodies, but, according to the principle, formally expressed in the act, the legislative powers belong to the Council and the administrative powers belong to the Board of Commissioners.

In view of this radical change in the law, it became necessary to suppress articles 40, 41 and 42 of the Charter, concerning the permanent committees by which the Council was exercising the administrative powers which he had just lost.

In order to allow the Council to exercise with as much advantage as by the past, the powers retained by said Council, articles 40 and 564d above cited, were inserted in the Charter by the act 1 Geo. V, ch. 48, sec. 22 and 46 (1910).

But in order that the action of the committees, which Council has the right to appoint, may not interfere with the powers or the exercise of the powers conferred upon the Board of Commissioners, each of said articles contains a special restriction to the same effect, although expressed in different terms. In article 40, it is stated that the attributions of the committees, and in article 564d, it is enacted that the Council cannot refer to the Legislation Committee any matters which are within the province of the Board of Commissioners.

The powers of both bodies are thus clearly defined and each of said bodies must act only within the limits of its jurisdiction.

The Council can therefore delegate to the committees which it appoints only matters which are within its province.

Every special committee which the Council may appoint in virtue of article 40, can be but a committee to study such or such question. It cannot possess any legislative or administrative power. It should be appointed only when the Council deems it advisable to have a question considered by some members of the Council.

The law calls said committee "Special Committee", because it must look after a special affair. It therefore exists only temporarily. As soon as it has reported, it ceases to exist, because the end for which it was appointed has been attained.

C'est là le caractère et la nature des Commissions Spéciales dont parle l'article 40 et c'est ce qui distingue les Commissions Spéciales des Commissions permanentes qui existaient autrefois mais qui n'existent plus maintenant.

Il convient de remarquer que l'article 40 actuel n'est que la reproduction de la dernière partie de l'ancien article 40 concernant les Commissions Spéciales.

L'objet pour lequel les Commissions Spéciales concernant les affaires publiques, les finances, la sûreté publique, les travaux publics, les parcs, ont été nommées est clairement exprimé dans la résolution du 22 avril, où il est dit que ces Commissions sont nommées afin de pouvoir faire au Bureau des Commissaires des suggestions et des recommandations pour la bonne administration des départements et de la Cité généralement.

Et dans les résolutions du 27 avril où l'on réfère spécialement à quatre Commissions diverses matières, il est encore dit que c'est dans le but de pouvoir faire des suggestions et recommandations au Bureau des Commissaires.

L'on voit donc clairement que le travail de ces Commissions portera sur des matières qui sont du ressort du Bureau des Commissaires.

Nous sommes donc d'opinion :

1° Que la nomination de la Commission de Législation est légale, parce qu'elle est faite en vertu de l'article 564d de la Charte, qui d'après ses termes indique que cette Commission peut être permanente, vu la nature de ses fonctions et le fait que la loi pourvoit à ce que le président de cette Commission reçoive un salaire annuel de \$1,000;

2° Que le Comité de Réception n'est pas une Commission Spéciale prévue par la Charte. Ce Comité ne peut remplir que des fonctions sociales. Il appartient au Maire et au Conseil de voir aux réceptions officielles. Bien que la formation de ce Comité ne soit pas prévue par la Charte, nous ne voyons rien qui empêche le Conseil de nommer des délégués ou de former un Comité qui devra s'occuper des préparatifs nécessaires pour les réceptions officielles;

3° Que les autres Commissions nommées par la résolution du 22 avril 1914 sont illégales parce qu'elles sont permanentes;

4° Que les références faites par les résolutions du 27 avril à la Commission de la Sûreté Publique, à la Commission des Parcs et à la Commission des Finances, sont illégales et seraient illégales même si elles étaient faites à une Commission Spéciale régulièrement nommée, parce que les matières qui sont référées à ces Commissions sont du ressort du Bureau des Commissaires.

Si le Conseil désire obtenir des renseignements dont il peut avoir besoin pour lui permettre d'exercer les pouvoirs qu'il possède, et qui se rapportent à des matières qui sont du ressort du Bureau des Commissaires, il peut demander ces renseignements au Bureau des Commissaires qui est tenu de les lui fournir. L'article 21 M de la Charte dit qu'il est du devoir du Bureau des Commissaires de faire au Conseil un rapport de sa gestion chaque année, et en outre aussi souvent que ce dernier l'exige.

Rien n'empêche le Conseil, s'il le juge opportun, de faire des recommandations ou suggestions au Bureau des Commissaires. Un contribuable ou un électeur a le droit de faire semblable suggestion ou recommandation, soit au Bureau des Commissaires, soit au Conseil, mais il n'appartient pas au Conseil de faire des enquêtes soit directement, soit au moyen de Commissions Spéciales, sur la façon dont les affaires de la Ville sont administrées, parce que l'administration est confiée par la loi à un corps tout à fait indépendant du Conseil, et c'est ce corps qui est responsable envers les contribuables de l'administration de la Ville.

Nous tenons à faire remarquer que le pouvoir de nommer des Commissions permanentes ou spéciales appartient à presque toutes les Corporations Municipales. Le Code Municipal, articles 96 et suivants, les articles 4305 et suivants des Statuts Refondus de Québec, 1888, et l'article 5321 des Statuts Refondus de 1909, contient des dispositions à cet égard, mais

Such are the character and the nature of the Special Committees mentioned in article 40 and such is the distinction between the Special Committees and the Standing Committees which formerly existed but which do not now exist.

We may remark that the present article 40 is textually the same as the last part of the former article 40 as regards the Special Committees.

The object for which the Special Committees concerning public affairs, finance, public safety, public works, parks, were appointed, is clearly expressed in the resolution of the 22nd April, where it is said that these committees are appointed to make to the Board of Commissioners suggestions and recommendations for the good administration of the departments and of the City generally.

And in the resolutions dated the 27th April, where various matters are specially referred to four committees, it is furthermore stated that it is for the purpose of making suggestions and recommendations to the Board of Commissioners.

Therefore it can clearly be seen that the work of said committees will bear on matters which are within the province of the Board of Commissioners.

We are therefore of opinion :

1° That the appointment of the Legislation Committee is legal, because it was made in virtue of article 564d of the Charter, which according to its terms show that the said Committee may be permanent, in view of the nature of its functions, and owing to the fact that the law enacts that the chairman of that Committee shall receive an annual salary of \$1,000;

2° That the Committee on Receptions is not a Special Committee provided by the Charter. Such Committee can only fulfil social duties. It belongs to the Mayor and to the Council to look after the official receptions. Although the appointment of said Committee is not provided for by the Charter, we see nothing which prevents the Council from appointing delegates or from appointing a Committee to perfect the necessary arrangements for the official receptions;

3° That the other Committees appointed by the resolution dated the 22nd April 1914 are illegal because they are permanent;

4° That the references made in the resolutions dated on the 27th April to the Committee re Public Safety, to the Committee re Parks and to the Finance Committee, are illegal, and would be illegal even if they were made to a Special Committee regularly appointed, because the matters which are referred to said Committees are within the province of the Board of Commissioners.

If the Council wishes to obtain any information, it may need in order to enable it to exercise the powers vested upon it, as regards matters which are within the province of the Board of Commissioners, it can apply for information to the Board of Commissioners which is bound to furnish the same. Article 21M of the Charter states that the Board of Commissioners shall report annually on their administration to the Council and also as often as the latter may require.

Nothing can prevent the Council, if it deems it advisable, to make "recommendations" or "suggestions" to the Board of Commissioners.

A ratepayer or an elector has the right to make such suggestion or recommendation, either to the Board of Commissioners or to the Council, but the Council has not the right to make any investigations either directly or by means of Special Committees, or the manner in which the affairs of the City are managed, because the administration is intrusted by law to a body altogether independent from the Council, and which is responsible towards the ratepayers for the administration of the City.

We beg to call your attention to the fact that the power to appoint permanent or special committees belongs to nearly all the municipal corporations. The Municipal Code, articles 96 and following, articles 4305 and following of the Revised Statutes of Québec, 1888, and article 5321 of the Revised Statutes of 1909, contain provisions

ces dispositions sont dans des termes spéciaux et elles n'ont pas d'application dans l'espèce.

Le tout respectueusement soumis.

Nous avons l'honneur d'être, Monsieur,

Vos dévoués serviteurs,

CHARLES LAURENDEAU,
Avocat-en-Chef de la Cité,

(Pour les Avocats de la Cité.)

Son Honneur le Maire entre dans la Salle du Conseil et prend son siège.

11.—Communication du Département en Loi, demandant des instructions au sujet du règlement concernant les bâtiments.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit règlement soit renvoyé au Département en Loi, attendu que le Conseil ne peut le prendre en considération à moins qu'il ne soit approuvé par les Avocats de la Cité.

RAPPORTS.

12.—Du Bureau des Commissaires, demandant que soit voté un crédit additionnel de \$2,640, re achat de terrain de la Greater Montreal Land and Investment Co.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. PAUZE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

13.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit additionnel de \$650, re achat de certaine propriété de Madame T. Scanlan.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

14.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit additionnel de \$7,368.92, re égouts du quartier Mont-Royal.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit rejeté pour le moment et que le Bureau des Commissaires soit prié d'obtenir l'opinion des Avocats de la Cité sur la responsabilité de la Ville quant au paiement du montant de \$7,368.92, qui est réclamé par l'entrepreneur, M. Dineen.

15.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de régler certaine réclamation contre la Cité, au montant de \$2,226 pour un terrain dont la Ville s'est emparé, à l'angle des rues Logan et Dufresne, et d'autoriser Son Honneur le Maire et le Greffier de la Cité à signer l'acte notarié à intervenir.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. DENIS, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

16.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter \$16,826 pour payer le coût du changement des égouts et des conduites d'eau dans certaines rues du quartier Hochelaga.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. CHARTRAND, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

to that effect, but the said provisions are in special terms and do not apply in this case.

The whole respectfully submitted.

We have the honor to be, sir,

Your devoted servant,

CHARLES LAURENDEAU,
Chief City Attorney.

(For the City Attorneys.)

His Worship the Mayor then entered the Council Room and took his seat.

11.—Communication from the Law Department, asking instructions re new by-law concerning buildings.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said by-law be referred back to the Law Department, inasmuch as the Council cannot consider the same unless approved by the City Attorneys.

REPORTS.

12.—From Board of Commissioners, to vote an additional sum of \$22,640 re purchase of a property from the Greater Montreal Land and Investment Co.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. PAUZE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

13.—From Board of Commissioners, to vote an additional sum of \$650 re purchase of a certain property from Mrs. T. Scanlan.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

14.—From Board of Commissioners, to vote an additional sum of \$7,368.92 re construction of sewers in Mount Royal Ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be rejected for the time being, and that the Board of Commissioners be requested to obtain the opinion of the City Attorneys on the City's liability as to the payment of the amount of \$7,368.92 which is claimed by the contractor, Mr. Dineen.

15.—From Board of Commissioners, to settle certain claim against the City for \$2,226, for a piece of land which said City took possession of, corner of Logan and Dufresne streets, which belonged to the Lithuanian Withold Club.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DENIS, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

16.—From Board of Commissioners, to vote \$16,826 to defray cost of changing sewers and water mains in certain streets of Hochelaga Ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. CHARTRAND, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

17.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter \$500, pour indemniser M. J. P. Kennedy pour annuler le bail d'un certain terrain appartenant à la Cité, dans le quartier St-Joseph.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. HUSHION, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

Son Honneur le Maire quitte son siège et est remplacé par le Maire-Suppléant, M. l'échevin Létourneau.

18.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$4,497 pour élever le niveau du trottoir en face de l'Hôtel Ritz-Carlton.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WELDON, il est

Résolu: Qu ledit rapport soit rejeté pour le moment, et que le Bureau des Commissaires soit prié d'obtenir l'opinion des Avocats de la Cité afin de savoir si la Ville peut réclamer des propriétaires de l'Hôtel Ritz-Carlton, le montant qu'elle sera obligée de payer pour élever le niveau du trottoir en face dudit hôtel.

19.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$2,275.02, pour payer le salaire d'employés du Département de l'Assistance Municipale

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LORANGER, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

20.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter des crédits supplémentaires au montant de \$10,646.90 pour le Département d'Hygiène.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. DENIS, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

21.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$958,973.08 pour la construction de trottoirs permanents dans les différentes rues de la Ville.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que conformément à la demande du Bureau des Commissaires l'étude de ce rapport soit remise à la prochaine séance afin de permettre auxdits Commissaires d'examiner les états préparés par les fonctionnaires du Département de la Voirie, et de s'assurer si les trottoirs dont on recommande la construction à certains endroits n'ont pas déjà été construits, et si des fonds n'ont pas déjà été votés pour ces travaux.

22.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un montant de \$3,000 de crédits supplémentaires, requis par le Département d'Hygiène et de Statistiques.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

23.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit supplémentaire de \$1,144.03, re expropriation pour l'ouverture de la rue Le Royer.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LORANGER, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

24.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$10,000 pour travaux à faire pour une nouvelle entrée au Parc Mont-Royal.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. WARD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

17.—From Board of Commissioners, to vote \$500 to Mr. P. J. Kennedy to cancel a certain offer on a piece of land belonging to the City in St. Joseph Ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. HUSHION, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

His Worship the Mayor then left his seat and was replaced by the Acting Mayor, Ald. Létourneau.

18.—From Board of Commissioners, to vote \$4,497 to raise the sidewalk in front of the Ritz-Carlton Hotel.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WELDON, it was

Resolved: That said report be rejected for the time being, and that the Board of Commissioners be requested to obtain the opinion of the City Attorneys in order to know whether the City may claim from the owners of the Ritz-Carlton Hotel the amount it will have to pay in order to raise the level of the sidewalk in front of said hotel.

19.—From Board of Commissioners, to vote \$2,275.02 to pay the salary of employees in the Municipal Assistance Department.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LORANGER, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

20.—From Board of Commissioners, to vote supplementary appropriations amounting to \$10,646.90 for the Hygiene Department.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DENIS, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

21.—From Board of Commissioners, to vote \$958,973.08 for the construction of permanent sidewalks in different streets throughout the City.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That, in compliance with the request of the Board of Commissioners, consideration of said report be deferred until next the meeting, in order to enable the Commissioners to examine the statements prepared by the officials of the Road Department, and to ascertain whether the sidewalks the construction of which is recommended at certain places, have not already been laid and whether funds have not already been voted for such works.

22.—From Board of Commissioners, to vote \$3,000, supplementary appropriations required by the Hygiene and Statistics Department.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

23.—From Board of Commissioners, to vote a supplementary appropriation of \$1,144.03 re expropriation for the opening of Le Royer street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LORANGER, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

24.—From Board of Commissioners, to vote \$10,000 for a new entrance to Mount Royal Park.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. WARD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

25.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter \$6,000 pour donner des concerts dans les parcs publics pendant la saison d'été.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LAVERGNE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

26.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$4,000 pour l'engagement d'employés surnuméraires pour la confection du rôle d'évaluation.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

27.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter un crédit de \$29,400 pour l'établissement de terrains de jeux.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LARIVIERE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté et que le Bureau des Commissaires soit respectueusement prié de voir à ce que la personne qui sera nommée Surintendant des Terrains de jeux soit placée sous le contrôle du Surintendant des Parcs, et que ledit Bureau soit aussi prié de soumettre au Conseil, à la prochaine séance, un rapport sur les opérations du Département des Terrains de jeux durant le cours de l'année dernière.

28.—Du Bureau des Commissaires, répondant à certaine question, re élargissement de la rue Guy.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et que copies en soient transmises à MM. les échevin Ward et Hushion.

29.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'être autorisé à émettre des emprunts temporaires au montant de £750,000.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. RUBENSTEIN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

30.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'être autorisé à négocier un emprunt de \$7,300,000.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BOYD, il est

Résolu: Que ledit Bureau des Commissaires soit autorisé à émettre et à négocier ledit emprunt en tout ou en partie, à l'époque et aux conditions qu'il jugera les plus avantageuses pour la Ville.

31.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'être autorisé à émettre et négocier un emprunt de £150,000, re établissement des conduits souterrains.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BLUMENTHAL, il est

Résolu: Que ledit Bureau des Commissaires soit autorisé à émettre et à négocier ledit emprunt en tout ou en partie, à l'époque et aux conditions qu'il jugera les plus avantageuses pour la Ville.

32.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'exproprier certain terrain appartenant à M. C. H. Bleau, situé sur la rue de Montigny, en vertu de la loi concernant les expropriations annuelles.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. GIROUX, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

33.—Du Bureau des Commissaires, répondant à certaine question, re élargissement de la rue Dickson.

25.—From Board of Commissioners, to vote \$6,000 to give concerts in public parks during the summer season.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVERGNE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

26.—From Board of Commissioners, to vote \$4,000 to hire extra hands for the confection of Assessment roll.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

27.—From Board of Commissioners, to vote \$29,400 for the establishment of playgrounds.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That said report be received and adopted, and that the Board of Commissioners be requested to see that the person who is appointed Superintendent of Playgrounds is placed under the control of the Superintendent of Parks, and that the said Board be also requested to submit to the Council, at its next meeting, a report of the operations of the Playgrounds Department, during the past year.

28.—From Board of Commissioners, replying to a certain question re widening of Guy street.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That said report be received and that a copy thereof be transmitted to Ald. Ward and Hushion.

29.—From Board of Commissioners, to be authorized to issue temporary loans amounting to £750,000.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. RUBENSTEIN, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

30.—From Board of Commissioners, to be authorized to negotiate a loan of \$7,300,000.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said Board of Commissioners be authorized to issue and negotiate said loan in whole or in part, at the time and on the conditions which they will judge more advantageous for the City.

31.—From Board of Commissioners, to be authorized to issue a loan of £150,000 re establishment of underground conduits.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BLUMENTHAL, it was

Resolved: That said Board of Commissioners be authorized to issue and negotiate said loan in whole or in part, at the time and on the conditions which they will judge more advantageous for the City.

32.—From Board of Commissioners, to expropriate a certain piece of land belonging to Mr. C. H. Bleau on de Montigny street, in virtue of the annual expropriation law.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GIROUX, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

33.—From Board of Commissioners, replying to a certain question re widening of Dickson street.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. THERRIEN, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et que copie en soit transmise à M. l'éch. Larivière.

34.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de renvoyer à la Commission de Législation certaine communication, re circulation des camions-automobiles.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BARBEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

35.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de renouveler certains privilèges pour la vente de rafraichissements au Square Viger, (1) M. F. X. Brunet; (2) W. Comtois; (3) P. Girard.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. GIROUX, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

36.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de renvoyer à la Commission de Législation une communication de M. L. A. Girard, re salles de vues animées.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. DUBOIS, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

37.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet d'inscrire dans le registre des rues publiques une partie de la rue Cypress, entre les rues Windsor et Stanley.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BOYD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

38.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Montreal Light, Heat and Power Company de planter des poteaux dans les rues.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. LAVERGNE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

39.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Montreal Public Service Corporation, de planter des poteaux dans différentes rues.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. MACDONALD, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

40.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de permettre à la Montreal Light, Heat and Power Company, de planter des poteaux dans certaines rues.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. ROCHON, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

41.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter \$2,500 pour la construction d'un égout dans la rue Bordeaux, de la rue Gilford en allant vers le sud.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. ST-PIERRE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté.

42.—Du Bureau des Commissaires, soumettant au Conseil les plans et devis dressés par M. J. O. Marchand, architecte, re réfection de l'Hôtel-de-Ville.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. DUBEAU, il est

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. THERRIEN, it was

Resolved: That said report be received and that a copy of same be transmitted to Ald. Larivière.

34.—From Board of Commissioners, to refer to the Legislation Committee certain communication re circulation of auto-trucks.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BARBEAU, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

35.—From Board of Commissioners, to renew certain privileges for the sale of refreshments in Viger Square to (1) Mr. F. X. Brunet, (2) W. Comtois, (3) P. Girard.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. GIROUX, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

36.—From Board of Commissioners, to refer to the Legislation Committee a communication from Mr. A. C. Cardinal re moving picture halls.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DUBOIS, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

37.—From Board of Commissioners, to inscribe in the register of public streets portion of Cypress street, between Windsor and Stanley streets.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BOYD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

38.—From Board of Commissioners, to allow the Montreal Light, Heat & Power Co. to erect poles in different streets.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. LAVERGNE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

39.—From Board of Commissioners, to allow the Montreal Public Service Corporation to erect poles in different streets.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MACDONALD, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

40.—From Board of Commissioners, to allow the Montreal Light, Heat & Power Co. to erect poles in certain streets.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ROCHON, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

41.—From Board of Commissioners, to vote \$2,500 to construct a sewer in Bordeaux street, from Gilford southwards.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. ST-PIERRE, it was

Resolved: That said report be received and adopted.

42.—From Board of Commissioners, submitting to Council plans and specifications prepared by Mr. J. O. Marchand, architect, re repairs to City Hall.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Résolu: Que ledit rapport soit déposé sur le bureau pour être pris en considération avec le premier ordre du jour.

43.—Du Bureau des Commissaires, à l'effet de voter \$120,000 pour relier l'aqueduc de Notre-Dame de Grâce avec celui de la Cité.

Des explications ayant été demandées au Bureau des Commissaires au sujet de ce rapport, M. le Commissaire Côté demande qu'il soit renvoyé audit Bureau pour plus ample étude.

M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyé par M. l'éch. MACDONALD, propose et il est

Résolu: Que ledit rapport soit renvoyé au Bureau des Commissaires pour plus ample étude.

QUESTIONS.

44.—Certaines questions sont posées au Bureau des Commissaires avec prière d'y répondre à la prochaine assemblée du Conseil, par (a) M. l'échevin Lavergne, re construction de trottoirs permanents sur le côté nord du Boulevard Rosemont; (b) M. l'échevin Lavergne, à l'effet d'entretenir la pelouse de chaque côté de la rue Iberville; (c) M. l'échevin Pauzé, re prolongement des lignes du Montreal Tramways, à travers le quartier Côte-des-Neiges; (d) M. l'échevin Dubeau, re emploi d'étrangers pour l'exécution des travaux publics; (e) M. l'échevin Ward, re asphalte posée, rue Bishop; (f) M. l'échevin Ward, re nomination d'experts pour les travaux publics; (g) M. l'échevin Loranger, re enlèvement des déchets duraht la nuit; (h) M. l'échevin Chartrand, re pavage en asphalte de la rue Aylwin entre les rues de Beaujeu et Forsyth. A ce sujet, M. l'échevin Chartrand soumet une requête demandant que ladite rue soit pavée; (i) M. l'échevin Chartrand, demandant que la Compagnie des Tramways de Montréal reçoive ordre de poser une double voie dans la rue Davidson entre les rues Ontario et Notre-Dame; (j) M. l'échevin Chartrand, demandant qu'un arrêt de tramway soit établi à l'angle des rues Aylwin et Sainte-Catherine; (k) M. l'échevin Chartrand, demandant la construction d'un égout dans la rue Stadacona, entre les rues Chambly et Nicolet et que ladite rue soit pavée en asphalte et que l'on continue le pavage de la rue Stadacona, entre les rue Cuvillier et Dézéry; (l) M. l'échevin Chartrand, demandant qu'un arrêt de tramway soit établi rue Ontario, angle de la rue Joliette. A ce sujet, M. l'échevin Chartrand soumet une requête en faveur de l'établissement dudit arrêt de tramway; (m) M. l'échevin Therrien, re nomination d'un expert au sujet du service de transport à l'île Sainte-Hélène; (n) M. l'échevin Therrien, re regards; (o) M. l'échevin Larivière, re macadamisage de différentes rues dans le quartier Longue-Pointe; (p) M. l'échevin L. A. Lapointe, re contrat accordé à MM. Glibert, Paye & Cie. pour la construction d'un égout rue Sherbrooke; (r) M. l'échevin Larivière, re paiement d'un certain montant à l'entrepreneur Healy pour la construction d'un égout dans une certaine rue; (s) M. l'échevin Larivière, demandant que les obligations que la Ville a assumées envers la Longue-Pointe soient remplies.

MOTIONS.

45.—Sur proposition de M. l'éch. DUBOIS, appuyée par M. l'éch. BARBEAU, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instruction de communiquer avec la Compagnie des Tramways afin d'obtenir de ladite Compagnie un service quelconque pour le quartier Emard, et que les Commissaires soient priés d'entrer immédiatement en pourparlers avec cette Compagnie pour obtenir une solution immédiate de cette question.

46.—Sur proposition de M. l'éch. LARIVIERE, appuyée par M. l'éch. MENARD, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit respect-

Resolved: That said report be laid on the table to be considered with the last order of the day.

43.—From Board of Commissioners, to vote \$120,000 to connect the waterworks system of Notre-Dame de Grâce with the general system of the City.

Explanations having been asked from the Board of Commissioners on this report, Commissioner Côté asked that it be referred back to the said Board for further consideration.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. MACDONALD, it was

Resolved: That said report be referred back to the Board of Commissioners for further consideration.

QUESTIONS.

44.—Certain questions were put to the Board of Commissioners with a request that they reply thereto for the next meeting of the Council by (a) Ald. Lavergne, re laying of permanent sidewalks on the north side of Boulevard Rosemont, (b) Ald. Lavergne, to repair the grass plot on both sides of Iberville street, (c) Ald. Pauzé, re extension of Montreal Tramways lines through Côte des Neiges Ward, (d) Ald. Dubeau, re employment of foreigners on public works, (e) Ald. Ward, re asphalt laid on Bishop street, (f) Ald. Ward, re appointment of experts for public works, (g) Ald. Loranger, re removal of garbage during the night, (h) Ald. Chartrand, re paving of Aylwin street, between Beaujeu and Forsyth streets, with asphalt. In this connection, Ald. Chartrand submitted a petition asking for the paving of said street, (i) Ald. Chartrand, asking that the Montreal Tramways Co. be ordered to lay a double track on Davidson street, between Ontario and Notre-Dame streets, (j) Ald. Chartrand, asking that tramway stop be established at the corner of Aylwin and St. Catherine streets, (k) Ald. Chartrand, asking that a sewer be laid in Stadacona street, between Chambly and Nicolet streets, and that said street be also paved with asphalt and that the pavement of Stadacona street, between Cuvillier and Desery streets be continued, (l) Ald. Chartrand, asking that a tramway stop be established on Ontario street, corner of Joliette. In this connection, Ald. Chartrand submitted a petition in favor of said tramway stop, (m) Ald. Therrien, re appointment of an expert concerning the St. Helen's Island ferry service, (n) Ald. Therrien, re manholes, (o) Ald. Blumenthal, re utilization of scavenging matters, (p) Ald. Larivière, re macadamizing of different streets in Longue-Pointe Ward, (q) Ald. L. A. Lapointe, re contract awarded to Messrs. Glibert, Paye & Cie. for the construction of a sewer in Sherbrooke street, (r) Ald. Larivière, re payment of a certain amount to Contractor Healy for the construction of a sewer in a certain street, (s) Ald. Larivière, asking that the obligations assumed by the City towards Longue-Pointe Ward be respected.

MOTIONS.

45.—On motion of Ald. DUBOIS, seconded by Ald. BARBEAU, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to communicate with the Tramways Co. and request said Company to give a tramway service in Emard Ward and that the Board of Commissioners be respectfully asked to negotiate with the Tramways Co. in order to obtain a solution of the tramway question.

46.—On motion of Ald. LARIVIERE, seconded by Ald. MENARD, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be respect-

tucusement prié d'étudier si M. Henry Scott, ou M. le Dr J. P. Gadbois ou M. Bernier seraient avantageusement qualifiés pour conduire et diriger les amusements dans tous les parcs.

47.—Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que la résolution adoptée par le Conseil de Ville, le 9 mars 1914 au sujet d'une requête signée par un grand nombre de contribuables, demandant qu'un compartiment soit réservé aux fumeurs dans les tramways, soit confirmée et que le Greffier de la Cité soit prié d'écrire de nouveau à la Compagnie des Tramways de Montréal, afin d'obtenir une réponse à la lettre qui lui a été envoyée à ce sujet.

48.—Sur proposition de M. l'éch. HOULE, appuyée par M. l'éch. TURCOT, il est

Résolu: Que le Greffier de la Cité reçoive instructions de communiquer avec les autorités de la Compagnie des Tramways afin d'obtenir de cette dernière que l'arrêt de tramways qui existe actuellement rue Saint-Denis, angle de la rue Carmel, soit remplacé par un arrêt à l'angle de la rue Lamoricière et d'établir un nouvel arrêt à mi-chemin entre le tunnel et la rue Carmel, en face des bureau du Lake of the Woods Milling Co.

49.—Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. N. LAPOINTE, il est

Résolu: Que le Département en Loi soit prié de dire au Conseil, à sa prochaine séance, dans quelle position se trouve la Cité vis-à-vis la Montreal Water and Power Company, d'après les amendements à la Charte adoptés, à la dernière session de la Législature.

50.—Sur proposition de M. l'éch. LORANGER, appuyée par M. l'éch. SAINT-PIERRE, il est

Résolu: D'accorder un congé d'un mois à M. l'échevin Mayrand.

51.—Sur proposition de M. l'éch. CHARTRAND, appuyée par M. l'éch. SAINT-PIERRE, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié d'étudier l'opportunité de changer le système actuel de poinçonnage en usage, pour charretiers dans le Département de la Voirie, et que de nouveaux poinçons lettrés ou numérotés soient employés.

52.—Sur proposition de M. l'éch. LAVERGNE, appuyée par M. l'éch. MENARD, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié de bien vouloir donner instructions à l'Ingénieur en Chef, de faire faire les raccordements d'eau et d'égout sur tous les terrains vacants devant lesquels des trottoirs permanents doivent être construits et d'en notifier les propriétaires intéressés.

53.—Sur proposition de M. l'éch. CHARTRAND, appuyée par M. l'éch. LARIVIERE, il est

Résolu: Que le Bureau des Commissaires soit prié d'étudier l'opportunité de fournir des billets de tramways aux contremaîtres de la Voirie qui ont la surveillance des travaux dans deux quartiers ou plus.

fully requested to examine if Mr. Henry Scott, Dr. J. P. Gadbois or Mr. Bernier are qualified persons to conduct the parks and playgrounds in the City.

47.—On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That the resolution adopted by the City Council on the 9th March, 1914, in connection with a petition signed by a large number of ratepayers asking that provision be made in the tramways for smokers be reaffirmed, and that the City Clerk be asked to write again to the Montreal Tramways Co. to obtain a reply to the letter which has been sent to said Company in this connection.

48.—On motion of Ald. HOULE, seconded by Ald. TURCOT, it was

Resolved: That the City Clerk be instructed to communicate with the Tramways Co. and request said Company to replace the car stop on St. Denis street, corner of Carmel street, by a stop at the corner of Lamoricière street and to establish a new stop midway between the tunnel and Carmel street, in front of the office of the Lake of the Woods Milling Co.

49.—On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. N. LAPOINTE, it was

Resolved: That the Law Department be respectfully asked to inform the Council at its next meeting in what position the City is towards the Montreal Water & Power Co., owing to the amendments to the Charter adopted at the last session of the Quebec Legislature.

50.—On motion of Ald. LORANGER, seconded by Ald. ST-PIERRE, it was

Resolved: That one month's leave of absence be granted to Ald. Mayrand.

51.—On motion of Ald. CHARTRAND, seconded by Ald. THERRIEN, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to consider the advisability of changing the present system of punching tickets for the carters employed by the public works department and to use new punches with letters and numbers.

52.—On motion of Ald. LAVERGNE, seconded by Ald. MENARD, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be requested to kindly give instructions to the Chief Engineer to lay the necessary drains and water pipes to connect with the existing sewers and water mains in front of all vacant lands where permanent sidewalks and pavements will be laid, in conformity of Art. 455A of the Charter.

53.—On motion of Ald. CHARTRAND, seconded by Ald. LARIVIERE, it was

Resolved: That the Board of Commissioners be respectfully requested to give tramway tickets to the road foremen who have the supervision of works in more than two wards.

AVIS DE MOTIONS.

54.—De M. l'échevin Ménard, à l'effet de changer les limites des quartiers Bordeaux, Saint-Denis et Laurier.

55.—De M. l'échevin Ménard, à l'effet de changer les limites du quartier Bordeaux et d'annexer à ce quartier certaines parties du quartier Saint-Denis.

56.—De M. l'échevin Houlié, re construction de bâtiments rue Christophe-Colomb et Boyer, pour changer le Règlement No 516.

57.—De M. l'échevin Ménard, à l'effet d'amender le Règlement No 506, re fonds de pension.

58.—De M. l'échevin Dubeau, à l'effet d'édicter un règlement, re circulation des voitures rue Sherbrooke.

59.—De M. l'échevin Loranger, à l'effet d'amender le Règlement No 260, re bâtiments.

60.—De M. l'échevin Turcot, re service de tramways dans le quartier Laurier.

ORDRE DU JOUR.

61.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en délibération un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant de payer un compte de M. J. O. Marchand, architecte, se montant à \$4,625, pour préparation de plans, devis, etc., re réfection de l'Hôtel-de-Ville.

A ce sujet, soumis un autre rapport du Bureau des Commissaires, transmettant au Conseil les plans et devis préparés par M. Marchand.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. DUBEAU, il est

Résolu: Que ledit rapport soit reçu et adopté avec l'entente formelle toutefois, que le montant réclamé par M. J. O. Marchand, architecte, ne lui sera payé que lorsqu'il aura remis à la Cité les originaux des plans qui ont été préparés ainsi que les devis et estimés.

62.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en délibération un rapport du Bureau des Commissaires, recommandant de procéder à l'expropriation de la rue Notre-Dame Ouest, entre la rue Fulford et l'avenue Atwater.

Sur proposition de M. l'éch. MENARD, appuyée par M. l'éch. N. LAPOINTE, il est

Résolu: Que ledit rapport soit retourné au Bureau des Commissaires, et que ledit Bureau soit aussi prié d'étudier s'il ne serait pas dans l'intérêt de la Ville de n'exproprier que les immeubles situés entre la rue Fulford et la rue de Lévis, vu que la partie de la rue Notre-Dame située à l'Ouest de la rue de Lévis est suffisamment large et qu'il y a actuellement deux voies de tramways sur cette partie de ladite rue.

NOTICES OF MOTIONS.

54.—By Ald. Ménard, to change the limits of Bordeaux, St. Denis and Laurier wards.

55.—By Ald. Ménard, to change the limits of Bordeaux Ward and to annex to said ward certain portions of St. Denis Ward.

56.—By Ald. Houlié, concerning the erection of buildings on Christophe Colomb and Boyer streets and to repeal By-law No. 516.

57.—By Ald. Ménard, to amend By-law No. 506 re pension fund.

58.—By Ald. Dubeau, for a by-law to regulate vehicular traffic on Sherbrooke street.

59.—By Ald. Loranger, to amend By-law No. 260, concerning buildings.

60.—By Ald. Turcot, re tramway service in Laurier Ward.

ORDER OF THE DAY.

61.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners recommending to pay account of Mr. J. O. Marchand, architect, amounting to \$4,625, for the preparation of plans, specifications, etc., re alterations to the City Hall.

In this connection, submitted another report from the Board of Commissioners transmitting to Council plans and specifications prepared by Mr. Marchand.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. DUBEAU, it was

Resolved: That said reports be received and adopted, with the express understanding, however, that the amount claimed by Mr. J. O. Chartrand, architect, shall not be paid to him until he has delivered to the City the original plans which have been prepared, as well as the specifications and estimates.

62.—The order of the day being read to consider a report from the Board of Commissioners recommending to proceed with the expropriation of Notre-Dame street west, between Fulford street and Atwater avenue.

On motion of Ald. MENARD, seconded by Ald. N. LAPOINTE, it was

Resolved: That said report be referred back to the Board of Commissioners and that said Board be requested to consider whether it would not be in the City's interest to expropriate only the immovables situated between Fulford and de Lévis streets, inasmuch as that part of Notre-Dame street situated west of de Lévis street is wide enough and there are now two tramway tracks on that part of said street.

63.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en délibération un avis de motion par M. l'échevin Létourneau, à l'effet de réglementer la circulation des voitures dans certaines rues du quartier Saint-Henri.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. O'CONNELL, il est

Résolu: Que ledit item soit biffé.

Sur proposition de M. l'éch. L. A. LAPOINTE, appuyée par M. l'éch. BASTIEN,

Le Conseil s'ajourne.

L. O. DAVID,
Greffier de la Cité.

JULES CREPEAU,
Sous-Greffier de la Cité.

63.—The order of the day being read to consider a notice of motion by Ald. Létourneau to regulate vehicular traffic in certain streets on St. Henry Ward.

On motion of Ald. L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. O'CONNELL, it was

Resolved: That the same be struck.

On motion of L. A. LAPOINTE, seconded by Ald. BASTIEN,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,
City Clerk.

JULES CREPEAU,
Assistant-City Clerk.

